

Newsletter n°69 - 20 octobre 2023

□□ Éditorial

Quels outils dans les mains de quel Prince ?

La question de la souveraineté technologique en recèle trois autres : Quels outils ? Dans les mains de quel Prince ? À quelles fins ? La technologie, ce discours sur l'usage des moyens, devrait nous permettre d'observer qu'aujourd'hui, le « technique » a soumis le politique. C'est la « tech » qui est devenue souveraine. C'est elle qui imprime dans nos esprits sa « pensée computationnelle ». Nul n'envisage plus le gouvernement de la Cité que sous l'angle de l'optimisation (du temps, des coûts, des processus etc.). Plus aucune référence axiologique ne permet d'apprécier le bien fondé d'un nouvel outil ou de ses usages. C'est l'efficacité qui doit régner en tout. C'est la raison pour laquelle elle se fournit à elle-même son propre étalon de mesure. C'est bien simple, tout doit aller plus vite. Pas mieux. Plus vite. Eh bien, voyons peut-être le réveil de la souveraineté technologique comme le lent sursaut du Prince, qui souhaite enfin reprendre la main sur le cours des choses.

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui, vendredi 20 octobre 2023,
[Laurent Izard](#),
qui est Professeur de Chaire Supérieure en CPGE



Conciliabule*

avec LAURENT IZARD



L'extraterritorialité du droit américain nous impose des contraintes inadmissibles.

☐☐ **Conciliabule**

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

1/ Vous avez écrit en 2019 un ouvrage intitulé « La France vendue à la découpe. ». Quels morceaux reste-t-il de la bête ?

La bête est encore bien vivante, fort heureusement ! La France reste riche de ses grands groupes mondialisés comme de ses multiples PME porteuses d'avenir. Mais depuis une quarantaine d'années, elle s'est considérablement affaiblie : nos dirigeants successifs ont engagé notre pays dans un processus d'intégration internationale qui a conduit à restreindre peu à peu notre souveraineté économique. Ils ont notamment accepté – voire dans certains cas encouragé – la prise de contrôle par des investisseurs internationaux de la plupart de nos grands fleurons industriels mais aussi de multiples entreprises de taille plus modeste, notamment dans les technologies de pointe. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, n'hésite pas à écrire : *« La tech française est extrêmement attractive, essentiellement pour les grands groupes américains. Il faut avoir conscience en particulier que dans des mondes comme la medtech ou la biotech, le pourcentage d'entreprises qui à la fin sont rachetées par des grands groupes américains est considérable », de l'ordre de 80% »*... On ne peut donc que déplorer un déclassement de notre pays au niveau international associé à une perte d'indépendance dont on a pu percevoir certains effets lors de la récente crise sanitaire.

Il est toutefois difficile en quelques lignes, de dresser un état des lieux exhaustif, mais quatre constats s'imposent :

1. Depuis le début des années 1980, le recul de l'industrie dans la valeur ajoutée évaluée en prix courants est tout sauf négligeable puisque sa contribution au PIB est passée de 24 % à 10 %, ce qui fait de notre pays la nation la moins industrialisée d'Europe, à égalité avec la Grèce. Des évolutions inquiétantes qui ne sont évidemment pas sans liens avec la perte de contrôle de nos entreprises industrielles et qui dégradent notre balance commerciale. Plus grave encore,

lorsque la production importée se substitue à la production nationale, les destructions d'emploi qui en résultent ne se limitent évidemment pas aux seules entreprises industrielles.

2. Toujours sur la même période, nous sommes devenus davantage dépendants en matière énergétique. Certes, certains événements externes conjoncturels ont accentué cette dépendance. Mais les choix politiques y participent grandement. Par exemple la vente d'Alstom Power à General Electric nous a placés dans une situation de dépendance par rapport à nos amis américains, qui pourraient rapidement mettre la France dans le noir, si tel était leur désir. Et le rachat annoncé en grande pompe de Geast (la filiale de General Electric qui fabrique les précieuses turbines Arabelle) par EDF n'est pas de nature à rassurer totalement, car General Electric a « américanisé » certains composants des turbines Arabelle, ce qui rend désormais les Français otages du gouvernement américain... D'autre part, au sein de l'UE, les contraintes de l'ARENH, les pressions sur la taxonomie énergétique et la volonté de développer l'éolien marquent l'objectif des Allemands de s'approprier la souveraineté énergétique en Europe en imposant leur modèle d'énergies intermittentes, l'*Energiewende*. Il faut savoir que la France ne fabrique aucune éolienne : 65% des éoliennes installées en France sont allemandes, 30% sont danoises. Et 45 % des sociétés d'exploitation électrique de ces éoliennes sont allemandes. À l'arrivée, le prix de l'énergie en France s'est accru fortement et nous avons abandonné un avantage concurrentiel majeur...

3. Nous sommes devenus militairement dépendants de nos partenaires européens et américains : aucune entreprise française n'est aujourd'hui capable de fabriquer des armes de poing à grande échelle. Le fabricant de munitions Manurhin a été cédé en 2018, au groupe de défense des Émirats Arabes Unis *Emirates Défense Industries Company*. Et nous sommes de ce fait le seul pays membre du Conseil permanent de l'ONU qui ne produit plus de munitions de petit calibre. La fabrication des

missiles de MBDA est éclatée entre plusieurs pays en application des préconisations de son PDG, qui plaide pour une « *spécialisation poussée* » des différentes unités de son groupe afin de parvenir à une « *dépendance mutuelle* » ! Et les programmes franco-allemands sur les véhicules blindés ou les avions de combat sont au point mort...

4. Notre recherche n'en finit plus de s'étioler : nos meilleurs chercheurs s'exportent vers les USA ou même vers la Chine, l'effort de recherche de nos entreprises s'amenuise dangereusement et les spécialistes s'inquiètent particulièrement de la recherche en ingénierie, ce maillon essentiel entre la recherche et la mise sur le marché d'un produit : trop souvent considérée comme une sous-recherche, nous l'avons de facto abandonnée à la Chine...

2/ Comment mettre en parallèle cet état de fait avec des acquisitions que la France aurait faites à l'occasion d'autres ventes à l'étranger ? Voyez-vous un équilibre ?

La France réalise également, et c'est heureux, de belles acquisitions à l'étranger. On pense par exemple au rachat de Bombardier Transport par Alstom ferroviaire en janvier 2021. Mais ce genre d'acquisitions pousse certains à soutenir qu'il y aurait un réel équilibre entre nos acquisitions et les multiples pertes de contrôle de nos entreprises de toutes tailles, rachetées par des investisseurs étrangers. Pour d'autres, le compte n'y est pas, mais c'est la loi du marché, et il faudrait s'y soumettre docilement sans trop prêter attention à qui contrôle le capital des entreprises, car « *ce qui compte, c'est avant tout la pérennité de l'entreprise et la sauvegarde de l'emploi* ». Je ne peux souscrire à ces deux points de vue qui ignorent la réalité économique comme les impératifs de préservation de notre souveraineté : il est en effet impératif de garder le contrôle d'activités vitales pour notre pays. Et je plaide pour un nouvel élargissement du concept d'entreprise stratégique qui permettrait d'étendre le

périmètre de nos entreprises soumises au contrôle IEF. D'autre part, n'oublions jamais que les propriétaires sont également les décideurs : on ne peut attendre d'actionnaires étrangers qu'ils prennent en compte nos intérêts nationaux, même majeurs, dans leurs décisions stratégiques : on a d'ailleurs pu constater à plusieurs reprises que les entreprises qui ouvrent largement leur capital à des investisseurs étrangers sont davantage exposées à des risques de délocalisation ou de démantèlement. Le mythe de l'apporteur de capitaux étranger, sauveur de nos entreprises en difficulté ne résiste pas longtemps à l'analyse, d'autant plus que les investisseurs étrangers préfèrent acquérir des entreprises en bonne santé, qui rentabilisent plus rapidement l'investissement initial. En définitive, faute d'études exhaustives sur les acquisitions et ventes d'entreprises françaises, il est difficile de dresser un bilan chiffré. Mais l'activisme des prédateurs étrangers, notamment américains et chinois, ne laisse guère planer de doute sur le solde de ce bilan...

3/ Nous avons établi un recensement des pertes essuyées, des cessions effectuées par notre pays depuis 1974, que nous avons appelé « La France a cédé ». Au figuré, comment décrire selon vous la façon dont nous aurions cédé ?

On pourrait illustrer et expliquer ce processus par un mélange de résignation, de cécité, de naïveté, de pessimisme et d'opportunisme quelque peu malsain... Nous avons cédé notre industrie parce que nous avons naïvement cru qu'une économie moderne était une économie de créativité et de service, en oubliant que l'industrie était une source incontournable de richesse et d'équilibre de notre balance commerciale. Nous avons cédé parce que nous avons obéi servilement aux lois du marché, et en particulier au dogme de la libre circulation des capitaux. Nous avons en effet pensé qu'il convenait de respecter à la lettre les règles de l'OMC et plus généralement de l'économie mondialisée en adoptant une logique ricardienne sans même prévoir des garde-fous qui s'imposaient pourtant.

Nous avons cédé parce que nous avons refusé de protéger nos entreprises alors que leurs concurrents directs n'étaient pas soumis aux mêmes règles sociales, fiscales ou environnementales, ce qui a créé une distorsion concurrentielle insoutenable. Nous avons cédé parce que nous n'avons pas été capables de lutter contre l'extraterritorialité du droit américain, qui nous impose des contraintes inadmissibles (normes ITAR, droit de regard sur nos clients...). Nous avons cédé parce que nous n'avons pas su orienter l'épargne des ménages vers l'industrie et le capital risque. Nous avons cédé en délaissant notre recherche et en paupérisant nos universitaires et nos chercheurs. Nous avons cédé parce que nous avons renoncé à produire des biens de qualité à forte valeur ajoutée, alors que nous en avons la capacité, au profit de biens milieu de gamme, moins chers mais davantage exposés à la concurrence asiatique. Bref, nous avons cédé parce que nous avons perdu la confiance en nous-mêmes...

4/ En 2023, est-il plus « intéressant » de manquer de loyauté dans le cadre de son mandat, public ou privé ?

Il faudrait dans un premier temps définir ce que l'on entend par loyauté, et surtout préciser à l'égard de qui doit s'exercer cette loyauté : une entreprise ? Le peuple français ? Ses dirigeants ? Ou l'Union européenne ?... Ce n'est pas la même chose et les intérêts ne sont pas nécessairement convergents. Mais lorsque le PDG d'un grand groupe industriel se voit attribuer une « prime exceptionnelle » de plusieurs millions d'euros pour avoir négocié la cession de son entreprise à une multinationale américaine, il est légitime de s'interroger, d'abord sur ses mérites, et plus loin sur ses réelles motivations. On peut toujours justifier une telle opération par des considérations financières et la « nécessité de préparer l'avenir d'un groupe » qui « ne disposerait pas de la taille critique pour affronter la concurrence », mais on peut aussi considérer, à l'instar de Loïk Le Floch-Prigent qu'il s'agit parfois, a minima, d'un acte « irresponsable » révélant « un mépris total à l'égard du personnel, des

clients, du peuple et de ses représentants ».

Dans la même veine, lorsque des médecins, conseillers du gouvernement, perçoivent d'importantes commissions de la part de laboratoires pharmaceutiques privés, il est légitime de s'interroger sur leur intégrité et la qualité de leurs recommandations en matière vaccinale. Mon propos n'est certainement pas de dire que les élites sont systématiquement corrompues. Mais il est des situations qu'il vaut mieux éviter pour ne pas créer de suspicions malsaines chez nos concitoyens. J'ose espérer toutefois, peut-être un peu naïvement, que les comportements vertueux sont, in fine, récompensés et que les actes déloyaux réalisés par nos élites sont révélés et sanctionnés.

5/ Lesquelles de vos leçons vos étudiants arrivés sur le marché du travail pourraient-ils être rapidement tentés d'oublier ?

Je m'efforce d'enseigner à mes étudiants que nos engagements internationaux, y compris européens, ne doivent jamais conduire à négliger nos intérêts nationaux ; que la loyauté à l'égard d'une entreprise trouve sa limite dans le respect de l'intérêt général et du bien commun ; que si le « système » fonctionne mal, ce n'est pas une raison pour vouloir l'anéantir et en rebâtir un autre sur des bases plus qu'incertaines ; qu'en matière de relations internationales, nous n'avons pas d'amis, seulement des alliés ou des partenaires ; qu'il faut se garder de tout pessimisme destructeur, pouvant engendrer un refus de l'engagement, un grave déficit démographique via une nouvelle baisse de la natalité, une perte de confiance en l'avenir, etc. Je voudrais aussi que mes étudiants retiennent que nous avons une grande chance d'habiter en France, et que nous pouvons être fiers de notre passé comme de notre culture. Et enfin que le respect de valeurs personnelles et d'une vie ordonnée ne peuvent que faire grandir et rendre heureux...

Mais il est vrai que confrontés à la dureté du marché du travail et aux impératifs de court terme, mes ex-étudiants risquent de rapidement oublier ces belles paroles. Je ne suis pas inquiet sur leur capacité à intégrer le marché du travail. Mais sauront-ils adopter un comportement pertinent et équilibré, en acceptant les contraintes légitimes que les entreprises leur imposeront, sans faire preuve de servilité lorsque les sollicitations se feront trop pressantes ? Sauront-ils préserver leur éthique personnelle lorsqu'ils devront choisir entre le respect des valeurs et le risque de compromettre leur entreprise ou leur avenir professionnel ? Dans un contexte de corruption généralisée ou de petits arrangements entre amis, sauront-ils rester intègres ou céderont-ils aux sirènes de l'argent facile ? Accepteront-ils les sacrifices liés à notre impératif de réindustrialisation et de maîtrise de la dette publique ? Et enfin, dans un contexte d'intensification de la mondialisation, sauront-ils sauvegarder notre indépendance, notre système social et l'art de vivre à la française ?

6/ Quels sont les atouts matériels et moraux sur lesquels la France pourrait capitaliser ?

Notre pays dispose encore de nombreux atouts qui constituent autant d'avantages concurrentiels. Il est impossible de tous les citer mais je mentionnerai les éléments suivants :

Les multiples prédatons d'entreprises françaises, notamment dans le domaine de la tech, aussi dommageables soient elles, révèlent paradoxalement la dynamique entrepreneuriale de leurs dirigeants et la qualité de nos PME et jeunes pousses dans des secteurs d'avenir. On pense notamment aux récentes acquisitions d'Aldebaran, TRAD, Exxelia, Webhelp, Linxens, Tronics, Alsid, Ingenico, Sqreen... et beaucoup d'autres encore. D'autre part, la France reste bien positionnée dans certains secteurs, comme par exemple l'aéronautique, l'énergie, la santé, l'assainissement et le traitement des déchets, le luxe, le tourisme ou encore l'automobile, même si dans ce dernier

cas, le passage à marche forcée vers le tout électrique accroît notre dépendance et ressemble fort à un suicide industriel...

Plus généralement, notre pays dispose d'une main d'œuvre de qualité, techniquement performante, même si, là encore, l'abandon de notre industrie, la fuite des cerveaux et une politique énergétique hasardeuse commencent à générer des pertes de compétence, notamment dans le nucléaire et la high-tech. Et n'oublions pas que nous restons dans le peloton de tête des pays de l'OCDE en termes de productivité horaire du travail.

D'autre part, nous avons pendant longtemps bénéficié d'un atout stratégique lié à notre politique énergétique : notre investissement dans le nucléaire a longtemps permis à nos entreprises de bénéficier de l'électricité la moins chère d'Europe. Malgré plusieurs obstacles techniques et juridiques, il ne paraît pas impossible de bénéficier à nouveau de cet avantage décisif, si toutefois nos dirigeants optent pour une politique claire et volontariste en la matière.

Enfin, la richesse culturelle de notre pays, le savoir-faire à la française, l'image positive de nos produits à l'étranger, la qualité de nos infrastructures et réseaux de communication, la solidité de nos Institutions, constituent autant d'atouts qui nous permettent de rester optimistes malgré un environnement économique et politique particulièrement dégradé.

Quant aux atouts moraux, je vois principalement notre capacité à garder une certaine indépendance d'esprit, un réel sens du devoir et un patriotisme populaire partagés par de nombreux Français (pas tous hélas !). Je crois également à notre faculté de résilience qui nous permettra, je l'espère, d'affronter et de surmonter avec succès les crises à venir.

7/ Etablissez-vous un lien entre la nature d'un régime politique et la propension de ses « élites » à choisir la gamelle au détriment du drapeau ?

Ce lien n'est pas évident, car lorsque l'on observe les différents régimes politiques contemporains, intra ou extra européens, on ne peut hélas que trop souvent constater, au sein des élites, et à des degrés divers, une prédominance des intérêts privés, voire personnels, au détriment des intérêts collectifs et nationaux. Il est toutefois possible d'avancer les hypothèses suivantes :

– Une réelle répartition des pouvoirs conduit naturellement à des systèmes de contrôle croisés qui restreignent les risques de corruption généralisée ou de mise en avant excessive des intérêts personnels. C'est la raison pour laquelle je plaide en faveur d'une réforme profonde de la justice, qui aujourd'hui n'est pas un véritable pouvoir indépendant...

– Lorsque les régimes politiques incorporent dans leur fonctionnement institutionnel une dose suffisante de démocratie directe, les risques de dérives sont moins importants.

– De stricts régimes d'incompatibilités et une traque systématique des conflits d'intérêts réduisent les occasions de privilégier des intérêts personnels ou étrangers. Nous en avons une très belle illustration avec la gestion de la crise du Covid...

– Faute d'un pouvoir exécutif suffisamment fort, les intérêts politiques partisans, les jeux d'alliance et les compromissions conduisent à négliger l'intérêt national. C'est pourquoi je m'inquiète d'une montée en puissance de la petite musique invitant à réformer en profondeur nos Institutions pour créer une VIe République. Le retour à un régime parlementaire dont nous avons pu par le passé constater l'inefficacité ne contribuerait pas à résoudre nos problèmes, bien au contraire.

– Enfin, il existe une tendance des élites excessivement européanisées, voire mondialisées, à privilégier la gamelle, parfois bien fournie, au détriment du drapeau, considéré comme peu attractif...

8/ Si l'on suit la pensée dominante, l'idée même d'ingérence étrangère relève du complotisme. C'est un peu comme le meilleur tour de l'antique adversaire, qui consiste à faire croire qu'il n'existe pas. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Il faudrait aujourd'hui être aveugle ou d'une totale mauvaise foi pour affirmer qu'il n'existe pas d'ingérence étrangère au sein de nos Institutions politiques comme au sein des organes décisionnels des entreprises publiques ou privées. Cette ingérence s'exerce à plusieurs niveaux :

– Elle prend d'abord la forme d'un espionnage généralisé. Nos dirigeants commencent tout juste à prendre conscience de l'ampleur du pillage de nos technologies et savoir-faire industriels. Ce pillage, le mot n'est pas trop fort, résulte principalement de l'espionnage industriel pratiqué par certaines grandes puissances. C'est d'ailleurs le terme qu'a utilisé Bruno Le Maire en Janvier 2018 : « *Ouverture ne veut pas dire pillage de nos technologies, de nos compétences, de nos savoir-faire* », a martelé notre ministre en visite à Pékin. Mais ne soyons pas naïfs : il sera difficile d'éradiquer les pratiques d'espionnage américaines ou chinoises, tant celles-ci se sont perfectionnées et quasi « institutionnalisées »...

– L'ingérence étrangère se révèle également à travers l'intervention accrue des États dans les politiques d'investissements directs étrangers (IDE). Plusieurs États développent de véritables politiques d'expansion de leurs firmes nationales ou fonds souverains. Derrière des objectifs légitimes – et parfois affirmés – de sécurisation économique ou militaire, de co-développement des pays cibles ou de

partenariats équilibrés, se révèlent peu à peu des enjeux de puissance, dans le cadre d'une guerre économique qui ne dit pas son nom. Tout se passe notamment comme si l'Administration américaine réalisait un véritable *benchmarking* à l'échelle mondiale pour identifier et éventuellement acquérir les firmes étrangères disposant d'une avance technologique sur ses propres entreprises ou présentant un risque pour sa sécurité militaire ou économique. La CIA n'hésite plus à investir directement dans les start-up françaises via son fonds In-Q-Tel.

– Les États-Unis disposent d'autre part de moyens de pression, politiques, financiers et juridiques qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs : avec le Patriot Act, le Cloud Act et surtout le Foreign Corrupt Practices Act, la justice américaine dispose d'armes juridiques redoutables, le site Internet du Department of Justice décrivant très ouvertement les procédures en cours, dont bien peu concernent des firmes américaines... Mais les Chinois ne sont pas en reste et jouent les pays européens les uns contre les autres pour imposer leur présence dans le cadre de la politique des « Routes de la soie ».

– Doivent également être évoquées ici les multiples actions internationales de lobbying, dont on commence seulement à percevoir l'ampleur, mais qui visent les Institutions européennes comme les gouvernements des pays européens.

Que peut-on dire de plus ? Contrairement au diable, les auteurs des ingérences étrangères n'éprouvent même plus le besoin de se cacher ou de nier leur activisme...

9/ L'impératif de souveraineté a été exhumé et tout le monde ne jure plus aujourd'hui que par elle. Verserait-on dans la thanatopraxie ou assiste-t-on à une véritable résurrection ?

Dans un contexte de guerre économique mondialisée, le concept de souveraineté revient effectivement au centre des débats,

opposant deux logiques : d'un côté, celle conservant une confiance inébranlable dans l'efficacité des mécanismes auto-régulateurs des marchés, de l'autre celle, davantage colbertiste, qui justifie une intervention ciblée de l'État en raison des déséquilibres économiques structurels liés à une mondialisation économique insuffisamment régulée et dont nous sommes les victimes.

Cette deuxième logique semble confortée par la crise sanitaire de 2020 et les difficultés d'approvisionnement qu'elle a générées. Celles-ci ont contribué à sensibiliser l'opinion publique aux risques d'une désindustrialisation assumée de notre pays et à l'impératif d'un contrôle sur la disponibilité de certains produits stratégiques.

Comme le dit très justement Éric Delbecque, expert en intelligence économique et stratégique: « *La souveraineté industrielle n'est pas un concept ringard de nostalgiques des grands programmes gaullistes mais une condition de la sécurité de la nation.* »

Car sans souveraineté économique, il ne peut en effet exister de véritable souveraineté politique. Il ne s'agit évidemment pas de défendre ici une indépendance intégrale – tant certains processus engagés au niveau supranational paraissent irréversibles – et encore moins une économie autarcique.

Mais ce qui est intéressant c'est l'inflexion politique de nos dirigeants qui, au-delà des discours, est devenue perceptible à travers quelques événements récents :

Il s'agit tout d'abord de la nationalisation temporaire des Chantiers de l'Atlantique, convoités par le géant italien Fincantieri, qui a conduit au blocage provisoire de l'opération. Plus récemment le veto de Bercy au rachat de notre spécialiste de la vision nocturne Photonis par l'américain Teledyne prouve que le dispositif juridique de protection de nos entreprises stratégiques n'est pas seulement théorique mais peut constituer une réelle arme défensive

efficace lorsque nos dirigeants osent s'en servir... Peu après, le rapide refus du Ministre de l'économie suite à la « *lettre d'intention non-engageante en vue d'un rapprochement amical* », adressée aux dirigeants de Carrefour par le canadien Couche-Tard, montre que cette préoccupation nouvelle du pouvoir exécutif ne se limite pas aux entreprises qui intéressent notre défense nationale ou la haute technologie. De même, le récent rappel à l'ordre du même ministre au groupe Volkswagen afin que celui-ci respecte ses engagements de production de moteurs diesel secondaires à destination de sous-marins français, en application des textes sur les investissements étrangers en France, témoigne d'une fermeté nouvelle et plutôt inattendue... Enfin, les efforts visant à maintenir dans le giron français Segault – le fabricant de robinetteries équipant nos sous-marins nucléaires – marque peut-être le début d'une prise de conscience de l'impératif de souveraineté dans le domaine militaire.

S'agit-il de thanatopraxie ? Étant naturellement optimiste, je crois que tout est encore possible, même une « résurrection » ou du moins un « réveil » à condition d'intégrer davantage encore les impératifs de souveraineté, dans les décisions politiques, aux niveaux français comme européen.

10/ Que diriez-vous de la forme politique empruntée par l'Europe ? Elle a été présentée comme le nécessaire passage à l'échelle pour l'avenir de nos nations. Quel constat peut-on dresser aujourd'hui du succès de cette promesse ?

Même en étant patriote, il est difficile aujourd'hui de soutenir que tous les grands projets de demain peuvent s'envisager à la seule échelle nationale : on pense par exemple aux grands projets militaires, à la politique énergétique ou au contrôle des flux migratoires.

Mais l'Union européenne, telle qu'elle existe actuellement, souffre de graves faiblesses :

– Une faiblesse démocratique tout d’abord : les organes de décision sont trop éloignés des européens, ce qui génère une perte de confiance dans l’efficacité voire l’intégrité des décideurs. Il convient donc de revoir en profondeur la répartition des pouvoirs, la définition de leurs missions et les processus de désignation des décideurs, tout en intégrant, pourquoi pas, une dose de démocratie directe.

– Seconde faiblesse, l’Union européenne subit aujourd’hui une pression excessive des lobbies étrangers et se montre excessivement sensible aux comportements hégémoniques adoptés par l’Allemagne.

– Une troisième faiblesse résulte de l’intégration trop rapide de nombreux pays de l’Est au sein de l’UE : cette politique nous coûte cher, accroît notre dépendance à l’égard des USA et complexifie les processus décisionnels...

– Une quatrième faiblesse tient à l’« oubli » du principe de subsidiarité, qui conduit l’UE à vouloir tout régenter au niveau supranational, et à imposer des politiques dont certains peuples ne veulent pas.

– Inversement, certains pays adoptent par opportunisme des comportements préjudiciables aux intérêts européens. Que penser d’un pays qui aujourd’hui, sans être sous la menace directe d’un conflit avec la Russie, privilégie l’achat d’avions militaires américains au détriment des constructeurs européens ?

Bref, je suis convaincu que l’Europe reste une belle idée, à condition de réformer en profondeur ses Institutions et d’accorder plus de place aux nations, qui doivent rester souveraines.

☐☐ Mezze de tweets

Le GIE [@CartesCB](#) a récemment organisé son 1er Sommet CB : La "souveraineté française" y a été présentée par le directeur général Philippe Laulanie comme l'une des "principales valeurs fortes" du GIE. <https://t.co/LEHF0TXSxu>
<pic.twitter.com/2mFsJHg0xL>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 19, 2023](#)

"Ainsi, la notion de souveraineté technologique connaît un succès grandissant des deux côtes de l'Atlantique."
[@gdcdp75https://t.co/BLZ8BAUS64](#) <pic.twitter.com/dxFBFCoRl1>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 19, 2023](#)

Un Bordeaux – New York en 34 millisecondes ? C'est l'exploit du nouveau câble sous-marin d'Orange baptisé "Amitié" (sic) <https://t.co/ucWNMjprMR>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 19, 2023](#)

"Il existe 4 grands types de souverainisme : ethnoculturel, civique, marxiste-révolutionnaire, et économique." <https://t.co/x9aIQ0xT3p>
<pic.twitter.com/fGnzNwWnXP>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 18, 2023](#)

Amazon achète 1 million de licences Microsoft 365 pour un budget estimé à plus d'un milliard de dollars sur 5 ans. <https://t.co/EGAhxAuxAU>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 18, 2023](#)

□ Considéré par certains comme le principal responsable de la Bérézina actuelle chez [#Atos](#), Thierry Breton (PDG du groupe de 2009 à 2019) s'est délesté de toutes ses actions pour la modeste somme de 45,7M€ (avant impôt). Mais ce n'est pas tout...

Une fois retiré de la vie... pic.twitter.com/mL33ITWSu0

– OpexNews (@OpexNews) [October 18, 2023](#)

La phase d'expérimentation du [#Minitel](#) commence en juillet 1980, à [#SaintMalo](#) avec 55 utilisateurs (20 entreprises et 35 particuliers). <https://t.co/Gm4KNKjsrB>
pic.twitter.com/6PXrLxDKYK

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 17, 2023](#)

Les premières usines de batteries françaises se tournent vers des machines-outils asiatiques, au détriment des européennes. <https://t.co/00JantntkK>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 17, 2023](#)

"Une analyse récente portant sur près de 1,2 million de projets de logiciels [#opensource](#) répartis dans quatre grands écosystèmes a révélé que seuls 11 % des projets étaient activement maintenus en service." <https://t.co/q9hwaUg2Dp>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 15, 2023](#)

Qui assurera la neutralité idéologique de l'intelligence

artificielle ? <https://t.co/b7WQizH6PJ>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 15, 2023](#)

"Parler de [#souveraineté](#) aujourd'hui, ce n'est pas un gros mot. Il ne s'agit pas de protectionnisme, mais de la protection de notre industrie, de notre capital, et de nos valeurs." Solange Viegas Dos Reis, directrice juridique d'[@OVHcloud](#) <https://t.co/3JvRjBadNX>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 15, 2023](#)

☐☐ **Hors spectre**



Les Trois Grâces – Antonio Canova

“Les ruses et les machinations ténébreuses ont été imaginées par les hommes pour venir en aide à leur lâcheté.” Euripide

De Gaulle eut été en faveur de l'usage de Bitcoin

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien

conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

Vendredi 6 octobre 2023

[Alexandre Stachtchenko](#) est expert indépendant et conférencier Bitcoin et Web 3

1/ Pouvez-vous brosser à larges traits la grande désintermédiation qui vient (si c'est le cas selon vous) ?

Je ne suis pas complètement convaincu de la « Grande Désintermédiation » qui vient. Pour faire un parallèle avec Internet, les promesses de Bitcoin se retrouvent déjà dans la déclaration d'indépendance du cyberespace de 1996. On y parle de la fin des Etats, de la reprise de contrôle par les individus etc. 30 ans plus tard, entre les GAFAM et la NSA, on est loin du compte en termes de décentralisation.

Est-ce que les cryptos permettent de se passer du système financier ? Oui. Leur principal apport, qui est absolument fondamental, c'est le retour de la propriété privée, et ce dans l'espace numérique. On peut à nouveau posséder par soi-même, en propre. Pas besoin de passer par un tiers pour tenir notre « compte ». Comme le cash dans le monde physique, qu'on peut posséder dans un portefeuille personnel, hors de la banque.

Est-ce que les cryptos vont tuer les banques ? Probablement pas. Car la volonté de vouloir confier ses finances personnelles ou la garde de ses actifs à des professionnels

persistera. De la même façon qu'Internet n'a pas conduit l'humanité à héberger ses propres serveurs SMTP pour s'envoyer des emails, ni tué les Etats ou La Poste etc.

En revanche, une banque qui ne se sera pas adaptée à la gestion des actifs numériques en tous genres mourra, c'est fort probable. La désintermédiation n'est pas une fin en soi. C'est un moyen. Dans le cas de Bitcoin, l'objectif de la décentralisation, c'est la résilience, et non l'efficacité.

Je reprends le parallèle avec Internet : historiquement, l'utilité originelle d'Internet en tant que réseau décentralisé était que le système puisse continuer de fonctionner en cas d'attaque nucléaire. L'objectif n'était pas l'efficacité, mais la résilience.

Bitcoin est moins « efficace » que le système bancaire. Mais il est plus résilient. Et de la même façon qu'Internet a fini par devenir aussi plus efficace que la quasi-totalité des systèmes alternatifs, il y a fort à parier que Bitcoin le deviendra aussi. Déjà aujourd'hui, faire des transactions sur Bitcoin à l'international par exemple est plus efficace que sur le système traditionnel : quelques minutes contre quelques jours, quelques centimes ou euros de frais contre des frais variables atteignant 10% environ.

Ceci, sous le prisme de la souveraineté, est particulièrement intéressant, car c'est un réseau qui minimise les dépendances extérieures.

Si l'on se bat par exemple pour que le service public arrête d'utiliser Microsoft pour préférer Open Office ou Libre Office, ce n'est pas parce que ces logiciels sont meilleurs, mais parce qu'ils sont libres, indépendants, et donc ne soumettent pas l'Etat français aux desiderata d'une firme étrangère. La moindre efficacité, qui peut passer par exemple par une plus mauvaise interface ou expérience utilisateur, est le prix à payer pour permettre à l'Etat de ne pas dépendre de

l'extérieur dans ses décisions.

De la même façon, l'utilisation de Bitcoin pour le commerce international suit la même logique : on ne subit pas les conséquences de l'utilisation d'une monnaie étrangère comme le dollar.

La conséquence de la démocratisation de Bitcoin, toutes choses égales par ailleurs, ne serait pas tant la grande désintermédiation totale et complète, mais plutôt l'existence d'une alternative, d'un choix. Si vous souhaitez confier vos finances et vos actifs à des professionnels, libre à vous. Mais si vous ne le souhaitez pas, quelle que soit la raison (confiscation, manque de confiance, pas d'accès au système bancaire, lanceur d'alerte, etc.), alors vous pouvez (enfin !) ! La seule existence de cette alternative devrait favoriser également un système financier plus sain, car il se retrouve menacé par la fuite de ses clients, aujourd'hui garantis quoi qu'il fasse, puisque sans compte bancaire, on n'existe pas.

D'ailleurs, une des raisons majeures pour lesquelles les Banques Centrales, FED et BCE au premier rang, évoquent des problèmes de « stabilité financière » lorsqu'elles parlent des cryptos, c'est la capacité à sortir du système bancaire, dans lequel elles préféreraient continuer d'emprisonner tout le monde.

Pour l'anecdote, l'entreprise Custodia, fondée par Caitlin Long, aux Etats-Unis, s'est vu refuser une licence bancaire par la FED récemment au prétexte que cela menacerait la stabilité financière. Son seul tort est d'avoir voulu établir un modèle d'affaires dans lequel la banque facturerait à ses clients la conservation des fonds, mais ne rémunérerait pas d'intérêts sur des dépôts, dans la mesure où elle ne ferait pas de crédit. La FED a donc estimé qu'un tel service menacerait la stabilité financière, car il offre une sérénité trop forte à ses clients potentiels, qui pourraient fuir les banques traditionnelles, et donc les

mettre à risque de défaut ou de crise de liquidité. C'est le monde à l'envers : la banque accusée de mettre en péril la stabilité financière est celle qui ne fait pas de crédit !

La menace que représentent les cryptos est du même acabit : dans un système où il n'existe pas d'alternative à des banques mastodontes devenues systémiques et dont le bilan est empli de crédits souvent toxiques ou bancals, il est nécessaire de continuer la fuite en avant géante si l'on ne veut pas voir l'édifice s'effondrer. Comme un vélo qui tombe s'il n'avance plus, les banques ne peuvent pas fonctionner si les épargnants retirent leurs dépôts. Dans ce cadre, **Bitcoin représente une porte de sortie vers la sobriété, un « bank walk », sorte de bankrun discret, numérique, et lent, permettant d'épargner son argent sans le prêter à quelqu'un d'autre, ce qui compromet en effet la poursuite d'un système malade, qui se défend en attaquant les cryptos.**

2/ Quel constat pouvez-vous dresser de la bancarisation de près de 95% des Français ? En quoi cela a-t-il été utile (aux Français) ? A leur patrimoine, à leur pouvoir d'achat ?

La bancarisation a été un processus nécessaire à l'émergence de la finance numérique. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le monde numérique est un monde où la rareté n'existe pas. C'est un espace infini. Un email envoyé à quelqu'un diffère fondamentalement d'une carte postale, son équivalent physique, car lorsque j'envoie une carte postale, par définition, je ne la possède plus ! A l'inverse, je ne supprime pas l'email de mon ordinateur pour pouvoir l'envoyer. Il est en réalité copié.

Or gérer des actifs de valeur suppose une finitude, une rareté. Un actif infini et accessible vaut 0 puisque l'offre est infiniment supérieure à la demande. Le numérique n'est donc fondamentalement pas adapté à la gestion de tout ce qui a de la valeur, en particulier la finance.

Pour pallier ce problème, on a transformé les actifs en dettes : en ouvrant un compte chez un tiers de confiance, une banque, qui deviendra responsable de la tenue du grand registre des créances (qui possède quoi, et qui doit quoi à qui), on permet de transformer les actifs en des informations. On ne « possède » plus quelque chose, on a l'information enregistrée quelque part que quelqu'un nous doit quelque chose. L'avantage de cela, c'est que le monde financier peut participer à la révolution numérique. Le désavantage, c'est que si vous n'avez pas de compte bancaire, vous êtes exclu du corps social, et a fortiori de la mondialisation.

Dans les années 1960, il y a un gros demi-siècle, il y avait 6 millions de comptes bancaires pour 45 millions de français, selon les archives du Crédit Lyonnais. Aujourd'hui, le taux de bancarisation est supérieur à 95%, les enfants ont des comptes bancaires, et on est même obligés, par la loi, d'avoir un compte pour pouvoir faire des choses parfaitement basiques : ouvrir une entreprise, toucher un salaire etc.

Les Français sont donc passé en deux générations à peine d'une gestion de leurs actifs par la possession propre (les lingots d'or, le cash sous le matelas etc.) à la créance via le compte bancaire généralisé.

On peut apprécier le fait que cela rend le système plus efficace ou que le capital travaille mieux (il est moins thésaurisé par exemple). Mais cela le rend aussi moins résilient : le système bancaire français est un oligopole, tournant autour de 5 grands groupes bancaires, qui sont tous systémiques. À titre de comparaison, **il y a encore aujourd'hui près de 5 000 banques en activité aux Etats-Unis. Ces groupes ne peuvent plus faire faillite, au risque d'emporter la France avec eux.** Cela conduit évidemment aux comportements oligopolistiques classiques : blocage de la concurrence, frein à l'innovation, chantage à la faillite et socialisation des pertes.

On peut s'interroger par exemple sur le retard considérable pris par les Fintech françaises, en dépit des atouts incroyables dont dispose notre pays. Malgré un prix de l'octet parmi les moins chers, le fait d'avoir inventé la carte à puce, des banques d'envergures internationales, les meilleures infrastructures numériques et télécom d'Europe, etc., nous n'avons que deux licornes fintech : Lydia et Qonto. Vous noterez (oh ! bizarre !) que ce sont les deux seules qui n'ont pas eu besoin d'accéder aux informations bancaires de leurs clients pour se développer.

Une partie de la raison pour laquelle les Français se fournissent chez Revolut, Robinhood, e-toro ou Trade Republic est que l'oligopole bancaire français préfère saborder notre souveraineté pour s'acheter une dizaine d'années de tranquillité sur son marché domestique plutôt que de laisser la concurrence émerger et construire les champions de demain. Sans surprise, la même chose se passe dans l'industrie des cryptos, où les entreprises ne peuvent toujours pas opérer en France, se voyant refuser l'ouverture de comptes bancaires. Mais comme d'habitude, c'est emballé dans de bons sentiments : c'est pour protéger le consommateur ! Aucun souci cependant pour que feu Fidor Bank, ancienne filiale de BPCE, permettent à l'américain Kraken de disposer d'un compte bancaire en Allemagne.

Je précise mon propos : l'immense majorité des personnes travaillant dans l'industrie bancaire sont parfaitement intentionnées, et ne cautionnent pas cela, voire ne sont pas du tout au courant. Il s'agit là du résultat d'une situation de domination que la contingence naturelle et certaines décisions systémiques (réglementation par exemple) ont créé, et qui est sagement entretenue au niveau « politique » par les groupes d'intérêts.

En résumé, l'existence de professionnels financiers dont l'activité est d'intermédiaire l'épargne et l'économie réelle afin de stimuler l'économie, c'est-à-dire des banquiers, est

parfaitement normale. C'est même sain.

Mais l'irruption du numérique a détruit le libre choix de l'individu en rendant obligatoire l'ouverture d'un compte bancaire pour participer à la vie sociale et économique. Cette absence de choix est dramatique pour la société, et pour les libertés individuelles évidemment, puisque les banques se retrouvent de plus en plus en situation d'être le bras armé de politiques de contrôle toujours plus intrusive. Le fait que l'Europe a envisagé d'interdire les portefeuilles cryptos dits « non hébergés » (c'est-à-dire les portefeuilles personnels, l'équivalent numérique de votre portefeuille en cuir dans votre poche !) en dit très long sur la valeur que nous accordons à des principes et libertés fondamentaux comme la propriété ou la vie privée. La généralisation du compte bancaire a conduit le monde politique à être drogué au contrôle financier des individus, et il ne peut plus s'en passer. Ce que les Etats-Unis font à Snowden, ce que le Canada fait aux truckers, ce que la Chine fait aux manifestants hong-kongais, ce que les Talibans font aux femmes,... tout cela ne serait pas possible dans un monde où la bancarisation n'est pas indispensable.

3/ Est-ce que le concept de cryptoactif représente un moyen d'introduire la notion d'originalité et surtout de rareté, en matière de propriété sur le Net ?

Oui. C'est l'innovation radicale et fondamentale des cryptos : la propriété d'actifs rares.

4/ Quel lien établissez-vous entre le thème de la souveraineté et les cryptomonnaies ? Le droit de battre monnaie est directement lié à la souveraineté. Croyez-vous que les banques centrales vont se laisser docilement dépourvoir de ce privilège régalien ?

En réalité cette question se pose surtout pour Bitcoin. Le reste des cryptos n'a pas de prétention monétaire. La souveraineté et la monnaie sont deux thèmes évidemment liés.

Mais la souveraineté ce n'est pas blanc ou noir. Pour reprendre l'exemple du logiciel libre que j'ai pris plus haut, on préférerait tous effectivement que le ministère de l'Education Nationale utilise un super logiciel français de traitement texte. Mais il n'existe pas. À défaut, il reste cependant préférable d'utiliser un logiciel libre, plutôt qu'un logiciel propriétaire américain.

De la même façon, si on l'on prend l'exemple du commerce international, les relations entre l'Iran et la France sont un cas d'école. La France n'a pas d'embargo avec l'Iran. Certains constructeurs automobiles français par exemple, en prévision de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, dès 2015, avaient une forte présence locale et s'apprêtaient à conquérir ce marché. Mais patatra, M. Trump décide de tout faire capoter, et réinstaure des sanctions unilatérales avec l'Iran.

Que fait la France, pays supposément indépendant ? Eh bien elle est bloquée : l'Iran ne veut pas d'euros, la France ne veut pas de Rial, et commercer en dollars est prohibé car le droit américain s'applique. Aucune banque française ne souhaite s'exposer à des amendes ou sanctions, certaines ayant même été récemment vaccinée... Et comme le secteur bancaire français est constitué d'un très petit nombre de très gros acteurs, tous sont exposés au marché américain.

Alors pour faire bonne figure et ne pas montrer notre incapacité à avoir un commerce extérieur indépendant et souverain, la France gesticule. Conjointement avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, elle annonce la création d'INSTEX en 2019, une usine à gaz destinée à offrir un support juridique pour commercer avec l'Iran sans utiliser le dollar. La suite était évidemment prévisible et est très bien résumée sur Wikipedia : « Fin janvier 2023, les actionnaires d'INSTEX prennent la décision de liquider l'entreprise, après la réalisation d'une unique transaction ». On n'osera pas demander combien d'argent public a été englouti dans ce projet.

La solution au problème était pourtant à portée de main et ne coûtait pas un sou d'argent public : Bitcoin.

Bitcoin n'est pas la monnaie des Etats-Unis. Bitcoin est un système de paiement indépendant, qui peut opérer en dehors de SWIFT, numérique, quasi instantané, et qui ne ferme pas le soir et le weekend.

En 1965, alors que les Etats-Unis commençaient à jouer un peu trop avec la confiance qui leur était accordée pour préserver le système monétaire international, De Gaulle disait: « Nous estimons nécessaire que les échanges internationaux soient établis comme c'était le cas avant les grands malheurs du monde sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier. Quelle base ? En vérité on ne voit pas qu'il puisse y avoir réellement de critère d'étalon autre que l'or. »

A l'évidence, à l'époque, le monde n'était pas numérisé, et Bitcoin n'existait pas. Mais **il est fort probable que De Gaulle eut été en faveur de l'usage de Bitcoin, car il aurait préféré commercer de manière souveraine avec les pays de son choix via un actif « qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier », plutôt que d'être soumis à un pays étranger.**

Alors est ce que passer de l'Euro au Bitcoin est une perte nette de souveraineté, quand la monnaie est un « privilège régalien » ? Pour l'international, sans doute que non. Disposer de cette alternative est plutôt un gain net. Pour le local, je me permets de remettre en cause les prémisses de la question. La monnaie est émise pour sa très grande majorité par les banques commerciales via le crédit. Ce ne sont plus les Etats qui créent la monnaie. Même le cash, pièces et billets, est créé par la BCE, dont les statuts garantissent l'indépendance vis-à-vis des Etats. La BCE, statutairement, ne doit pas faire de politique ! Son mandat unique est la stabilité des prix.

Alors bien sûr dans les faits, la BCE s'assoit allègrement sur cette indépendance. Lorsque l'on entend les gouverneurs successifs menacer de ne pas collaborer avec certains gouvernements, la Grèce ou l'Italie par exemple, si les électeurs venaient à faire « le mauvais choix », il s'agit bien évidemment d'une ingérence flagrante et d'une rupture complète du contrat des traités européens.

Car la contrepartie de cette indépendance de la BCE, c'est qu'elle n'est juridiquement responsable de rien. Elle ne rend pas de compte au parlement européen (tout au mieux depuis quelques années, elle daigne venir y expliquer sa politique), elle dispose de son propre droit du travail etc. Pour l'anecdote, il y a quelques années, un membre du bureau de la BCE avait communiqué des informations privilégiées à des entreprises financières sur une future décision concernant les taux directeurs. Dans n'importe quel autre contexte, un tel comportement aurait été constitutif d'un délit d'initiés, et sévèrement puni. Ici non, aucune punition, puisque **la BCE n'est pas responsable juridiquement devant qui que ce soit**. Plutôt qu'une punition, l'ironie étant sans limite, c'est la BCE qui a reproché publiquement aux média d'avoir parlé de l'incident.

Donc si la monnaie est un privilège régalien, la première chose à faire avant d'interdire Bitcoin serait en réalité de démanteler la BCE !

Par ailleurs, on peut légitimement se demander si l'Etat, sans la contrainte qu'implique un étalon sous-jacent comme le fut longtemps l'or, est digne de confiance pour gérer une monnaie infinie. Au stade actuel de ma réflexion, et éclairé des expériences historiques que furent les Assignats, ou le système le Law, ou encore plus récemment le dollar depuis 1971, je dirais que la réponse est non. La monnaie infinie dans les mains de l'Etat, c'est malheureusement le clientélisme débridé et l'irresponsabilité favorisée, qui permet d'entasser toujours plus de dettes, et de poursuivre

une fuite en avant géante pour oublier les limites physiques de notre planète.

On me demande souvent « Mais si l'Etat ne crée plus la monnaie, comment peut-il se financer ?! ».

Je commencerais par dire que la question est déjà terriblement symptomatique de nos sociétés actuelles.

L'Etat se finance par l'impôt, qu'il peut prélever dans n'importe quelle monnaie, y compris en bitcoins. Cet impôt sert à financer un budget, voté par des représentants du peuple. Et le peuple consent à l'impôt en le payant.

Depuis la réforme du prélèvement à la source (permise par la généralisation des comptes bancaires...), bien que la mesure soit opérationnellement immensément plus efficace, on a symboliquement perdu le consentement à l'impôt dans le processus. Ce n'est pas anodin, et c'est même révélateur.

Avec le covid, la boîte de Pandore a été complètement ouverte : l'argent est magique, il peut être créé sur commande en appuyant sur un bouton. Dans cette situation, il devient légitime pour n'importe quel français d'interroger l'utilité même de préserver un système d'imposition. Pourquoi ne pas simplement créer de l'argent pour sauver l'hôpital ? l'école ? l'environnement ? C'est tout simplement le début de l'engrenage de l'hyperinflation, dont les conséquences sont abominables pour n'importe quelle société. Quand la monnaie meurt, la société ne tarde pas à suivre.

5/ Quels sont les courants de pensée qui sous-tendent la révolution crypto ? On entend parfois parler de libertarisme. On peut passer des heures à évoquer le sujet, mais, qui, dans le monde du web3, pour garantir nos libertés, fédérer des communautés, prévenir l'atomisation du monde ?

La question me fait sourire car elle soupçonne un mouvement,

dont l'alpha et l'oméga est la liberté, de venir menacer nos libertés, qu'il faudrait donc garantir contre cette menace ! Ce soupçon est encore une fois assez révélateur de la drogue au contrôle que nous avons toutes et tous prise ces dernières années.

Je tiens à rappeler humblement par exemple que **le RGPD européen est d'inspiration cypherpunk**, car c'est dans le manifeste cypherpunk que l'on parle de minimisation de collecte des données, de consentement à cette collecte, et autres principes fondamentaux. Les licences Creative Commons sont aussi une inspiration de ces communautés. L'autre combat principal des cypherpunks est celui pour la préservation de la confidentialité et de la vie privée. Rappelons ici donc que **l'anonymat est salubre pour la société**. Sans lui, pas de Voltaire, pas de George Sand, pas de Georges Orwell. Sans lui, impossible pour des groupes en minorité ou opprimés d'exprimer des témoignages ou de s'organiser. Comme je l'écrivais dans un article intitulé « Eloges de l'anonymat », celui-ci est une pratique salubre pour faire émerger des nouvelles idées et innover. Car, rappelons-le, toute nouvelle idée commence par choquer. L'anonymat est garant d'une société libre, en particulier, de la toute-puissance de la pression sociale. Et c'est déjà extrêmement inquiétant qu'il soit suspect de le défendre. Cela étant dit, je partage l'inquiétude, ne me reconnaissant moi-même pas dans le courant libertarien, et n'étant pas un grand fan de l'atomisation de la société.

Je renvoie à ce titre à une conférence de Lawrence Lessig, avocat américain précurseur du numérique, et à l'origine de l'expression « Code is Law », ainsi que des licences Creative Commons, en 2015.

Cette conférence était donnée face à un public de précurseurs des cryptos, à Sydney, et s'intitulait « Déjà-vu all over again ». Un clin d'œil à sa propre expérience : les promesses de libertés maximales, d'émancipation totale, etc. sont du

déjà-vu ! Ce sont les mêmes promesses que celles d'Internet dans les années 1990, dont lui-même était précurseur.

L'intérêt de cette conférence, c'est qu'il appelle ses successeurs, les précurseurs des cryptos, à ne pas commettre les mêmes erreurs qui ont conduit Internet à passer d'une promesse de liberté à un monde de surveillance, un panoptique foucauldien.

En particulier, il appelle les développeurs et ingénieurs à ne pas refaire la même erreur qui a consisté à se penser dans un monde virtuel, indépendant du monde physique, dans lequel les Etats n'auraient aucune prise. Cet hubris, ce sentiment de toute puissance, d'indépendance totale, a conduit les précurseurs d'Internet à une forme de naïveté, et par la suite à se faire déborder par les multinationales et les Etats, qui ont tranquillement et patiemment installé des oligopoles et des mécanismes de contrôle parmi les plus intrusifs et pervers de l'Histoire.

A cet égard, je m'inscris dans cette philosophie : **je ne souhaite pas que les cryptos créent une forme de société parallèle dans laquelle l'individu est roi mais atomisé. Bitcoin aura des impacts dans le monde réel, mais il ne tuera pas les normes, la pression sociale, les lois ou les Etats. Et tant mieux.** En revanche, un Etat qui ne s'adapterait pas aux nouvelles données est pour moi condamné à être relayé au rang de suiveur. Comme la France qui rejette Internet car « son mode de fonctionnement coopératif n'est pas conçu pour offrir des services commerciaux », dicit le rapport gouvernemental sur Internet de 1994, et qui se retrouve complètement colonisée, vassalisée, dans l'espace numérique.

Il faut donc trouver ce juste milieu, préserver nos libertés fondamentales, notre vie privée, et s'inspirer des courants cypherpunks à ce sujet. Mais il faut faire attention à ne pas céder à la sensation de toute puissance que crée ce nouveau monde, et se penser à l'écart de la réalité physique des

sociétés humaines et de leurs relations internes et entre elles. Cela exige de faire un compromis entre les libertés individuelles et les règles collectives de vie en société.

Alors il reste l'alternative que malheureusement commence à préférer une partie de la classe politique : interdire.

Les derniers pays qui ont interdit les cryptos, ou ont pris des mesures s'en rapprochant, sont la Chine du Parti Communiste Chinois, et l'Afghanistan des Talibans. Au-delà de l'efficacité très modérée de ces interdictions, l'échantillon me semble assez éloquent, et raconte très bien ce que nous sommes en train de devenir : des sociétés de contrôle dont le modèle est la Chine et son crédit social. **D'ailleurs ce n'est pas un hasard si pour son Euro Numérique, Christine Lagarde rappelle régulièrement que nous sommes en retard sur la Chine.**

Pour ma part, si on peut laisser la Chine et garder notre retard sur ce sujet, ça me va très bien.

En résumé, on peut supposer que les courants de pensée qui alimentent Bitcoin sont effectivement des courants ayant des sympathies pour les libertés individuelles et la vie privée, cypherpunks, libertaires, libertariens etc. Ce sont exactement les mêmes que ceux qui alimentaient Internet. Est-ce pour autant une garantie que leur « création » va s'exprimer selon leur souhait en mûrissant et avec l'adoption ? Rien n'est moins sûr, et Internet nous donne plutôt un exemple inverse. **Je m'étais exprimé d'ailleurs sur l'attitude déplorable de la gauche française sur le sujet Bitcoin. Plutôt que de comprendre comment elle pourrait s'en servir pour faire avancer ses combats, elle est encore embourbée dans une tentative d'infréquentabilisation de Bitcoin, s'essayant à des assimilations douteuses avec l'extrême droite ou l'antisémitisme (sic...). A ce petit jeu-là, la gauche ne peut pas gagner car Bitcoin ne mourra pas. Après 15 ans à annoncer sa mort en vain, l'idée devrait commencer à être acceptée.**

Et puisqu'il ne mourra pas, il vaut mieux se l'approprier plutôt que de le rejeter. Aux Etats-Unis, ce deuil a été fait par une partie de la gauche qui a commencé ce travail d'appropriation, heureusement. On peut citer Jason Maier, et son livre « À progressive case for Bitcoin », ou encore Alex Gladstein, directeur de la stratégie de la Human Rights Foundation, qui met en avant comment les militants des droits de l'Homme utilisent Bitcoin, et s'inspire par exemple de Roya Mahboob, entrepreneure afghane connue, qui est devenue une des plus ferventes défenseure de Bitcoin, lui ayant permis de sauver son propre patrimoine et d'aider des femmes à fuir l'Afghanistan.

On pourrait ajouter du point de vue plutôt économique et monétaire que **Bitcoin a renouvelé l'intérêt pour une école de pensée économique qui avait été quasiment anéantie par le keynésianisme. Il s'agit de l'école autrichienne**, plaidant, entre autres, pour que l'Etat ne gère pas la monnaie car la tentation est trop forte pour lui de faire n'importe quoi avec, et de la dévaluer à son profit en lésant les épargnants et entreprises, et favorisant le capitalisme de connivence, la proximité avec le robinet monétaire et les bons décisionnaires assurant une forme de richesse.

De mon côté, j'ajouterais à cela un point de vue plus écologique : le système monétaire actuel ne permet pas, systématiquement, la sobriété. L'inflation n'est pas un « bug », c'est une cible, un souhait, un objectif des Banques Centrales, afin de favoriser la consommation. Or, selon tous les scénarii du GIEC, on ne pourra pas atteindre nos objectifs climatiques sans un volet « sobriété » important.

Il existe une injonction à croître du système monétaire international, qui pousse notamment les épargnants à dépenser pour éviter d'être victimes de l'inflation. Et bizarrement, la monnaie, ce thermomètre et ce sang de l'économie, mesure de tous les indices et grandeurs, fondement de tous les échanges, de toutes les transactions, influençant tous les jours les

décisions des agents économiques, a réussi à esquiver l'examen collectif. Il ne se trouve pas un écologiste, un économiste, un politique, pour dire que la monnaie actuelle nous conduit collectivement dans le mur climatique, de manière structurelle et systémique.

6/ Vous avez œuvré chez KPMG. Les grands cabinets sont-ils en train d'effectuer une mue sur ces sujets réputés sulfureux ?

Oui et non. De manière générale, je suis assez critique sur le monde du conseil. J'ai pu constater assez souvent que c'est un monde qui est prisonnier de ses clients, et qui préfère leur dire ce qu'ils veulent entendre plutôt que ce qu'ils doivent entendre. Si le monde du conseil fait sa mue, c'est parce que cela devient socialement acceptable de se positionner sur ces sujets pour les entreprises, et par transitivité, il devient donc nécessaire pour les cabinets d'avoir un discours cohérent et intelligent sur le sujet.

Chez KPMG, mais aussi avant l'acquisition, en tant que cabinet indépendant, nous avons essayé de porter une vision différente, avec des convictions fortes. Quitte à perdre des clients, qui parfois ne souhaitent que valider une décision déjà prise, et lui donner un tampon extérieur pour se déresponsabiliser. Et KPMG a d'ailleurs été courageux, en France comme à l'étranger d'ailleurs, en faisant partie des premiers cabinets à adopter une position plus équilibrée sur les cryptos. Pour preuve, KPMG a publié récemment une étude évoquant l'intérêt de Bitcoin pour les enjeux RSE, alors même que le discours « mainstream » considère encore aujourd'hui majoritairement Bitcoin comme une hérésie sous cet angle-là.

Aujourd'hui, un chemin énorme a été fait, mais nous ne sommes pas au bout de la route, et les contrefeux restent nombreux. Blockchain privée, puis tokens de banques, puis Monnaies Numériques de Banque Centrale, mais aussi du plus folklorique avec les Métavers etc. Tout est fait pour ne surtout pas

parler de l'éléphant dans la pièce : Bitcoin. Non, Bitcoin ce n'est pas sérieux. C'est le terrorisme, c'est la pédophilie, ça détruit la planète plusieurs fois par jour, et puis ce n'est pas une monnaie. Même lorsque le Salvador a officialisé Bitcoin comme monnaie légale et officielle, le jeu de l'autruche s'est poursuivi : le Salvador, ce n'est pas vraiment un pays quoi. « Le Salvador, soyons sérieux » disait le ministre du numérique français.

A l'heure actuelle, la situation est toujours celle-ci : pour la plupart des entreprises françaises, Bitcoin est un tabou mais les actifs numériques commencent à devenir fréquentables. Les banques parlent de jetonisation de titres financiers, les entreprises classiques parlent de NFT etc. En conséquence, les cabinets de conseil s'adaptent. Ils étaient nombreux à faire la pub des blockchains privées inutiles pour vendre de la mise en place et du cloud (IBM disait déjà à l'époque que pour 1€ de blockchain vendu, c'était 10€ de Cloud vendu !), aujourd'hui, ils se positionnent sur la jetonisation et les NFT.

Mon propos n'est pas de dire que la jetonisation ou les NFT sont inutiles, loin de là. A mon humble avis d'ailleurs, je ne vois pas dans 10 ou 15 ans ce qui justifierait qu'un actif financier ne soit pas jetonisé, tant cela représente une optimisation majeure à tous les niveaux : accessibilité, disponibilité, coûts, rapidité etc. Et il est donc bien évidemment nécessaire de s'y préparer. Les NFT sont aussi une nouvelle façon d'interagir avec des communautés, ou de désintermédier l'art numérique. Donc il y a un énorme progrès par rapport au « temps » des blockchains privées, qui elles ne fonctionnaient simplement pas.

En revanche, constater qu'il y a toujours un tabou sur Bitcoin me révolte. Il s'agit à mon sens de l'enjeu stratégique central. Mais le discours officiel et mainstream est absolument accaparé par des personnes ou institutions en conflit d'intérêt grossier et évident. **Demander à une banque**

centrale ce qu'elle pense de Bitcoin, c'est demander à la Poste ce qu'elle pense de l'email, ou au canard ce qu'il pense du foie gras. Mais ça ne semble pas frapper grand monde dans l'univers médiatique, où leur avis est continuellement sollicité sur ce sujet, et ce sans contradiction.

En tout cas, en arrivant chez KPMG, mon ambition était d'en faire le « top of mind » du conseil sur les sujets cryptos en assumant des convictions, tout en étant intraitable sur le sérieux, les sources, la crédibilité, l'argumentation, l'expertise. J'espère y avoir contribué autant que faire se peut, et je suis très fier d'y avoir laissé une équipe extrêmement talentueuse et irriguée de cette philosophie. Sans aucun doute, nous avons contribué à ce que le sujet avance plus rapidement en France que si nous n'avions pas été là.

7/ Les politiques sont assez peu présents sur le thème des cryptoactifs. Pouvez-vous leur souffler 10 mesures de salut public qu'ils pourraient intégrer dans un programme électoral sans risque de perdre en route la moitié de leurs potentiels électeurs ?

Les politiques sont cyniques mais très pratico-pratiques : ils se posent très simplement la question de savoir si les cryptos sont un marché électoral intéressant. La réponse jusqu'à présent était un non franc et évident. Pour avoir eu des échanges avec des députés européens, peu avant les précédentes élections européennes, il était absolument transparent dans leur discours qu'ils n'allaient certainement pas risquer de perdre des voix sur un sujet aussi sulfureux. Le ratio risque/bénéfice était catastrophique.

Le premier combat est donc culturel : tant que les cryptos ne seront pas suffisamment adoptées, alors elles ne représenteront pas un enjeu intéressant pour les hommes et femmes politiques.

Nous sommes, je pense, dans une période de bascule à ce sujet. Aujourd'hui, il y a plus de français qui possèdent des

cryptos, que de français qui possèdent des actions en propre. C'est environ 1 français sur 10. Ce n'est plus quelque chose de négligeable, et cela devient petit à petit un marché électoral. La crypto a offert à la France deux licornes, Ledger et Sorare, la première contribuant même à réindustrialiser une région sinistrée par la mondialisation, à Vierzon. Les messages politiques peuvent devenir attractifs. Mais attention, le plus gros facteur discriminant dans la détention de cryptos est l'âge. Les jeunes sont largement surreprésentés dans les détenteurs. Or les jeunes ne votent pas. Cela pourrait donc tempérer ou différer ce gain d'intérêt chez les politiques.

A ce titre, lors de la précédente présidentielle, plusieurs candidats avaient accepté l'invitation de Ledger à venir sur le site de leur usine à Vierzon pour s'exprimer sur le sujet des cryptos. Malheureusement, l'invasion Russe en Ukraine a complètement annihilé cette montée en puissance du sujet dans les médias. Je suis persuadé que les cryptos avaient une dynamique pour elles qui auraient pu en faire un sujet de campagne, bien que mineur.

Concernant les mesures, l'Europe s'étant emparé du sujet, cela commence déjà à être trop tard. Cependant, il reste des sujets sur lesquelles nous pouvons être actifs. La première mesure à faire, qui ne coûte pas un seul euro, et qui serait majeure pour l'attractivité française, serait très simplement de prendre position publiquement en faveur de Bitcoin, et de lui reconnaître sa capacité à être une monnaie. Une version ambitieuse de cela pourrait être de commencer à faire accumuler des Bitcoins plutôt que de l'or par la Banque de France. Accumulation qui peut commencer par les actifs numériques saisis par la justice aussi.

Du point de vue économique, dans l'idée, il faudrait faire en sorte d'héberger à minima des plateformes d'échange majeures et des entreprises de minage en France.

Pour les premières, sans soutien de la puissance publique, il est impossible maintenant d'émerger parmi les mastodontes actuels que sont devenus les Coinbase, Kraken et autres. C'est dommage dans la mesure où une société comme Paymium a lancé son activité bien avant eux, mais encore en 2023 se voit fermer son compte bancaire. L'Etat doit garantir la possibilité d'ouvrir un compte bancaire, pourquoi pas via la Banque Postale, et de le maintenir dans le temps. **Les prestataires de services sur actifs numériques (PSAN) français sont quasiment tous positionnés en aval de la chaîne de valeur, ce qui nous rend dépendant, en particulier de plateformes américaines.** || me semble nécessaire, a minima au niveau européen, au mieux français, de disposer d'une grande plateforme d'échange.

Une façon de court-circuiter le problème du compte bancaire pourrait être simplement aussi de casser le monopole sur les comptes bancaires, ou la nécessité d'en ouvrir un pour lancer une entreprise. Déjà en Suisse, il est possible de constituer une société avec un apport en capital en crypto, conservé sur un portefeuille personnel. Forcer l'ouverture d'un compte alors qu'il existe maintenant une alternative relève d'un anachronisme qui n'a d'autre raison d'être que de protéger le secteur bancaire privé.

Pour les secondes, les entreprises de minage, il s'agit d'un enjeu majeur en termes de contrôle de la gouvernance du réseau. EDF pourrait parfaitement utiliser les surplus et les extra-capacités du nucléaire ou des ENR pour améliorer sa rentabilité, favoriser la transition énergétique et garantir la souveraineté nationale. Je peux personnellement assez bien projeter une vision où dans le futur une partie substantielle du minage serait opérée par des entreprises publiques d'électricité. Cela fait parfaitement sens pour profiter au mieux de la capacité du minage à effacer sa consommation du réseau à la demande, aidant ainsi les opérateurs à gérer celui-ci. Il pourrait être intéressant de favoriser

l'émergence d'un producteur d'ASICs (les machines spécialisées pour le minage) en France aussi.

Il y a ensuite des mesures un peu plus techniques comme la fiscalité. Instaurer un régime fiscal simplifié pour les particuliers pour les paiements en crypto, avec un abattement forfaitaire, semble être une bonne idée pour ne pas freiner l'adoption. A l'heure actuelle, si vous achetez une baguette de pain en bitcoin, vous créez un événement fiscal vous forçant à calculer la plus-value réalisée en échangeant vos bitcoins contre une baguette de pain, puis à rapporter cette plus-value sur la valeur latente de l'ensemble de votre portefeuille d'actifs numériques. Autant dire que soit les gens ne déclarent pas, soit ils évitent de payer en crypto. Le seul abattement qui existe aujourd'hui est annuel, et non par opération de paiement.

Pour les sujets hors Bitcoin, il me semble crucial de favoriser l'émergence d'un stablecoin Euro digne de ce nom, et remettre la BCE à sa place sur le sujet de l'Euro Numérique, pour lequel elle n'a pas de mandat démocratique. Aujourd'hui à l'inverse, à cause d'un manque de compréhension du sujet et d'un amalgame fait avec le projet Libra/Diem de Facebook, les autorités se sont persuadées que les stablecoins étaient des menaces pour la « souveraineté monétaire ». Dans la réalité, les Etats-Unis, encore une fois, se frottent les mains, car les stablecoins sont en réalité une extension du domaine de la lutte. Aujourd'hui ils représentent une capitalisation supérieure à 100 milliards de dollars, et 99% sont des représentations du dollar américain. Au lieu de favoriser la compétitivité de l'euro dans l'espace numérique, le parlement européen a introduit dans le règlement MICA une épée de Damoclès, un Veto de la BCE permettant d'arrêter à sa convenance n'importe quel projet de stablecoin euro.

Enfin, il faut soutenir les efforts de l'industrie bancaire et financière à s'orienter vers la jetonisation des titres financiers traditionnels.

J'ajouterais sur un autre plan que briser le tabou autour de Bitcoin est aussi important dans le monde académique. Les personnes souhaitant aujourd'hui faire des thèses sur ce sujet sont des parias qui se voient refuser encadrement et financement, et sont donc obligés de camoufler leur véritable objet d'étude derrière des prétextes génériques comme « le numérique » « les start-ups » etc. C'est tout simplement indigne et choquant. Et ce problème n'est pas que Français malheureusement, des témoignages existant aussi aux Etats-Unis.

8/ Le mouvement de désintermédiation est un mouvement centrifuge. Est-il amené à pulvériser les corps sociaux auxquels nous sommes habitués, ou au contraire, travailler à la constitution de nouveaux ensembles politiques, de nouvelles cités « souveraines » ? Ou serions-nous « condamnés » à assurer seuls notre propre souveraineté personnelle, à ne plus compter que sur nous comme « alter de confiance » ?

La souveraineté personnelle n'est pas exclusive de la souveraineté collective, il s'agit d'un équilibre. Pour reprendre la distinction que fait Benjamin Constant dans son discours « De la liberté des anciens comparée à celle des modernes », la liberté a changé de signification au cours du temps. Dans la Grèce antique, berceau de la démocratie, la liberté avait pour prix. l'esclavage d'une partie significative de la population, et l'exclusion des femmes du corps social. Par ailleurs, même les citoyens n'étaient pas « libres » au sens moderne. En atteste la condamnation à mort de Socrate pour avoir simplement philosophé, et fut accusé ainsi de corrompre la jeunesse. La liberté antique était une liberté collective : Athènes est libre face aux Perses. C'est la cité qui exprime sa liberté.

Constant argue que les Lumières ont modifié le curseur, et ont introduit les concepts de libertés fondamentales. Ce sont les individus qui sont libres, et le collectif doit garantir les

droits des individus. La loi préserve ma liberté de penser, de me déplacer, de me réunir, de manifester, etc.

La question que l'on peut poser à mon sens est : **peut-on avoir une société où les libertés individuelles fondamentales sont garanties si l'Etat, ou le collectif, n'est pas suffisamment fort pour se prémunir d'influences, incursions, voire invasions étrangères ?** Ma réponse personnelle serait plutôt non. Et à ce titre, c'est un arbitrage qu'il convient de faire, un contrat social : où placer le curseur pour préserver un maximum nos libertés fondamentales, tout en donnant la capacité à l'Etat d'être suffisamment fort pour nous défendre tous en tant que collectif, nation, peuple.

Dans la société actuelle, il est largement possible d'argumenter que le curseur est dorénavant significativement déplacé vers les restrictions aux libertés fondamentales. Et ce n'est pas qu'une affaire de cryptos évidemment, il suffit de regarder l'actualité régulièrement. **En ce moment, la nouveauté c'est d'interdire les VPN...** Comme évoqué dans une autre question plus haut, notre société est droguée au contrôle, car elle est anesthésiée au risque, qui est le corollaire inévitable de la liberté. Une dictature est toujours mieux organisée qu'une société libre. Rousseau disait : « On vit aussi tranquille dans les cachots. En est-ce assez pour s'y trouver bien ? ».

L'Europe vivant dans un monde imaginaire et fantastique dans lequel il n'y a que des consommateurs qu'il faudrait protéger d'eux-mêmes, nous avons pris la fâcheuse tendance à empêcher et restreindre par précaution. Dans le monde des cryptos, ça se traduit par un régime juridique français encadrant les cryptos depuis 2019 (enregistrement auprès de l'Autorité des Marchés Financiers si vous souhaitez opérer en France). Quand on enlève la brume des bons sentiments, on constate que les entreprises françaises n'ont pas pu émerger face à la concurrence, et que les Français utilisent des services étrangers. Résultat des courses : la France perd une

industrie, les Français utilisent des services étrangers, et ne sont même pas protégés, puisque ces services sont offshores et souvent moins-disants.

En résumé, je pense que la capacité à reprendre la possession de ses actifs, ou du moins, en avoir l'alternative accessible, est absolument salutaire pour se prémunir de dérives autoritaires qui sont en cours. Pour le dire autrement et de manière claire : les cryptos, Bitcoin en particulier, sont un test pour nos démocraties, permettant de révéler notre appétence collective à la liberté ou à la servitude volontaire et au contrôle. C'est un euphémisme que de dire que nous sommes en train de rater ce test, et que nous validons plutôt la thèse de La Boétie.

9/ Pouvez-vous (re)définir l'idée de « valeur » en 2023 ? Qu'est-ce qui donne de la valeur à un bien matériel ou immatériel et pour quelle raison ?

Question difficile. La valeur est subjective. La valeur de quelque chose c'est l'importance qu'on lui accorde relativement au reste. Le prix, lui, est une tentative de marché pour étalonner les valeurs entre elles et entre les individus. Dans un marché en concurrence pure et parfaite, le prix est le meilleur outil d'information des individus, leur permettant de prendre les décisions les plus éclairées quant à leur comportement économique. Le problème évidemment, c'est que la concurrence pure et parfaite est un cadre théorique similaire au « sans frottements » en physique : il n'est jamais vrai.

Ce qu'on peut dire néanmoins, c'est que lorsque la monnaie se déprécie structurellement par l'inflation, c'est-à-dire qu'elle vous brûle les doigts, votre appétence pour des objets autres que la monnaie (actifs en tous genre, consommation etc.) augmente.

La construction du système monétaire n'est donc pas un simple artefact d'économiste de salon, mais quelque chose de

systemique et d'anthropologique car elle vient affecter notre rapport au monde et à la valeur. Et plus fondamentalement, elle vient affecter la valeur qu'on accorde à la ressource la plus rare et la plus précieuse : le temps. Un système inflationniste incite à des comportements court-termistes. **Si votre argent perd sa valeur tous les jours, vous n'avez aucun intérêt à préserver de l'épargne dans le temps. Vous êtes encouragés à l'insouciance de la consommation immédiate.**

Je réitère donc l'idée exprimée plus haut : le système monétaire actuel est un système hédoniste qui ne permet pas la sobriété et incite les agents économiques à ne pas prévoir le long terme. C'est un chamboulement artificiel des systèmes de valeur des individus.

10/ Accepteriez-vous de décrire votre biotope psychopolitico-spirituel et essayer d'établir des liens de causalité avec votre promotion d'un monde désintermédié ? Que tenez-vous pour sacré ?

Comme évoqué plus haut, je n'ai pas d'affinité particulière pour la désintermédiation en tous temps en tous lieux et en tous contextes. Elle est un moyen, pas une fin. Je ne souhaite pas la disparition des Etats ou des Nations, mais peut-être qu'en France il pourrait être pertinent parfois de déléguer certaines compétences, de décentraliser le pouvoir. Je ne souhaite pas l'atomisation d'individus réduits à leur statut de consommateur parfait dans une économie mondialisée. Je déplore à ce titre que l'Europe soit incapable de se penser comme autre chose qu'un marché de consommation géant. Pour faire plaisir au consommateur, tout le monde se presse, mais dès qu'il s'agit de parler du citoyen il n'y a plus personne.

Je m'inscris personnellement dans une ligne que l'on pourrait historiquement rattacher à une sorte de gauche III^e République, universaliste, laïque et souverainiste.

Etant donné le mouvement sinistrogyre de la politique, je suppose que ça me met aujourd'hui dans un camp un peu déserté

à mi-chemin entre le libéralisme et le conservatisme gaullien. Mais je ne suis pas un grand fan des cases. Je déplore par exemple que la gauche soit obnubilée par les problématiques sociétales, mais aussi que la droite soit absente de la question écologique. Qu'une partie de la gauche renie largement l'universalisme et la laïcité émancipatrice, pour lui préférer un immobilisme identitaire, un refus de l'assimilation confinant au communautarisme, mais aussi que la droite soit aveugle aux inégalités que les fortunes diverses ont pu générer. De manière générale, je reconnais à la gauche une capacité à avoir une pensée systémique, et à intégrer dans son raisonnement les effets de l'environnement social et sociétal sur l'individu, ce qui est crucial pour éclairer la puissance publique. Mais je lui reproche de trop souvent franchir la ligne entre une pensée systémique et une pensée essentialisante et mono-factorielle, collant facilement des étiquettes et enfermant dans des cases les individus. A l'inverse, je reconnais à la droite la capacité de penser et défendre en général la liberté individuelle, mais je lui reproche son inclination contradictoire à préserver les rentes, ou encore sa naïveté sur les pressions systémiques auxquelles sont soumis les individus, affectant ainsi leur liberté individuelle.

Je suis à l'heure actuelle assez orphelin politiquement donc. **Mais je pense sincèrement que Bitcoin peut être une pierre angulaire d'un nouveau récit collectif qui nous permette de faire Nation.** Un outil permettant de ralentir collectivement, et d'imposer à toutes et tous une sobriété systémique pour avoir une chance de préserver l'environnement, tout en évitant l'écueil de l'autoritarisme et en préservant les libertés fondamentales. Un outil de souveraineté dont de Gaulle aurait parfaitement pu se faire l'avocat. Un outil innovant sur lequel les cartes ne sont pas encore distribuées, ce qui signifie que nous pourrions tirer notre épingle du jeu, et exercer une influence

importante sur l'infrastructure financière
et monétaire de demain.

Newsletter n°68 - 6 octobre 2023

☐☐ Éditorial

De la suite dans les idées

Certains diraient que nous avons de la suite dans les idées. Ils n'ont pas tout à fait tort. Le premier colloque que nous avons organisé vendredi dernier a réuni 140 personnes à Saint-Malo. Ce fut un grand moment, animé, convivial, à haute teneur en iode, en phosphore et en blé noir. Si vous étiez là : merci de tout coeur ! Si vous n'y étiez pas : vous nous avez manqué ! Aussi, pour être bien certains de ne pas rater la prochaine édition, et de vous réunir plus nombreux encore, je vous donne dès aujourd'hui rendez-vous **le vendredi 27 septembre 2024 au Palais du Grand Large à Saint-Malo**. Notez-le dans vos agendas. Vous pourriez bien être surpris par la croissance de la petite « entreprise » corsaire le jour J !

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui, vendredi 6 octobre 2023,

Alexandre Stachtchenko, qui est expert indépendant, conférencier Bitcoin et Web 3, entrepreneur et auteur



Conciliabule*
avec
ALEXANDRE STACHTCHENKO



souveraine tech

De Gaulle eut été en faveur de l'usage de Bitcoin

☐☐ **Conciliabule**

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

1/ Pouvez-vous brosser à larges traits la grande désintermédiation qui vient (si c'est le cas selon vous) ?

Je ne suis pas complètement convaincu de la « Grande Désintermédiation » qui vient. Pour faire un parallèle avec Internet, les promesses de Bitcoin se retrouvent déjà dans la déclaration d'indépendance du cyberspace de 1996. On y parle de la fin des Etats, de la reprise de contrôle par les individus etc. 30 ans plus tard, entre les GAFAM et la NSA, on est loin du compte en termes de décentralisation.

Est-ce que les cryptos permettent de se passer du système financier ? Oui. Leur principal apport, qui est absolument fondamental, c'est le retour de la propriété privée, et ce dans l'espace numérique. On peut à nouveau posséder par soi-même, en propre. Pas besoin de passer par un tiers pour tenir notre « compte ». Comme le cash dans le monde physique, qu'on peut posséder dans un portefeuille personnel, hors de la banque.

Est-ce que les cryptos vont tuer les banques ? Probablement pas. Car la volonté de vouloir confier ses finances personnelles ou la garde de ses actifs à des professionnels persistera. **De la même façon qu'Internet n'a pas conduit l'humanité à héberger ses propres serveurs SMTP pour s'envoyer des emails, ni tué les Etats ou La Poste etc.**

En revanche, une banque qui ne se sera pas adaptée à la gestion des actifs numériques en tous genres mourra, c'est fort probable. La désintermédiation n'est pas une fin en soi. C'est un moyen. Dans le cas de Bitcoin, l'objectif de la décentralisation, c'est la résilience, et non l'efficience.

Je reprends le parallèle avec Internet : historiquement,

l'utilité originelle d'Internet en tant que réseau décentralisé était que le système puisse continuer de fonctionner en cas d'attaque nucléaire. L'objectif n'était pas l'efficacité, mais la résilience.

Bitcoin est moins « efficace » que le système bancaire. Mais il est plus résilient. Et de la même façon qu'Internet a fini par devenir aussi plus efficace que la quasi-totalité des systèmes alternatifs, il y a fort à parier que Bitcoin le deviendra aussi. Déjà aujourd'hui, faire des transactions sur Bitcoin à l'international par exemple est plus efficace que sur le système traditionnel : quelques minutes contre quelques jours, quelques centimes ou euros de frais contre des frais variables atteignant 10% environ.

Ceci, sous le prisme de la souveraineté, est particulièrement intéressant, car c'est un réseau qui minimise les dépendances extérieures.

Si l'on se bat par exemple pour que le service public arrête d'utiliser Microsoft pour préférer Open Office ou Libre Office, ce n'est pas parce que ces logiciels sont meilleurs, mais parce qu'ils sont libres, indépendants, et donc ne soumettent pas l'Etat français aux desiderata d'une firme étrangère. La moindre efficacité, qui peut passer par exemple par une plus mauvaise interface ou expérience utilisateur, est le prix à payer pour permettre à l'Etat de ne pas dépendre de l'extérieur dans ses décisions.

De la même façon, l'utilisation de Bitcoin pour le commerce international suit la même logique : on ne subit pas les conséquences de l'utilisation d'une monnaie étrangère comme le dollar.

La conséquence de la démocratisation de Bitcoin, toutes choses égales par ailleurs, ne serait pas tant la grande désintermédiation totale et complète, mais plutôt l'existence d'une alternative, d'un choix. Si vous souhaitez confier vos

finances et vos actifs à des professionnels, libre à vous. Mais si vous ne le souhaitez pas, quelle que soit la raison (confiscation, manque de confiance, pas d'accès au système bancaire, lanceur d'alerte, etc.), alors vous pouvez (enfin !) ! La seule existence de cette alternative devrait favoriser également un système financier plus sain, car il se retrouve menacé par la fuite de ses clients, aujourd'hui garantis quoi qu'il fasse, puisque sans compte bancaire, on n'existe pas.

D'ailleurs, une des raisons majeures pour lesquelles les Banques Centrales, FED et BCE au premier rang, évoquent des problèmes de « stabilité financière » lorsqu'elles parlent des cryptos, c'est la capacité à sortir du système bancaire, dans lequel elles préféreraient continuer d'emprisonner tout le monde.

Pour l'anecdote, l'entreprise Custodia, fondée par Caitlin Long, aux Etats-Unis, s'est vu refuser une licence bancaire par la FED récemment au prétexte que cela menacerait la stabilité financière. Son seul tort est d'avoir voulu établir un modèle d'affaires dans lequel la banque facturerait à ses clients la conservation des fonds, mais ne rémunérerait pas d'intérêts sur des dépôts, dans la mesure où elle ne ferait pas de crédit. La FED a donc estimé qu'un tel service menacerait la stabilité financière, car il offre une sérénité trop forte à ses clients potentiels, qui pourraient fuir les banques traditionnelles, et donc les mettre à risque de défaut ou de crise de liquidité. C'est le monde à l'envers : la banque accusée de mettre en péril la stabilité financière est celle qui ne fait pas de crédit !

La menace que représentent les cryptos est du même acabit : dans un système où il n'existe pas d'alternative à des banques mastodontes devenues systémiques et dont le bilan est empli de crédits souvent toxiques ou bancals, il est nécessaire de continuer la fuite en avant géante si l'on ne veut pas voir l'édifice s'effondrer. Comme un vélo qui tombe s'il n'avance plus, les banques ne peuvent pas fonctionner si les épargnants

retirent leurs dépôts. Dans ce cadre, **Bitcoin** représente une porte de sortie vers la sobriété, un « bank walk », sorte de bankrun discret, numérique, et lent, permettant d'épargner son argent sans le prêter à quelqu'un d'autre, ce qui compromet en effet la poursuite d'un système malade, qui se défend en attaquant les cryptos.

2/ Quel constat pouvez-vous dresser de la bancarisation de près de 95% des Français ? En quoi cela a-t-il été utile (aux Français) ? A leur patrimoine, à leur pouvoir d'achat ?

La bancarisation a été un processus nécessaire à l'émergence de la finance numérique. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le monde numérique est un monde où la rareté n'existe pas. C'est un espace infini. Un email envoyé à quelqu'un diffère fondamentalement d'une carte postale, son équivalent physique, car lorsque j'envoie une carte postale, par définition, je ne la possède plus ! A l'inverse, je ne supprime pas l'email de mon ordinateur pour pouvoir l'envoyer. Il est en réalité copié.

Or gérer des actifs de valeur suppose une finitude, une rareté. Un actif infini et accessible vaut 0 puisque l'offre est infiniment supérieure à la demande. Le numérique n'est donc fondamentalement pas adapté à la gestion de tout ce qui a de la valeur, en particulier la finance.

Pour pallier ce problème, on a transformé les actifs en dettes : en ouvrant un compte chez un tiers de confiance, une banque, qui deviendra responsable de la tenue du grand registre des créances (qui possède quoi, et qui doit quoi à qui), on permet de transformer les actifs en des informations. On ne « possède » plus quelque chose, on a l'information enregistrée quelque part que quelqu'un nous doit quelque chose. L'avantage de cela, c'est que le monde financier peut participer à la révolution numérique. Le désavantage, c'est que si vous n'avez pas de compte bancaire,

vous êtes exclu du corps social, et a fortiori de la mondialisation.

Dans les années 1960, il y a un gros demi-siècle, il y avait 6 millions de comptes bancaires pour 45 millions de français, selon les archives du Crédit Lyonnais. Aujourd'hui, le taux de bancarisation est supérieur à 95%, les enfants ont des comptes bancaires, et on est même obligés, par la loi, d'avoir un compte pour pouvoir faire des choses parfaitement basiques : ouvrir une entreprise, toucher un salaire etc.

Les Français sont donc passé en deux générations à peine d'une gestion de leurs actifs par la possession propre (les lingots d'or, le cash sous le matelas etc.) à la créance via le compte bancaire généralisé.

On peut apprécier le fait que cela rend le système plus efficace ou que le capital travaille mieux (il est moins thésaurisé par exemple). Mais cela le rend aussi moins résilient : le système bancaire français est un oligopole, tournant autour de 5 grands groupes bancaires, qui sont tous systémiques. À titre de comparaison, **il y a encore aujourd'hui près de 5 000 banques en activité aux Etats-Unis. Ces groupes ne peuvent plus faire faillite, au risque d'emporter la France avec eux.** Cela conduit évidemment aux comportements oligopolistiques classiques : blocage de la concurrence, frein à l'innovation, chantage à la faillite et socialisation des pertes.

On peut s'interroger par exemple sur le retard considérable pris par les Fintech françaises, en dépit des atouts incroyables dont dispose notre pays. Malgré un prix de l'octet parmi les moins chers, le fait d'avoir inventé la carte à puce, des banques d'envergures internationales, les meilleures infrastructures numériques et télécom d'Europe, etc., nous n'avons que deux licornes fintech : Lydia et Qonto. Vous noterez (oh ! bizarre !) que ce sont les deux seules qui n'ont pas eu besoin d'accéder aux informations bancaires de leurs

clients pour se développer.

Une partie de la raison pour laquelle les Français se fournissent chez Revolut, Robinhood, e-toro ou Trade Republic est que l'oligopole bancaire français préfère saborder notre souveraineté pour s'acheter une dizaine d'années de tranquillité sur son marché domestique plutôt que de laisser la concurrence émerger et construire les champions de demain. Sans surprise, la même chose se passe dans l'industrie des cryptos, où les entreprises ne peuvent toujours pas opérer en France, se voyant refuser l'ouverture de comptes bancaires. Mais comme d'habitude, c'est emballé dans de bons sentiments : c'est pour protéger le consommateur ! Aucun souci cependant pour que feu Fidor Bank, ancienne filiale de BPCE, permettent à l'américain Kraken de disposer d'un compte bancaire en Allemagne.

Je précise mon propos : l'immense majorité des personnes travaillant dans l'industrie bancaire sont parfaitement intentionnées, et ne cautionnent pas cela, voire ne sont pas du tout au courant. Il s'agit là du résultat d'une situation de domination que la contingence naturelle et certaines décisions systémiques (réglementation par exemple) ont créé, et qui est savamment entretenue au niveau « politique » par les groupes d'intérêts.

En résumé, l'existence de professionnels financiers dont l'activité est d'intermédiaire l'épargne et l'économie réelle afin de stimuler l'économie, c'est-à-dire des banquiers, est parfaitement normale. C'est même sain.

Mais l'irruption du numérique a détruit le libre choix de l'individu en rendant obligatoire l'ouverture d'un compte bancaire pour participer à la vie sociale et économique. Cette absence de choix est dramatique pour la société, et pour les libertés individuelles évidemment, puisque les banques se retrouvent de plus en plus en situation d'être le bras armé de politiques de contrôle toujours plus intrusive. Le fait que

l'Europe a envisagé d'interdire les portefeuilles cryptos dits « non hébergés » (c'est-à-dire les portefeuilles personnels, l'équivalent numérique de votre portefeuille en cuir dans votre poche !) en dit très long sur la valeur que nous accordons à des principes et libertés fondamentaux comme la propriété ou la vie privée. La généralisation du compte bancaire a conduit le monde politique à être drogué au contrôle financier des individus, et il ne peut plus s'en passer. Ce que les Etats-Unis font à Snowden, ce que le Canada fait aux truckers, ce que la Chine fait aux manifestants hong-kongais, ce que les Talibans font aux femmes,... tout cela ne serait pas possible dans un monde où la bancarisation n'est pas indispensable.

3/ Est-ce que le concept de cryptoactif représente un moyen d'introduire la notion d'originalité et surtout de rareté, en matière de propriété sur le Net ?

Oui. C'est l'innovation radicale et fondamentale des cryptos : la propriété d'actifs rares.

4/ Quel lien établissez-vous entre le thème de la souveraineté et les cryptomonnaies ? Le droit de battre monnaie est directement lié à la souveraineté. Croyez-vous que les banques centrales vont se laisser docilement dépourvoir de ce privilège régalien ?

En réalité cette question se pose surtout pour Bitcoin. Le reste des cryptos n'a pas de prétention monétaire. La souveraineté et la monnaie sont deux thèmes évidemment liés. Mais la souveraineté ce n'est pas blanc ou noir. Pour reprendre l'exemple du logiciel libre que j'ai pris plus haut, on préférerait tous effectivement que le ministère de l'Education Nationale utilise un super logiciel français de traitement texte. Mais il n'existe pas. À défaut, il reste cependant préférable d'utiliser un logiciel libre, plutôt qu'un logiciel propriétaire américain.

De la même façon, si on l'on prend l'exemple du commerce

international, les relations entre l'Iran et la France sont un cas d'école. La France n'a pas d'embargo avec l'Iran. Certains constructeurs automobiles français par exemple, en prévision de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, dès 2015, avaient une forte présence locale et s'apprêtaient à conquérir ce marché. Mais patatra, M. Trump décide de tout faire capoter, et réinstaure des sanctions unilatérales avec l'Iran.

Que fait la France, pays supposément indépendant ? Eh bien elle est bloquée : l'Iran ne veut pas d'euros, la France ne veut pas de Rial, et commercer en dollars est prohibé car le droit américain s'applique. Aucune banque française ne souhaite s'exposer à des amendes ou sanctions, certaines ayant même été récemment vaccinée... Et comme le secteur bancaire français est constitué d'un très petit nombre de très gros acteurs, tous sont exposés au marché américain.

Alors pour faire bonne figure et ne pas montrer notre incapacité à avoir un commerce extérieur indépendant et souverain, la France gesticule. Conjointement avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, elle annonce la création d'INSTEX en 2019, une usine à gaz destinée à offrir un support juridique pour commercer avec l'Iran sans utiliser le dollar. La suite était évidemment prévisible et est très bien résumée sur Wikipedia : « Fin janvier 2023, les actionnaires d'INSTEX prennent la décision de liquider l'entreprise, après la réalisation d'une unique transaction ». On n'osera pas demander combien d'argent public a été englouti dans ce projet.

La solution au problème était pourtant à portée de main et ne coûtait pas un sou d'argent public : Bitcoin.

Bitcoin n'est pas la monnaie des Etats-Unis. Bitcoin est un système de paiement indépendant, qui peut opérer en dehors de SWIFT, numérique, quasi instantané, et qui ne ferme pas le soir et le weekend.

En 1965, alors que les Etats-Unis commençaient à jouer un peu

trop avec la confiance qui leur était accordée pour préserver le système monétaire international, De Gaulle disait: « Nous estimons nécessaire que les échanges internationaux soient établis comme c'était le cas avant les grands malheurs du monde sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier. Quelle base ? En vérité on ne voit pas qu'il puisse y avoir réellement de critère d'étalon autre que l'or. »

A l'évidence, à l'époque, le monde n'était pas numérisé, et Bitcoin n'existait pas. Mais **il est fort probable que De Gaulle eut été en faveur de l'usage de Bitcoin, car il aurait préféré commercer de manière souveraine avec les pays de son choix via un actif « qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier », plutôt que d'être soumis à un pays étranger.**

Alors est ce que passer de l'Euro au Bitcoin est une perte nette de souveraineté, quand la monnaie est un « privilège régalien » ? Pour l'international, sans doute que non. Disposer de cette alternative est plutôt un gain net. Pour le local, je me permets de remettre en cause les prémisses de la question. La monnaie est émise pour sa très grande majorité par les banques commerciales via le crédit. Ce ne sont plus les Etats qui créent la monnaie. Même le cash, pièces et billets, est créé par la BCE, dont les statuts garantissent l'indépendance vis-à-vis des Etats. La BCE, statutairement, ne doit pas faire de politique ! Son mandat unique est la stabilité des prix.

Alors bien sûr dans les faits, la BCE s'assoit allègrement sur cette indépendance. Lorsque l'on entend les gouverneurs successifs menacer de ne pas collaborer avec certains gouvernements, la Grèce ou l'Italie par exemple, si les électeurs venaient à faire « le mauvais choix », il s'agit bien évidemment d'une ingérence flagrante et d'une rupture complète du contrat des traités européens.

Car la contrepartie de cette indépendance de la BCE, c'est

qu'elle n'est juridiquement responsable de rien. Elle ne rend pas de compte au parlement européen (tout au mieux depuis quelques années, elle daigne venir y expliquer sa politique), elle dispose de son propre droit du travail etc. Pour l'anecdote, il y a quelques années, un membre du bureau de la BCE avait communiqué des informations privilégiées à des entreprises financières sur une future décision concernant les taux directeurs. Dans n'importe quel autre contexte, un tel comportement aurait été constitutif d'un délit d'initiés, et sévèrement puni. Ici non, aucune punition, puisque **la BCE n'est pas responsable juridiquement devant qui que ce soit**. Plutôt qu'une punition, l'ironie étant sans limite, c'est la BCE qui a reproché publiquement aux médias d'avoir parlé de l'incident.

Donc si la monnaie est un privilège régalien, la première chose à faire avant d'interdire Bitcoin serait en réalité de démanteler la BCE !

Par ailleurs, on peut légitimement se demander si l'Etat, sans la contrainte qu'implique un étalon sous-jacent comme le fut longtemps l'or, est digne de confiance pour gérer une monnaie infinie. Au stade actuel de ma réflexion, et éclairé des expériences historiques que furent les Assignats, ou le système le Law, ou encore plus récemment le dollar depuis 1971, je dirais que la réponse est non. La monnaie infinie dans les mains de l'Etat, c'est malheureusement le clientélisme débridé et l'irresponsabilité favorisée, qui permet d'entasser toujours plus de dettes, et de poursuivre une fuite en avant géante pour oublier les limites physiques de notre planète.

On me demande souvent « Mais si l'Etat ne crée plus la monnaie, comment peut-il se financer ?! ».

Je commencerais par dire que la question est déjà terriblement symptomatique de nos sociétés actuelles.

L'Etat se finance par l'impôt, qu'il peut prélever dans n'importe quelle monnaie, y compris en bitcoins. Cet impôt sert à financer un budget, voté par des représentants du peuple. Et le peuple consent à l'impôt en le payant.

Depuis la réforme du prélèvement à la source (permise par la généralisation des comptes bancaires...), bien que la mesure soit opérationnellement immensément plus efficiente, on a symboliquement perdu le consentement à l'impôt dans le processus. Ce n'est pas anodin, et c'est même révélateur.

Avec le covid, la boîte de Pandore a été complètement ouverte : l'argent est magique, il peut être créé sur commande en appuyant sur un bouton. Dans cette situation, il devient légitime pour n'importe quel français d'interroger l'utilité même de préserver un système d'imposition. Pourquoi ne pas simplement créer de l'argent pour sauver l'hôpital ? l'école ? l'environnement ? C'est tout simplement le début de l'engrenage de l'hyperinflation, dont les conséquences sont abominables pour n'importe quelle société. Quand la monnaie meurt, la société ne tarde pas à suivre.

5/ Quels sont les courants de pensée qui sous-tendent la révolution crypto ? On entend parfois parler de libertarisme. On peut passer des heures à évoquer le sujet, mais, qui, dans le monde du web3, pour garantir nos libertés, fédérer des communautés, prévenir l'atomisation du monde ?

La question me fait sourire car elle soupçonne un mouvement, dont l'alpha et l'oméga est la liberté, de venir menacer nos libertés, qu'il faudrait donc garantir contre cette menace ! Ce soupçon est encore une fois assez révélateur de la drogue au contrôle que nous avons toutes et tous prise ces dernières années.

Je tiens à rappeler humblement par exemple que **le RGPD européen est d'inspiration cypherpunk**, car c'est dans le manifeste cypherpunk que l'on parle de minimisation de

collecte des données, de consentement à cette collecte, et autres principes fondamentaux. Les licences Creative Commons sont aussi une inspiration de ces communautés. L'autre combat principal des cypherpunks est celui pour la préservation de la confidentialité et de la vie privée. Rappelons ici donc que **l'anonymat est salubre pour la société**. Sans lui, pas de Voltaire, pas de George Sand, pas de Georges Orwell. Sans lui, impossible pour des groupes en minorité ou opprimés d'exprimer des témoignages ou de s'organiser. Comme je l'écrivais dans un article intitulé « Eloge de l'anonymat », celui-ci est une pratique salubre pour faire émerger des nouvelles idées et innover. Car, rappelons-le, toute nouvelle idée commence par choquer. L'anonymat est garant d'une société libre, en particulier, de la toute-puissance de la pression sociale. Et c'est déjà extrêmement inquiétant qu'il soit suspect de le défendre. Cela étant dit, je partage l'inquiétude, ne me reconnaissant moi-même pas dans le courant libertarien, et n'étant pas un grand fan de l'atomisation de la société.

Je renvoie à ce titre à une conférence de Lawrence Lessig, avocat américain précurseur du numérique, et à l'origine de l'expression « Code is Law », ainsi que des licences Creative Commons, en 2015.

Cette conférence était donnée face à un public de précurseurs des cryptos, à Sydney, et s'intitulait « Déjà-vu all over again ». Un clin d'œil à sa propre expérience : les promesses de libertés maximales, d'émancipation totale, etc. sont du déjà-vu ! Ce sont les mêmes promesses que celles d'Internet dans les années 1990, dont lui-même était précurseur.

L'intérêt de cette conférence, c'est qu'il appelle ses successeurs, les précurseurs des cryptos, à ne pas commettre les mêmes erreurs qui ont conduit Internet à passer d'une promesse de liberté à un monde de surveillance, un panoptique foucauldien.

En particulier, il appelle les développeurs et ingénieurs à ne pas refaire la même erreur qui a consisté à se penser dans un monde virtuel, indépendant du monde physique, dans lequel les Etats n'auraient aucune prise. Cet hubris, ce sentiment de toute puissance, d'indépendance totale, a conduit les précurseurs d'Internet à une forme de naïveté, et par la suite à se faire déborder par les multinationales et les Etats, qui ont tranquillement et patiemment installé des oligopoles et des mécanismes de contrôle parmi les plus intrusifs et pervers de l'Histoire.

A cet égard, je m'inscris dans cette philosophie : **je ne souhaite pas que les cryptos créent une forme de société parallèle dans laquelle l'individu est roi mais atomisé. Bitcoin aura des impacts dans le monde réel, mais il ne tuera pas les normes, la pression sociale, les lois ou les Etats. Et tant mieux.** En revanche, un Etat qui ne s'adapterait pas aux nouvelles données est pour moi condamné à être relayé au rang de suiveur. Comme la France qui rejette Internet car « son mode de fonctionnement coopératif n'est pas conçu pour offrir des services commerciaux », dicit le rapport gouvernemental sur Internet de 1994, et qui se retrouve complètement colonisée, vassalisée, dans l'espace numérique.

Il faut donc trouver ce juste milieu, préserver nos libertés fondamentales, notre vie privée, et s'inspirer des courants cypherpunks à ce sujet. Mais il faut faire attention à ne pas céder à la sensation de toute puissance que crée ce nouveau monde, et se penser à l'écart de la réalité physique des sociétés humaines et de leurs relations internes et entre elles. Cela exige de faire un compromis entre les libertés individuelles et les règles collectives de vie en société.

Alors il reste l'alternative que malheureusement commence à préférer une partie de la classe politique : interdire.

Les derniers pays qui ont interdit les cryptos, ou ont pris des mesures s'en rapprochant, sont la Chine du Parti

Communiste Chinois, et l'Afghanistan des Talibans. Au-delà de l'efficacité très modérée de ces interdictions, l'échantillon me semble assez éloquent, et raconte très bien ce que nous sommes en train de devenir : des sociétés de contrôle dont le modèle est la Chine et son crédit social. **D'ailleurs ce n'est pas un hasard si pour son Euro Numérique, Christine Lagarde rappelle régulièrement que nous sommes en retard sur la Chine.**

Pour ma part, si on peut laisser la Chine et garder notre retard sur ce sujet, ça me va très bien.

En résumé, on peut supposer que les courants de pensée qui alimentent Bitcoin sont effectivement des courants ayant des sympathies pour les libertés individuelles et la vie privée, cypherpunks, libertaires, libertariens etc. Ce sont exactement les mêmes que ceux qui alimentaient Internet. Est-ce pour autant une garantie que leur « création » va s'exprimer selon leur souhait en mûrissant et avec l'adoption ? Rien n'est moins sûr, et Internet nous donne plutôt un exemple inverse. **Je m'étais exprimé d'ailleurs sur l'attitude déplorable de la gauche française sur le sujet Bitcoin. Plutôt que de comprendre comment elle pourrait s'en servir pour faire avancer ses combats, elle est encore embourbée dans une tentative d'infréquentabilisation de Bitcoin, s'essayant à des assimilations douteuses avec l'extrême droite ou l'antisémitisme (sic...).** A ce petit jeu-là, la gauche ne peut pas gagner car Bitcoin ne mourra pas. Après 15 ans à annoncer sa mort en vain, l'idée devrait commencer à être acceptée.

Et puisqu'il ne mourra pas, il vaut mieux se l'approprier plutôt que de le rejeter. Aux Etats-Unis, ce deuil a été fait par une partie de la gauche qui a commencé ce travail d'appropriation, heureusement. On peut citer Jason Maier, et son livre « À progressive case for Bitcoin », ou encore Alex Gladstein, directeur de la stratégie de la Human Rights Foundation, qui met en avant comment les militants des droits de l'Homme utilisent Bitcoin, et s'inspire par exemple de Roya Mahboob, entrepreneure afghane connue, qui est devenue une des

plus ferventes défenseure de Bitcoin, lui ayant permis de sauver son propre patrimoine et d'aider des femmes à fuir l'Afghanistan.

On pourrait ajouter du point de vue plutôt économique et monétaire que **Bitcoin a renouvelé l'intérêt pour une école de pensée économique qui avait été quasiment anéantie par le keynésianisme. Il s'agit de l'école autrichienne**, plaidant, entre autres, pour que l'Etat ne gère pas la monnaie car la tentation est trop forte pour lui de faire n'importe quoi avec, et de la dévaluer à son profit en lésant les épargnants et entreprises, et favorisant le capitalisme de connivence, la proximité avec le robinet monétaire et les bons décisionnaires assurant une forme de richesse.

De mon côté, j'ajouterais à cela un point de vue plus écologique : le système monétaire actuel ne permet pas, systématiquement, la sobriété. L'inflation n'est pas un « bug », c'est une cible, un souhait, un objectif des Banques Centrales, afin de favoriser la consommation. Or, selon tous les scénarii du GIEC, on ne pourra pas atteindre nos objectifs climatiques sans un volet « sobriété » important.

Il existe une injonction à croître du système monétaire international, qui pousse notamment les épargnants à dépenser pour éviter d'être victimes de l'inflation. Et bizarrement, la monnaie, ce thermomètre et ce sang de l'économie, mesure de tous les indices et grandeurs, fondement de tous les échanges, de toutes les transactions, influençant tous les jours les décisions des agents économiques, a réussi à esquiver l'examen collectif. Il ne se trouve pas un écologiste, un économiste, un politique, pour dire que la monnaie actuelle nous conduit collectivement dans le mur climatique, de manière structurelle et systémique.

6/ Vous avez œuvré chez KPMG. Les grands cabinets sont-ils en train d'effectuer une mue sur ces sujets réputés

sulfureux ?

Oui et non. De manière générale, je suis assez critique sur le monde du conseil. J'ai pu constater assez souvent que c'est un monde qui est prisonnier de ses clients, et qui préfère leur dire ce qu'ils veulent entendre plutôt que ce qu'ils doivent entendre. Si le monde du conseil fait sa mue, c'est parce que cela devient socialement acceptable de se positionner sur ces sujets pour les entreprises, et par transitivité, il devient donc nécessaire pour les cabinets d'avoir un discours cohérent et intelligent sur le sujet.

Chez KPMG, mais aussi avant l'acquisition, en tant que cabinet indépendant, nous avons essayé de porter une vision différente, avec des convictions fortes. Quitte à perdre des clients, qui parfois ne souhaitent que valider une décision déjà prise, et lui donner un tampon extérieur pour se déresponsabiliser. Et KPMG a d'ailleurs été courageux, en France comme à l'étranger d'ailleurs, en faisant partie des premiers cabinets à adopter une position plus équilibrée sur les cryptos. Pour preuve, KPMG a publié récemment une étude évoquant l'intérêt de Bitcoin pour les enjeux RSE, alors même que le discours « mainstream » considère encore aujourd'hui majoritairement Bitcoin comme une hérésie sous cet angle-là.

Aujourd'hui, un chemin énorme a été fait, mais nous ne sommes pas au bout de la route, et les contrefeux restent nombreux. Blockchain privée, puis tokens de banques, puis Monnaies Numériques de Banque Centrale, mais aussi du plus folklorique avec les Métavers etc. Tout est fait pour ne surtout pas parler de l'éléphant dans la pièce : Bitcoin. Non, Bitcoin ce n'est pas sérieux. C'est le terrorisme, c'est la pédophilie, ça détruit la planète plusieurs fois par jour, et puis ce n'est pas une monnaie. Même lorsque le Salvador a officialisé Bitcoin comme monnaie légale et officielle, le jeu de l'autruche s'est poursuivi : le Salvador, ce n'est pas vraiment un pays quoi. « Le Salvador, soyons sérieux » disait le ministre du numérique français.

A l'heure actuelle, la situation est toujours celle-ci : pour la plupart des entreprises françaises, Bitcoin est un tabou mais les actifs numériques commencent à devenir fréquentables. Les banques parlent de jetonisation de titres financiers, les entreprises classiques parlent de NFT etc. En conséquence, les cabinets de conseil s'adaptent. Ils étaient nombreux à faire la pub des blockchains privées inutiles pour vendre de la mise en place et du cloud (IBM disait déjà à l'époque que pour 1€ de blockchain vendu, c'était 10€ de Cloud vendu !), aujourd'hui, ils se positionnent sur la jetonisation et les NFT.

Mon propos n'est pas de dire que la jetonisation ou les NFT sont inutiles, loin de là. A mon humble avis d'ailleurs, je ne vois pas dans 10 ou 15 ans ce qui justifierait qu'un actif financier ne soit pas jetonisé, tant cela représente une optimisation majeure à tous les niveaux : accessibilité, disponibilité, coûts, rapidité etc. Et il est donc bien évidemment nécessaire de s'y préparer. Les NFT sont aussi une nouvelle façon d'interagir avec des communautés, ou de désintermédier l'art numérique. Donc il y a un énorme progrès par rapport au « temps » des blockchains privées, qui elles ne fonctionnaient simplement pas.

En revanche, constater qu'il y a toujours un tabou sur Bitcoin me révolte. Il s'agit à mon sens de l'enjeu stratégique central. Mais le discours officiel et mainstream est absolument accaparé par des personnes ou institutions en conflit d'intérêt grossier et évident. **Demander à une banque centrale ce qu'elle pense de Bitcoin, c'est demander à la Poste ce qu'elle pense de l'email, ou au canard ce qu'il pense du foie gras.** Mais ça ne semble pas frapper grand monde dans l'univers médiatique, où leur avis est continuellement sollicité sur ce sujet, et ce sans contradiction.

En tout cas, en arrivant chez KPMG, mon ambition était d'en faire le « top of mind » du conseil sur les sujets cryptos en assumant des convictions, tout en étant intraitable sur le

sérieux, les sources, la crédibilité, l'argumentation, l'expertise. J'espère y avoir contribué autant que faire se peut, et je suis très fier d'y avoir laissé une équipe extrêmement talentueuse et irriguée de cette philosophie. Sans aucun doute, nous avons contribué à ce que le sujet avance plus rapidement en France que si nous n'avions pas été là.

7/ Les politiques sont assez peu présents sur le thème des cryptoactifs. Pouvez-vous leur souffler 10 mesures de salut public qu'ils pourraient intégrer dans un programme électoral sans risque de perdre en route la moitié de leurs potentiels électeurs ?

Les politiques sont cyniques mais très pratico-pratiques : ils se posent très simplement la question de savoir si les cryptos sont un marché électoral intéressant. La réponse jusqu'à présent était un non franc et évident. Pour avoir eu des échanges avec des députés européens, peu avant les précédentes élections européennes, il était absolument transparent dans leur discours qu'ils n'allaient certainement pas risquer de perdre des voix sur un sujet aussi sulfureux. Le ratio risque/bénéfice était catastrophique.

Le premier combat est donc culturel : tant que les cryptos ne seront pas suffisamment adoptées, alors elles ne représenteront pas un enjeu intéressant pour les hommes et femmes politiques.

Nous sommes, je pense, dans une période de bascule à ce sujet. Aujourd'hui, il y a plus de français qui possèdent des cryptos, que de français qui possèdent des actions en propre. C'est environ 1 français sur 10. Ce n'est plus quelque chose de négligeable, et cela devient petit à petit un marché électoral. La crypto a offert à la France deux licornes, Ledger et Sorare, la première contribuant même à réindustrialiser une région sinistrée par la mondialisation, à Vierzon. Les messages politiques peuvent devenir attractifs. Mais attention, le plus gros facteur discriminant dans la

détention de cryptos est l'âge. Les jeunes sont largement surreprésentés dans les détenteurs. Or les jeunes ne votent pas. Cela pourrait donc tempérer ou différer ce gain d'intérêt chez les politiques.

A ce titre, lors de la précédente présidentielle, plusieurs candidats avaient accepté l'invitation de Ledger à venir sur le site de leur usine à Vierzon pour s'exprimer sur le sujet des cryptos. Malheureusement, l'invasion Russe en Ukraine a complètement annihilé cette montée en puissance du sujet dans les médias. Je suis persuadé que les cryptos avaient une dynamique pour elles qui auraient pu en faire un sujet de campagne, bien que mineur.

Concernant les mesures, l'Europe s'étant emparé du sujet, cela commence déjà à être trop tard. Cependant, il reste des sujets sur lesquelles nous pouvons être actifs. La première mesure à faire, qui ne coûte pas un seul euro, et qui serait majeure pour l'attractivité française, serait très simplement de prendre position publiquement en faveur de Bitcoin, et de lui reconnaître sa capacité à être une monnaie. Une version ambitieuse de cela pourrait être de commencer à faire accumuler des Bitcoins plutôt que de l'or par la Banque de France. Accumulation qui peut commencer par les actifs numériques saisis par la justice aussi.

Du point de vue économique, dans l'idée, il faudrait faire en sorte d'héberger à minima des plateformes d'échange majeures et des entreprises de minage en France.

Pour les premières, sans soutien de la puissance publique, il est impossible maintenant d'émerger parmi les mastodontes actuels que sont devenus les Coinbase, Kraken et autres. C'est dommage dans la mesure où une société comme Paymium a lancé son activité bien avant eux, mais encore en 2023 se voit fermer son compte bancaire. L'Etat doit garantir la possibilité d'ouvrir un compte bancaire, pourquoi pas via la Banque Postale, et de le maintenir dans le temps. **Les**

prestataires de services sur actifs numériques (PSAN) français sont quasiment tous positionnés en aval de la chaîne de valeur, ce qui nous rend dépendant, en particulier de plateformes américaines. || me semble nécessaire, a minima au niveau européen, au mieux français, de disposer d'une grande plateforme d'échange.

Une façon de court-circuiter le problème du compte bancaire pourrait être simplement aussi de casser le monopole sur les comptes bancaires, ou la nécessité d'en ouvrir un pour lancer une entreprise. Déjà en Suisse, il est possible de constituer une société avec un apport en capital en crypto, conservé sur un portefeuille personnel. Forcer l'ouverture d'un compte alors qu'il existe maintenant une alternative relève d'un anachronisme qui n'a d'autre raison d'être que de protéger le secteur bancaire privé.

Pour les secondes, les entreprises de minage, il s'agit d'un enjeu majeur en termes de contrôle de la gouvernance du réseau. EDF pourrait parfaitement utiliser les surplus et les extra-capacités du nucléaire ou des ENR pour améliorer sa rentabilité, favoriser la transition énergétique et garantir la souveraineté nationale. Je peux personnellement assez bien projeter une vision où dans le futur une partie substantielle du minage serait opérée par des entreprises publiques d'électricité. Cela fait parfaitement sens pour profiter au mieux de la capacité du minage à effacer sa consommation du réseau à la demande, aidant ainsi les opérateurs à gérer celui-ci. Il pourrait être intéressant de favoriser l'émergence d'un producteur d'ASICs (les machines spécialisées pour le minage) en France aussi.

Il y a ensuite des mesures un peu plus techniques comme la fiscalité. Instaurer un régime fiscal simplifié pour les particuliers pour les paiements en crypto, avec un abattement forfaitaire, semble être une bonne idée pour ne pas freiner l'adoption. A l'heure actuelle, si vous achetez une baguette de pain en bitcoin, vous créez un événement fiscal vous

forçant à calculer la plus-value réalisée en échangeant vos bitcoins contre une baguette de pain, puis à rapporter cette plus-value sur la valeur latente de l'ensemble de votre portefeuille d'actifs numériques. Autant dire que soit les gens ne déclarent pas, soit ils évitent de payer en crypto. Le seul abattement qui existe aujourd'hui est annuel, et non par opération de paiement.

Pour les sujets hors Bitcoin, il me semble crucial de favoriser l'émergence d'un stablecoin Euro digne de ce nom, et remettre la BCE à sa place sur le sujet de l'Euro Numérique, pour lequel elle n'a pas de mandat démocratique. Aujourd'hui à l'inverse, à cause d'un manque de compréhension du sujet et d'un amalgame fait avec le projet Libra/Diem de Facebook, les autorités se sont persuadées que les stablecoins étaient des menaces pour la « souveraineté monétaire ». Dans la réalité, les Etats-Unis, encore une fois, se frottent les mains, car les stablecoins sont en réalité une extension du domaine de la lutte. Aujourd'hui ils représentent une capitalisation supérieure à 100 milliards de dollars, et 99% sont des représentations du dollar américain. Au lieu de favoriser la compétitivité de l'euro dans l'espace numérique, le parlement européen a introduit dans le règlement MICA une épée de Damoclès, un Veto de la BCE permettant d'arrêter à sa convenance n'importe quel projet de stablecoin euro.

Enfin, il faut soutenir les efforts de l'industrie bancaire et financière à s'orienter vers la jetonisation des titres financiers traditionnels.

J'ajouterais sur un autre plan que briser le tabou autour de Bitcoin est aussi important dans le monde académique. Les personnes souhaitant aujourd'hui faire des thèses sur ce sujet sont des parias qui se voient refuser encadrement et financement, et sont donc obligés de camoufler leur véritable objet d'étude derrière des prétextes génériques comme « le numérique » « les start-ups » etc. C'est tout simplement indigne et choquant. Et ce problème n'est pas que Français

malheureusement, des témoignages existant aussi aux Etats-Unis.

8/ Le mouvement de désintermédiation est un mouvement centrifuge. Est-il amené à pulvériser les corps sociaux auxquels nous sommes habitués, ou au contraire, travailler à la constitution de nouveaux ensembles politiques, de nouvelles cités « souveraines » ? Ou serions-nous « condamnés » à assurer seuls notre propre souveraineté personnelle, à ne plus compter que sur nous comme « alter de confiance » ?

La souveraineté personnelle n'est pas exclusive de la souveraineté collective, il s'agit d'un équilibre. Pour reprendre la distinction que fait Benjamin Constant dans son discours « De la liberté des anciens comparée à celle des modernes », la liberté a changé de signification au cours du temps. Dans la Grèce antique, berceau de la démocratie, la liberté avait pour prix. l'esclavage d'une partie significative de la population, et l'exclusion des femmes du corps social. Par ailleurs, même les citoyens n'étaient pas « libres » au sens moderne. En atteste la condamnation à mort de Socrate pour avoir simplement philosophé, et fut accusé ainsi de corrompre la jeunesse. La liberté antique était une liberté collective : Athènes est libre face aux Perses. C'est la cité qui exprime sa liberté.

Constant argue que les Lumières ont modifié le curseur, et ont introduit les concepts de libertés fondamentales. Ce sont les individus qui sont libres, et le collectif doit garantir les droits des individus. La loi préserve ma liberté de penser, de me déplacer, de me réunir, de manifester, etc.

La question que l'on peut poser à mon sens est : **peut-on avoir une société où les libertés individuelles fondamentales sont garanties si l'Etat, ou le collectif, n'est pas suffisamment fort pour se prémunir d'influences, incursions, voire invasions étrangères ?** Ma réponse personnelle serait plutôt

non. Et à ce titre, c'est un arbitrage qu'il convient de faire, un contrat social : où placer le curseur pour préserver un maximum nos libertés fondamentales, tout en donnant la capacité à l'Etat d'être suffisamment fort pour nous défendre tous en tant que collectif, nation, peuple.

Dans la société actuelle, il est largement possible d'argumenter que le curseur est dorénavant significativement déplacé vers les restrictions aux libertés fondamentales. Et ce n'est pas qu'une affaire de cryptos évidemment, il suffit de regarder l'actualité régulièrement. **En ce moment, la nouveauté c'est d'interdire les VPN... Comme évoqué dans une autre question plus haut, notre société est droguée au contrôle, car elle est anesthésiée au risque, qui est le corollaire inévitable de la liberté. Une dictature est toujours mieux organisée qu'une société libre. Rousseau disait : « On vit aussi tranquille dans les cachots. En est-ce assez pour s'y trouver bien ? ».**

L'Europe vivant dans un monde imaginaire et fantastique dans lequel il n'y a que des consommateurs qu'il faudrait protéger d'eux-mêmes, nous avons pris la fâcheuse tendance à empêcher et restreindre par précaution. Dans le monde des cryptos, ça se traduit par un régime juridique français encadrant les cryptos depuis 2019 (enregistrement auprès de l'Autorité des Marchés Financiers si vous souhaitez opérer en France). Quand on enlève la brume des bons sentiments, on constate que les entreprises françaises n'ont pas pu émerger face à la concurrence, et que les Français utilisent des services étrangers. Résultat des courses : la France perd une industrie, les Français utilisent des services étrangers, et ne sont même pas protégés, puisque ces services sont offshores et souvent moins-disants.

En résumé, je pense que la capacité à reprendre la possession de ses actifs, ou du moins, en avoir l'alternative accessible, est absolument salutaire pour se prémunir de dérives autoritaires qui sont en cours. Pour le dire autrement et de

manière claire : les cryptos, Bitcoin en particulier, sont un test pour nos démocraties, permettant de révéler notre appétence collective à la liberté ou à la servitude volontaire et au contrôle. C'est un euphémisme que de dire que nous sommes en train de rater ce test, et que nous validons plutôt la thèse de La Boétie.

9/ Pouvez-vous (re)définir l'idée de « valeur » en 2023 ? Qu'est-ce qui donne de la valeur à un bien matériel ou immatériel et pour quelle raison ?

Question difficile. La valeur est subjective. La valeur de quelque chose c'est l'importance qu'on lui accorde relativement au reste. Le prix, lui, est une tentative de marché pour étalonner les valeurs entre elles et entre les individus. Dans un marché en concurrence pure et parfaite, le prix est le meilleur outil d'information des individus, leur permettant de prendre les décisions les plus éclairées quant à leur comportement économique. Le problème évidemment, c'est que la concurrence pure et parfaite est un cadre théorique similaire au « sans frottements » en physique : il n'est jamais vrai.

Ce qu'on peut dire néanmoins, c'est que lorsque la monnaie se déprécie structurellement par l'inflation, c'est-à-dire qu'elle vous brûle les doigts, votre appétence pour des objets autres que la monnaie (actifs en tous genre, consommation etc.) augmente.

La construction du système monétaire n'est donc pas un simple artefact d'économiste de salon, mais quelque chose de systémique et d'anthropologique car elle vient affecter notre rapport au monde et à la valeur. Et plus fondamentalement, elle vient affecter la valeur qu'on accorde à la ressource la plus rare et la plus précieuse : le temps. Un système inflationniste incite à des comportements court-termistes. **Si votre argent perd sa valeur tous les jours, vous n'avez aucun intérêt à préserver de l'épargne dans le temps. Vous êtes**

encouragés à l'insouciance de la consommation immédiate.

Je réitère donc l'idée exprimée plus haut : le système monétaire actuel est un système hédoniste qui ne permet pas la sobriété et incite les agents économiques à ne pas prévoir le long terme. C'est un chamboulement artificiel des systèmes de valeur des individus.

10/ Accepteriez-vous de décrire votre biotope psychopolitico-spirituel et essayer d'établir des liens de causalité avec votre promotion d'un monde désintermédié ? Que tenez-vous pour sacré ?

Comme évoqué plus haut, je n'ai pas d'affinité particulière pour la désintermédiation en tous temps en tous lieux et en tous contextes. Elle est un moyen, pas une fin. Je ne souhaite pas la disparition des Etats ou des Nations, mais peut-être qu'en France il pourrait être pertinent parfois de déléguer certaines compétences, de décentraliser le pouvoir. Je ne souhaite pas l'atomisation d'individus réduits à leur statut de consommateur parfait dans une économie mondialisée. Je déplore à ce titre que l'Europe soit incapable de se penser comme autre chose qu'un marché de consommation géant. Pour faire plaisir au consommateur, tout le monde se presse, mais dès qu'il s'agit de parler du citoyen il n'y a plus personne.

Je m'inscris personnellement dans une ligne que l'on pourrait historiquement rattacher à une sorte de gauche III^e République, universaliste, laïque et souverainiste.

Etant donné le mouvement sinistrogyre de la politique, je suppose que ça me met aujourd'hui dans un camp un peu déserté à mi-chemin entre le libéralisme et le conservatisme gaullien. Mais je ne suis pas un grand fan des cases. Je déplore par exemple que la gauche soit obnubilée par les problématiques sociétales, mais aussi que la droite soit absente de la question écologique. Qu'une partie de la gauche renie largement l'universalisme et la laïcité émancipatrice, pour lui préférer un immobilisme identitaire, un refus de

l'assimilation confinant au communautarisme, mais aussi que la droite soit aveugle aux inégalités que les fortunes diverses ont pu générer. De manière générale, je reconnais à la gauche une capacité à avoir une pensée systémique, et à intégrer dans son raisonnement les effets de l'environnement social et sociétal sur l'individu, ce qui est crucial pour éclairer la puissance publique. Mais je lui reproche de trop souvent franchir la ligne entre une pensée systémique et une pensée essentialisante et mono-factorielle, collant facilement des étiquettes et enfermant dans des cases les individus. A l'inverse, je reconnais à la droite la capacité de penser et défendre en général la liberté individuelle, mais je lui reproche son inclination contradictoire à préserver les rentes, ou encore sa naïveté sur les pressions systémiques auxquelles sont soumis les individus, affectant ainsi leur liberté individuelle.

Je suis à l'heure actuelle assez orphelin politiquement donc. **Mais je pense sincèrement que Bitcoin peut être une pierre angulaire d'un nouveau récit collectif qui nous permette de faire Nation.** Un outil permettant de ralentir collectivement, et d'imposer à toutes et tous une sobriété systémique pour avoir une chance de préserver l'environnement, tout en évitant l'écueil de l'autoritarisme et en préservant les libertés fondamentales. Un outil de souveraineté dont de Gaulle aurait parfaitement pu se faire l'avocat. Un outil innovant sur lequel les cartes ne sont pas encore distribuées, ce qui signifie que nous pourrions tirer notre épingle du jeu, et exercer une influence importante sur l'infrastructure financière et monétaire de demain.

☐☐ Mezze de tweets

Le groupe [@GroupeFnacDarty](#) et [@cevalogistics](#), filiale de [@CmaCgm_France](#), ont signé un accord pour fonder une entreprise commune, avec pour ambition de "devenir un acteur majeur européen du marché de la logistique e-commerce". <https://t.co/0VZIWep0Ip>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 5, 2023](#)

Vente d'entreprises stratégiques françaises : "3 pays nous sont hostiles : les États-Unis, la Chine et l'Allemagne !", explique Augustin de Colnet [#BercoffDansTousSesÉtats](#)
☐ <https://t.co/QKa5Efuc2W> pic.twitter.com/SyrWYDRqxs

– Sud Radio (@SudRadio) [October 3, 2023](#)

Quand le créateur de [#ChatGPT](#) laisse entendre que les "humains médians" pourraient être remplacés au travail par l'intelligence artificielle... Deux questions nous viennent à l'esprit :

- 1) Qu'est-ce qu'un humain médian ?
- 2) En êtes-vous un ? <https://t.co/nM0ax0px0i>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 4, 2023](#)

"Espionnage chinois : de l'ENA à Polytechnique, le réveil douloureux des grandes écoles. Depuis plus de vingt ans, les grandes écoles françaises ont multiplié les partenariats avec des établissements chinois. Non sans risques." <https://t.co/XmdTR9aRBT>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 4, 2023](#)

□ "Accord de transfert de données transatlantique ou [#Waterloo](#) de la donnée ? Le parlementaire centriste français [@platombe](#) a proposé de suspendre le nouveau cadre de protection des données avant son acceptation formelle." <https://t.co/oVktWBDBuf>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 30, 2023](#)

[#Blinksight](#) □□ : une entreprise normande passe sous pavillon américain chez [#Apple](#) □□. <https://t.co/Jwm0TM63fU>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 3, 2023](#)

"L'Union européenne ne veut plus être la grande naïve du commerce mondial." <https://t.co/wG1Jb2KgTs>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 3, 2023](#)

Des lots de bois issus des forêts iséroises achetées par la Chine. <https://t.co/S6JKGuahoK>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 3, 2023](#)

Des lots de bois issus des forêts iséroises achetées par la Chine. <https://t.co/S6JKGuahoK>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 3, 2023](#)

Le [#Fehmarnbelt](#) : un fabuleux tunnel sous-marin entre l'Allemagne et le Danemark. <https://t.co/LD3ZWTh06>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 3, 2023](#)

☐☐ Hors spectre



Black Spruce Ledge, N. C. Wyeth, 1939

En règle générale, les hommes civilisés sont plus malpolis que les sauvages car ils savent qu'ils peuvent se montrer grossiers sans se faire fendre le crâne pour autant. Robert E. Howard

Étude "Dataviz" : Quelle

influence de Souveraine Tech sur X (Twitter)?

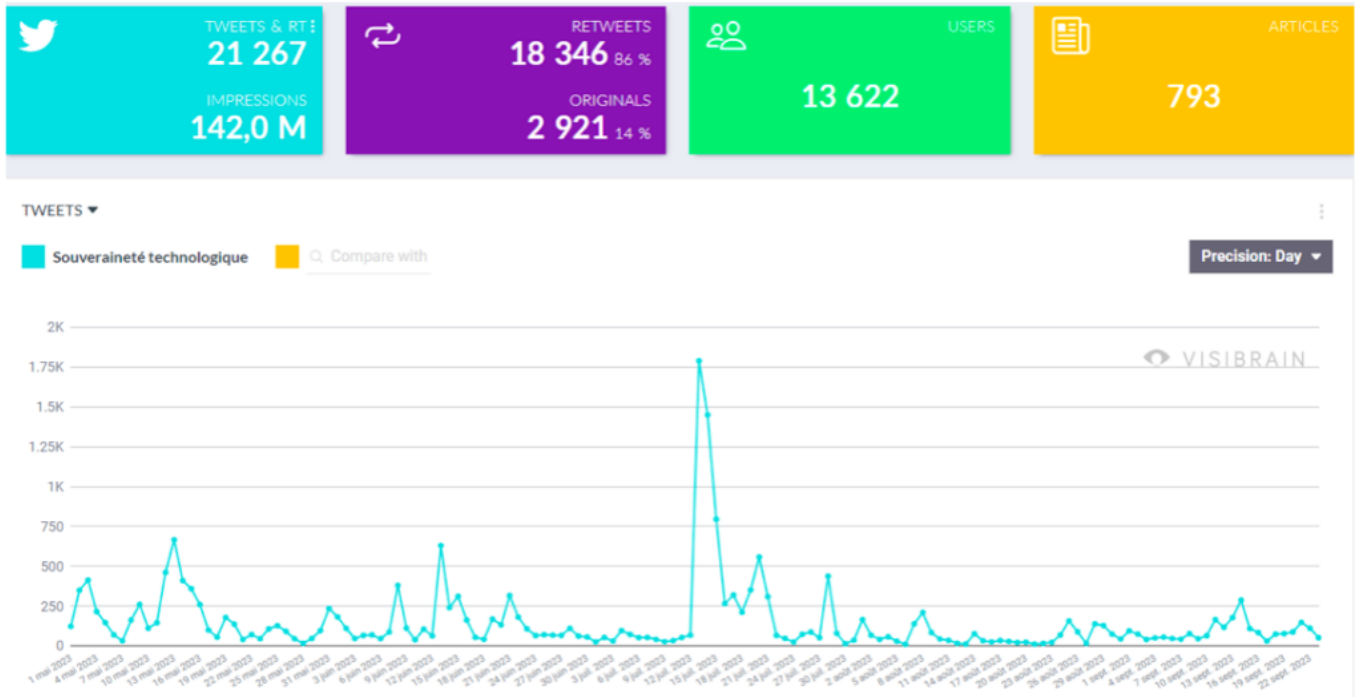
Voici une étude #Dataviz réalisée par [Guillaume Sylvestre](#), expert en analyse de l'influence et de la désinformation sur les réseaux sociaux, chercheur associé à l'Ecole Nationale Supérieure de la Police, directeur Digital Intelligence de l'[ADIT](#)

Souveraine Tech, au cœur des défenseurs de la souveraineté industrielle, numérique, et technologique sur Twitter (X)

Le souverainisme n'est plus un tabou politique, c'est un fait. **La crise Covid a révélé la fragilité et la dépendance de nos économies, et cette thématique auparavant réservée aux extrêmes est reprise par presque l'ensemble du champ politique.** A ce titre, la polémique suite à la désignation de l'américaine Fiona Scott Morton en tant qu'économiste en chef à la Direction Générale de la Concurrence de l'Union Européenne est révélatrice : **la majorité de la classe politique française s'est indignée du choix d'une américaine à ce poste, par ailleurs ayant travaillé pour les GAFAMs.** Si elle a finalement choisi de démissionner, notons que son prédécesseur partageait un parcours similaire, et [indiquait dans une interview que si l'industrie européenne n'était pas compétitive, elle n'avait qu'à disparaître ...](#)

Afin d'analyser plus concrètement qui porte ce discours aujourd'hui, j'ai capté via la [plateforme de veille Visibrain](#) l'ensemble des conversations Twitter autour de la souveraineté technologique, via les termes suivants : #souverainetétechnologique, et souveraineté ajoutée à technologique / industrielle / numérique. **Du 1^{er} mai au 24 septembre 2023, cela donne un peu plus de 21 000 tweets,** avec un pic mi-juillet lié justement à la polémique autour de Fiona

Scott Morton :



Les tweets les plus repris correspondent en effet à ce sujet :

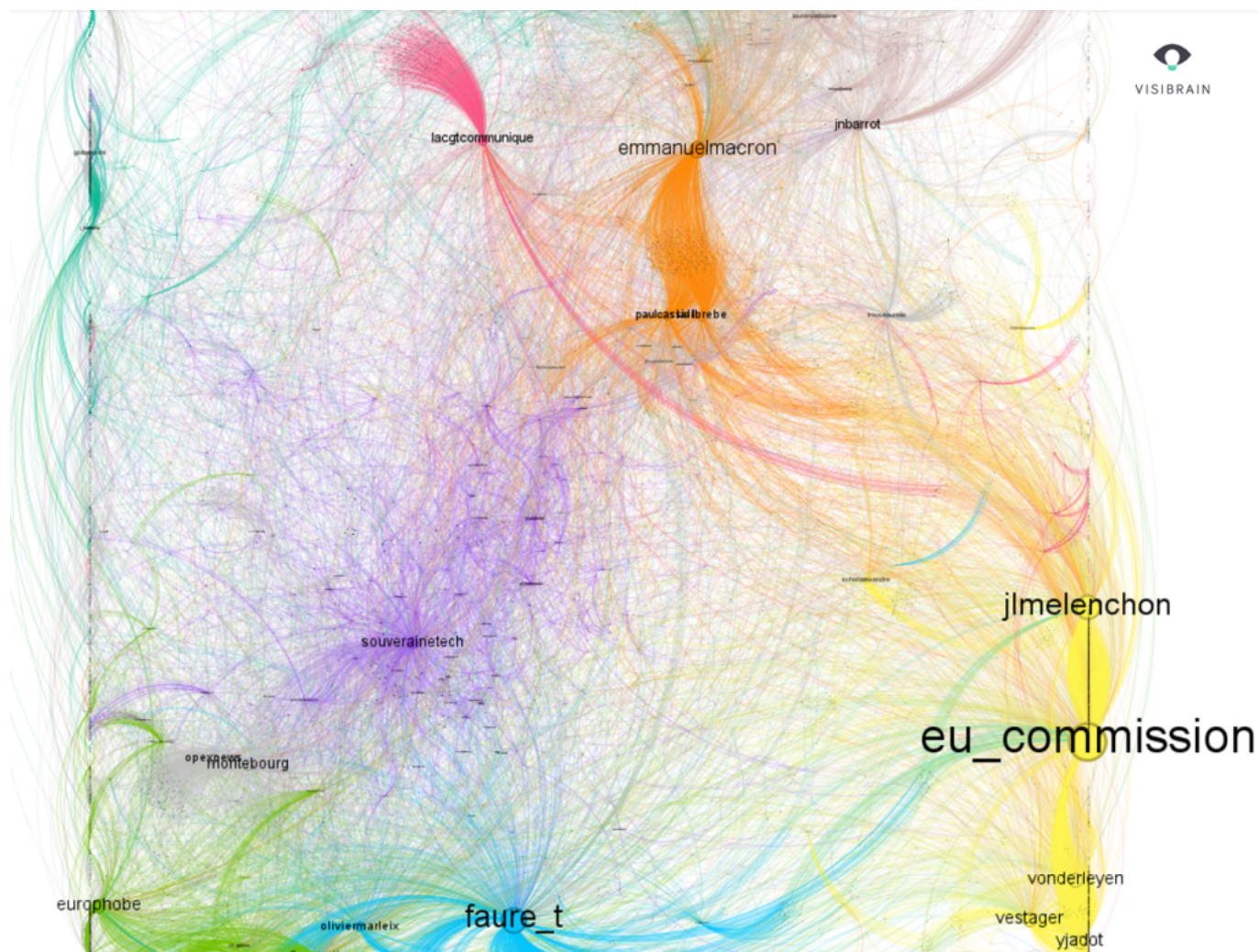
The figure displays three tweets related to the nomination of Fiona Scott Morton. The first tweet is from Jean-Luc Mélenchon (@JLMelenchon) dated July 13, 2023, with 1,630 retweets. The second tweet is from Thomas Faure (@faure_t) dated July 14, 2023, with 1,220 retweets and includes a link to a petition. The third tweet is from Yannick Jadot (@yjadot) dated July 13, 2023, with 825 retweets. Each tweet includes engagement metrics like replies, quotes, and likes.

Néanmoins, ce ne sont pas forcément les plus influents : **les politiques ont un réseau d'abonnés important qui leur assure de la visibilité, mais celui-ci fonctionne souvent en vase clos.** L'utilisation de la datavisualisation, via l'outil d'analyse en sciences sociales Gephi, permet de cartographier les liens entre les individus selon leurs mentions Twitter. **Cela permet de reconstituer les communautés actives autour**

d'une thématique, et d'identifier les acteurs au centre du réseau.

Des politiques actifs mais isolés, à côté d'acteurs moins repris mais plus centraux

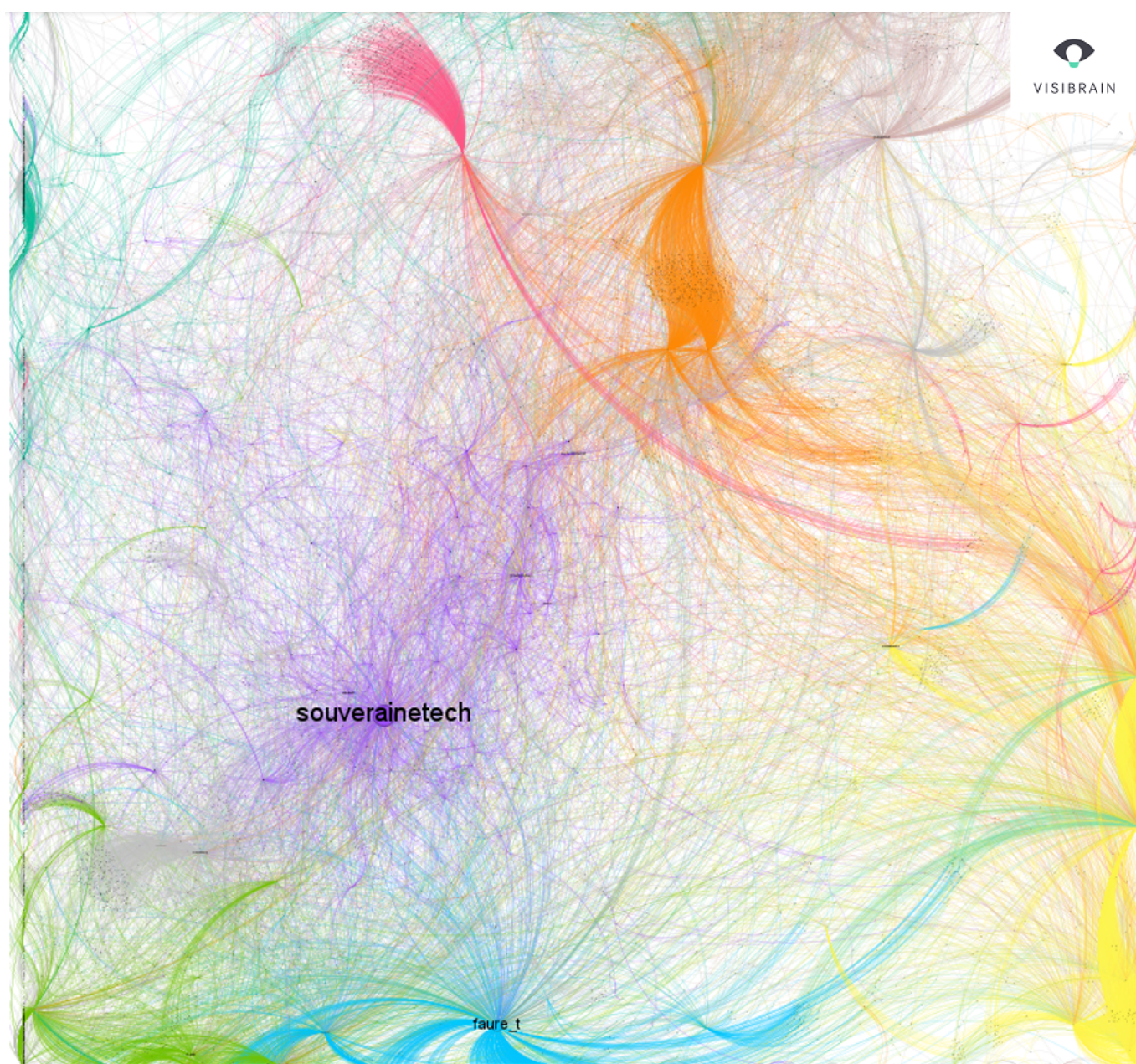
L'influence, ce n'est pas seulement la capacité à être repris par son réseau. **Un point clé pour qu'un message porte est d'arriver à toucher d'autres acteurs dans d'autres communautés.** La datavisualisation des tweets, en valorisant la taille des comptes en fonction de leurs mentions, montre un réseau globalement éclaté sur le sujet de la souveraineté technologique, avec des acteurs politiques dont les communautés ne se parlent pas :



Pour autant, on note au centre une communauté violette autour

du compte de [@SouveraineTech](#), animé par [Bertrand Leblanc-Barbedienne](#), dont la défense des thématiques de souveraineté en fait logiquement un acteur central. Son influence était déjà visible en 2020 sur le sujet, [quand il a commencé à s'y intéresser](#).

Une seconde datavisualisation, **utilisant un algorithme valorisant les acteurs au centre des échanges, qui influent sur plusieurs communautés**, est ainsi révélatrice de l'influence de @SouveraineTech sur les échanges autour de la souveraineté technologique :



On notera également le score important de [Thomas Fauré](#), président et fondateur de [Whaller](#), plateforme collaborative souveraine, auprès duquel Bertrand Leblanc-Barbedienne exerce des fonctions de conseil. Très actif sur les sujets autour de la souveraineté numérique, sa pétition contre la nomination de Fiona Scott Morton a été largement reprise et diffusée, notamment par des politiques :

Thomas Fauré @faure_t
Chers amis sensibles au sujet de la souveraineté numérique, je lance aujourd'hui cette #pétition pour l'annulation de la nomination de Fiona Scott Morton en tant qu'Économiste en Chef en charge de la Concurrence au sein de la Commission Européenne. Aidez-moi à la relayer, nous... pic.twitter.com/0b8RTZ3mgA
14 juil. 2023 10:33 1 279 Retweets 160 Replies 92 Quotes 1 594 Likes 255 499 Views

fr Olivier Marleix @oliviermarleix
Je signe. Dans une guerre économique, où l'enjeu est notre souveraineté numérique, on ne recrute pas comme général en chef le citoyen d'une puissance rivale.
Thomas Fauré @faure_t
Chers amis sensibles au sujet de la souveraineté numérique, je lance aujourd'hui cette #pétition pour l'annulation de la nomination de Fiona Scott Morton en tant qu'Économiste en Chef en charge de la Concurrence au sein de la Commission Européenne. Aidez-moi à la relayer, nous... pic.twitter.com/0b8RTZ3mgA
14 juil. 2023 10:33
14 juil. 2023 19:47 345 Retweets 96 Replies 15 Quotes 631 Likes 42 090 Views

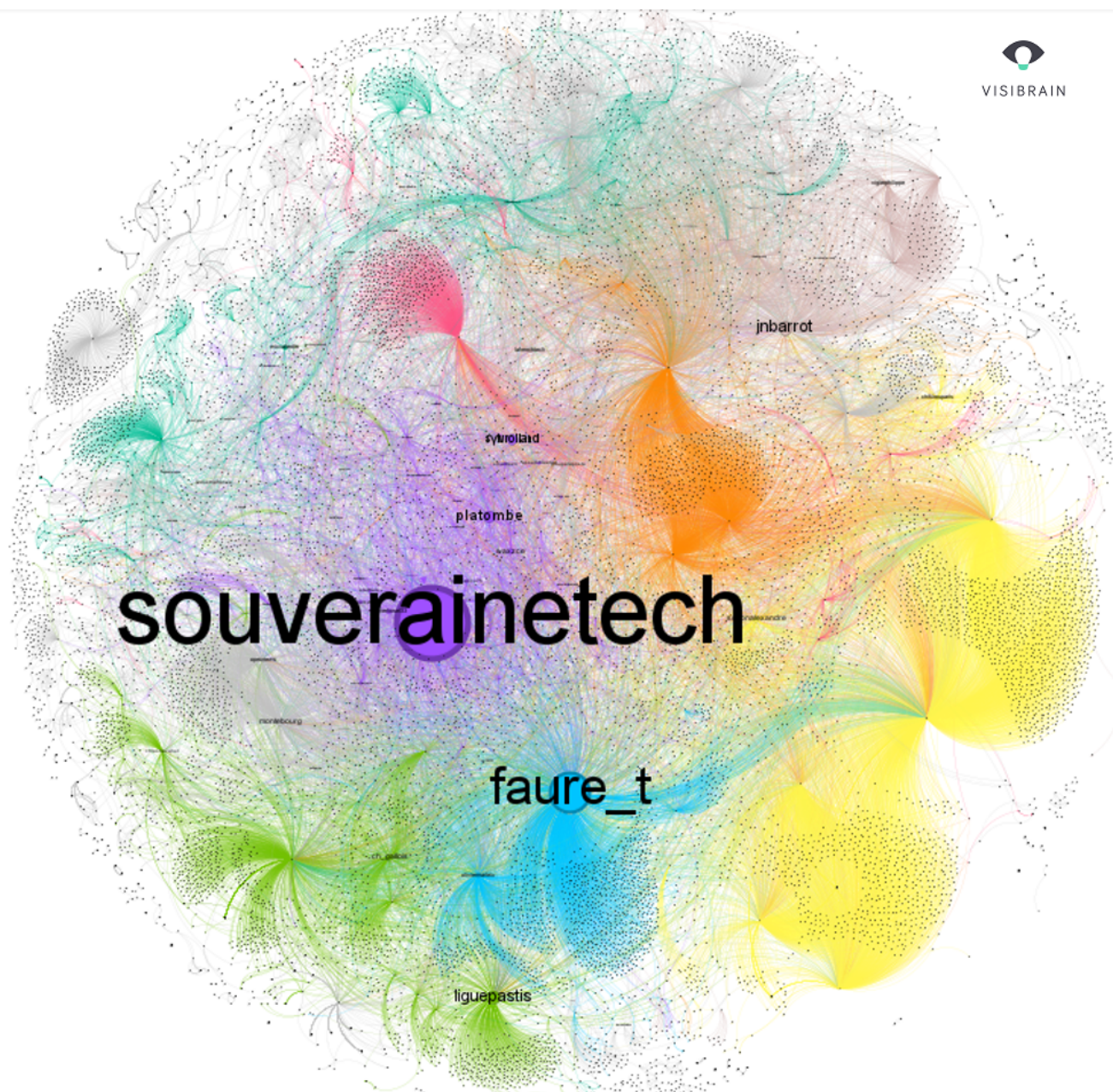
Laurence Muller-Bronn, sénatrice du Bas-Rhin @MullerBronnL
J'ai signé cette #pétition contre la nomination scandaleuse de l'américaine Fiona Scott Morton au sein de la @EU_Commission Après la souveraineté alimentaire, énergétique, sanitaire et industrielle, c'est désormais notre souveraineté numérique qu'il faut défendre #GAFAM <https://t.co/RSKPHf4kz>
Thomas Fauré @faure_t
Chers amis sensibles au sujet de la souveraineté numérique, je lance aujourd'hui cette #pétition pour l'annulation de la nomination de Fiona Scott Morton en tant qu'Économiste en Chef en charge de la Concurrence au sein de la Commission Européenne. Aidez-moi à la relayer, nous... pic.twitter.com/0b8RTZ3mgA
14 juil. 2023 10:33
17 juil. 2023 16:00 130 Retweets 10 Replies 2 Quotes 217 Likes 3 577 Views

Quelques politiques peu repris mais influents sur la souveraineté numérique

L'utilisation d'un algorithme de spatialisation permet d'adapter la distance entre les communautés, pour une meilleure visualisation de celles-ci, tout en gardant une distance entre les acteurs, liée à leurs interactions. Cela permet de constater les liens entre la communauté de @Souverainetech (en violet) et celle de @faure_t (en bleu). Une partie de la communauté de Thomas Fauré a également repris des tweets ciblant le compte de la Commission Européenne.

Cartographie des comptes Twitter au centre des échanges

sur la souveraineté technologique du 1^{er} mai au 24 septembre 2023



Deux politiques de la majorité se retrouvent également dans la visualisation des comptes plus centraux dans les échanges :

- [Philippe Platombe](#), député Modem de Vendée, très actif sur la souveraineté numérique, et actuellement mobilisé contre le projet d'accord entre l'Union Européenne et les Etats-Unis sur le transfert de données ou encore [l'utilisation des outils Microsoft dans certains ministères](#). C'est également un soutien revendiqué de @SouveraineTech.



Les Éclaireurs du Numérique @LesEclaireurs_

36 (re)tweets

Le scandale du Health Data Hub et les données de santé des français continue. A aucun moment il ne semble prévu de les migrer, contrairement aux engagements pris. Voici ce que nous expliquait @platombe dans notre podcast : leseclaireursdunumerique.fr/souverainete-n...



Philippe Latombe @platombe

Le @HealthDataHub refuse d'engager sa migration cloud vers une solution souveraine européenne avant le T3 de 2025 et refuse à un parlementaire la transmission d'un benchmark rédigé par un cabinet privé & payé par des deniers publics 😞😞😞. Mon communiqué de presse pic.twitter.com/dC3R3rE8ZC

4 mai 2023 11:08

4 mai 2023 22:07 36 Retweets 1 Replies 0 Quotes 41 Likes 3 917 Views



Sylvain Rolland @SylvRolland

32 (re)tweets

Et c'est reparti : avant @maxschrems, le député @platombe attaque en justice le #DataPrivacyFramework, le nouveau cadre pour le transfert des données UE-US, qu'il estime illégal vis à vis du RGPD. Pour tout comprendre aux enjeux (énormes) : latribune.fr/technos-medias... via @LaTribune

11 sept. 2023 10:01 31 Retweets 1 Replies 3 Quotes 33 Likes 6 055 Views



Linagora @linagora

11 (re)tweets

Retour sur le soutien de @platombe à l'écosystème du Libre avec un message très clair : "Sans Logiciel Libre, on aura une perte de souveraineté !" tinyurl.com/5f48bc7j #opensource #numérique #souveraineténumérique #CRA pic.twitter.com/VOZGBaOoot

18 sept. 2023 18:04 10 Retweets 2 Replies 0 Quotes 17 Likes 1 237 Views



Souveraine Tech @SouveraineTech

10 (re)tweets

FR #Verbatim : "Longue vie à @SouveraineTech, qui dans un style inimitable, bien loin des poncifs de la com, nous pousse à une réflexion de fond sur la #souverainetétechnologique, met le doigt sur les questions qui fâchent et permet le débat." @platombe, qui interviendra au... pic.twitter.com/Ks1haonoqi

23 août 2023 16:57 9 Retweets 0 Replies 0 Quotes 18 Likes 1 192 Views



- [Jean-Noël Barrot](#), ministre délégué chargé du numérique, qui fait preuve d'un volontarisme plus fort que son prédécesseur Cédric O sur le sujet – [devenu célèbre après avoir porté un maillot Google lors d'un évènement caritatif](#) ...



Jean-Noël Barrot @jnbarrot

77 (re)tweets

Avec le rachat d'Imperva, entreprise américaine de cybersécurité, @thalesgroup rentre dans le top 5 des leaders mondiaux de la sécurité informatique. Une excellente nouvelle pour l'économie française et notre souveraineté numérique ! lesechos.fr/industrie-serv...

26 juil. 2023 12:33 79 Retweets 13 Replies 10 Quotes 227 Likes 20 957 Views



Jean-Noël Barrot @jnbarrot

27 (re)tweets

Mettre fin aux pratiques déloyales des géants du numérique, rétablir les règles d'une concurrence saine et garantir notre souveraineté : c'est toute l'ambition du projet de loi pour sécuriser et réguler l'espace numérique.



Sylvain Rolland @SylvRolland

20 entrepreneurs du cloud/cyber/quantique appellent dans @LaTribune les sénateurs à valider la loi numérique de @jnbarrot qui protège les acteurs européens des déloyales dans le #cloud latribune.fr/opinions/tribu... via @latribune @waxzce @faure_t @AlexZapolsky @tehris_elena

27 juin 2023 08:29



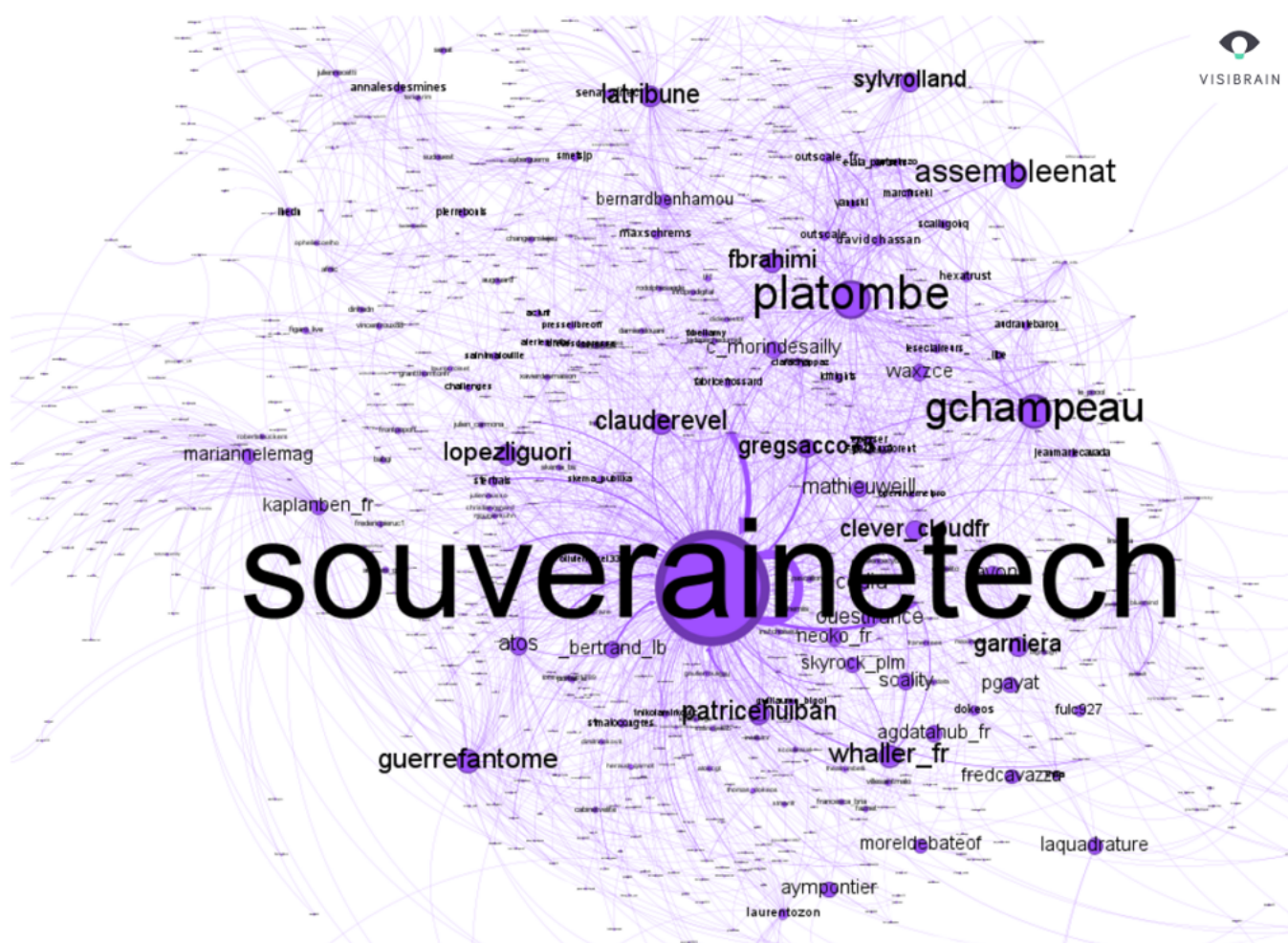
Notons que ces deux élus sont membres du Modem, un parti tout désigné pour s'intéresser à la souveraineté numérique !

La communauté de SouveraineTech, mélange d'experts et de politiques de tous bords réunis autour de la défense de la

souveraineté technologique

Avec près de 10% du total du corpus, la communauté autour de SouveraineTech est la 3^{ème} plus importante – la première avec 15% du corpus correspondant aux réactions ciblant la Commission Européenne sur la nomination de Fiona Scott Morton, la seconde aux reprises de la pétition de Thomas Fauré (12% du corpus). **La communauté de SouveraineTech reste la plus centrale.**

Cartographie de la communauté de @SouveraineTech sur Twitter (mentions de la souveraineté technologique, industrielle ou numérique du 1^{er} mai au 24 septembre 2023)



On retrouve plusieurs profils, au cœur des sujets de souveraineté technologique :

- **Guillaume Champeau**, directeur des affaires publiques du français Clever Cloud, [partenaire du colloque organisé par SouveraineTech](#) sur la souveraineté technologique.



- **Catherine Morin-Desailly**, sénatrice centriste [très impliquée sur les sujets numériques](#), par ailleurs reprise par les experts du secteur notamment pour ses interventions sur la loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique.



- **Fadhila Brahimi**, experte des sujets numériques, qui organise des live pour échanger avec des personnalités, par exemple @platombe et [@pbeysac](#) (porte-parole du parti pirate) sur [la levée de l'anonymat sur Internet](#) –

qui théoriquement n'existe pas pour autant que les plateformes acceptent de répondre aux réquisitions dans des affaires de harcèlement en ligne...

- **Claude Revel**, mentionnée notamment via un [entretien avec SouveraineTech](#), pionnière des politiques d'intelligence économique en France dans les années 90, ancienne Déléguée interministérielle à l'intelligence économique dans les années 2010.

Au-delà, on notera une relative diversité dans les profils qui mentionnent @SouveraineTech, sur un spectre politique très large, de façon assez similaire à d'autres acteurs qui s'intéressent à ces sujets, tel que [Thinkerview](#).

Classement des comptes Twitter avec le plus d'abonnés ayant repris @SouveraineTech

 <p>Arnaud Montebourg @montebourg Entrepreneur (http://bleu-blanc-ruche.fr - http://lamemere.fr - http://compagniedesamandes.com La Ferromobile). Ancien ministre de l'économie. Joined 27 août 2009 4,9 k tweets 6,3 k following 436 k followers 435 996 followers</p>	 <p>Yves Pozzo di Borgo @yvesPDB Sénateur (2004-2017) Conseiller Paris7e (1998-2020) ex-IGAENR ex-COE OSCE UIP ex-Af Commissions Européenne AE Défense ex-Administrateur Tour Eiffel (2001-2020) Paris Joined 28 févr. 2014 693 k tweets 34 k following 102 k followers 102 094 followers</p>	 <p>OpexNews @OpexNews * Veille « citoyenne » sur les enjeux #militaire et #BITD Parle aussi #Souveraineté #espionnage #diplomatie #Industrie Activez les notifications 📢 Joined 5 juil. 2009 70 k tweets 1,7 k following 69 k followers 68 600 followers</p>	 <p>Front Populaire @FrontPopOff VISIBRAIN Front Populaire, le média des souverainistes : une revue de réflexions + une plateforme web participative d'infos, décryptages et commentaires frontpopulai... Joined 27 mars 2020 8,9 k tweets 559 following 68 k followers 68 245 followers</p>
 <p>Emmanuelle Gave @GaveEmmanuelle Mère Lauréate du Barreau de Paris. DEA Droit des Affaires-(Paris II) LL.M Duke University. Institut des Libertés. France Joined 17 juil. 2019 25 k tweets 13 k following 67 k followers 67 087 followers</p>	 <p>Guillaume Champeau @gchampeau Legal and public affairs @clever_cloud // founder of @Numerama (no longer working there) // ex @qwantcom // @fchantes supporter // chess player France Joined 9 mars 2009 133 k tweets 5,1 k following 62 k followers 62 002 followers</p>	 <p>fabienne billat @fadouce Com, veille stratégique- Speaker-Membre CDC* Comité stratégique @CaisseDesDepots -Ambassadrice @digitalEU Chroniqueuse @TrenchTechOff Lyon, Paris Joined 15 mars 2010 54 k tweets 3,1 k following 52 k followers 52 085 followers</p>	 <p>Elise Blaise @BlaiseElise Directeur de la rédaction de @tvofficiel Retrouvez-moi dans le #JT et #eSamedisPolitique Canterbury Joined 2 nov. 2011 8,8 k tweets 976 following 50 k followers 49 590 followers</p>
 <p>Jean-Yves Le Gallou @jygallo Ancien député européen /Président de Polémia/ Essayiste Animateur d'i média sur TV Libertés /Cofondateur de l'Institut Illade/ Alpiniste Paris Joined 22 oct. 2013 52 k tweets 2,6 k following 48 k followers 47 737 followers</p>	 <p>Laurent Ozon @LaurentOzon Il y a assurément un autre monde, mais il est dans celui-ci. Paul Eluard Analyste technique et scientifique Contactez-moi via laurent.ozon@pm.me ile-d'Arz, France Joined 9 oct. 2010 27 k tweets 1,1 k following 45 k followers 44 291 followers</p>	 <p>jmiptyt photography @jmiptyt Membre @ADAGP. Contributeur @GettyImages - Ambassadeur #Cotedazurfrance - #Artiste #Photography for sale as an art print on http://fr.mylabphoto.com/?id=1025503 Provence-Alpes-Côte d'Azur Joined 25 avr. 2015 1 M tweets 19 k following 34 k followers 34 090 followers</p>	 <p>Fabrice Epelboin @epelboin Creative technologist, serial entrepreneur, teacher #infowar #cyberwar #geopo (ex CELSA, ScPo Paris, IAE Poitiers), Stephen Colbert wannabe. #Team @_Reflets. 128.0.0.1 Joined 22 févr. 2008 111 k tweets 5,8 k following 32 k followers 31 812 followers</p>

Si le sujet de la souveraineté technologique et numérique a réussi à s'imposer ces dernières années, touchant même la majorité présidentielle qui y était si peu sensible il y a encore deux ans (cf scandale du Health Data Hub ...), **c'est en grande partie grâce au travail effectué par @SouveraineTech pour sensibiliser sur le sujet, et valoriser les acteurs français du numérique et de la souveraineté.** Ceux-ci prennent

de plus en plus la parole, n'hésitent pas à dénoncer des décisions politiques, ce qui aurait été impensable il y a quelques années (cf la pétition contre Fiona Scott Morton), et à prendre leur part au débat public.

Il ne manque maintenant plus qu'aux leaders français du numérique et des secteurs souverains d'être plus présents dans le débat public, d'investir plus en influence et en lobbying : ce sont les GAFAM aujourd'hui qui mettent le plus de moyens, car ils savent que nous sommes à un tournant, et le vent ne va pas dans leur sens ... Espérons que **le premier colloque de SouveraineTech vendredi 29 septembre à Saint-Malo** soit l'occasion de coordonner de premières actions à destination du législateur, pour faire renaître la souveraineté technologique et numérique française !

On peut comparer les grands fonds au dark web

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

vendredi 22 septembre 2023

[Le Vice-amiral d'escadre \(2S\) Arnaud Coustillière](#) est président du [Pôle d'Excellence Cyber](#).

NB : Arnaud Coustillière tient à préciser qu'il s'exprime ici à titre personnel et que ses propos n'engagent que lui.

1/ La moitié de l'activité numérique mondiale sera bientôt dévolue à la sécurisation de l'autre ? Que pensez-vous de cette assertion ?

Je ne sais pas dire si elle est exacte, mais elle restitue bien le contexte global de très forte augmentation du niveau de menace et de sophistication des attaques. Elle frappe les esprits et interroge les acteurs de l'IT sur leurs priorités. Comme dans le monde réel, il ne peut y avoir de développement sans confiance et sécurité.

En premier lieu, la sécurité doit être conçue « by design », intégrée dès la conception dans l'architecture, elle concerne donc tous les acteurs de la chaîne IT, avec une responsabilité forte des éditeurs de logiciel, notamment des plus grands qui ont des millions d'utilisateurs. Quand vous achetez un produit manufacturé, vous avez des organismes de certification qui garantissent la « non dangerosité » du produit. Dans le numérique on doit faire confiance à l'éditeur, y compris dans sa stratégie et tempo de mise à jour... Cet état de fait n'est pas très vertueux... et fait reposer la sécurité by design sur les éditeurs privés, motivés souvent par d'autres priorités que la sécurité. C'est l'origine de tous les débats actuels autour de la « supply chain » qui est devenue un maillon faible. L'Appel de Paris lancé par la France en 2018 pointe bien ce point, tout comme le CIGREF qui représente les plus grandes entreprises françaises utilisatrices. Même si la situation n'est pas satisfaisante, les éditeurs comme les utilisateurs en sont de plus en plus conscients et deviennent plus exigeants ; la réglementation elle aussi évolue.

En second lieu, il y a la chaîne Cyber en charge d'anticiper, de détecter, de corriger et de réagir face aux attaques ; il est vrai que face à une menace qui devient de plus en plus « industrielle » elle est amenée à de plus en plus se renforcer, à la fois en personnel qualifié avec de nouveaux métiers, mais aussi par le recours accru à de l'automatisation et l'emploi de big data, d'OSINT, d'IA, prochainement de puissances de calcul démultipliées par le quantique, pour traquer la menace le plus en amont possible, mais aussi au cœur des systèmes à protéger.

Les deux points clefs pour moi sont les places respectives entre des « actions humaines à forte valeur ajoutée » versus une « automatisation accrue pour traiter tout le reste ».

2/ Quel rôle la Bretagne joue-t-elle vis-à-vis de Paris dans la course à l' «excellence cyber » ? Voyez-vous une place particulière pour Saint-Malo, notamment au regard de son histoire ?

En 2013/14 vous avez eu la rencontre de deux politiques publiques qui ont propulsé la Bretagne au cœur du cyber régalién, loin devant les autres régions.

La première est liée aux suites du Livre blanc sur la sécurité et la défense nationales de 2008, puis celui de 2013, ils ont conduit à un très fort renforcement des structures cyber du ministère des Armées en Bretagne. L'écosystème breton historiquement fortement marqué par les Télécom y offrait un terreau favorable, avec en sus une concentration à DGA/MI (Bruz) des compétences les plus pointues du ministère dans le domaine numérique. Assez naturellement, le ministère des armées a poursuivi et fortement renforcé la concentration de ses compétences les plus pointues et de sa R&D, rejoint ensuite par des unités opérationnelles. Tout cela est décrit dans le Pacte Défense Cyber promulgué en 2014 par Jean Yves Le Drian : « 50 mesures pour changer d'échelle », et placer l'excellence du ministère des Armées au service de la nation,

élément indispensable pour recouvrer une part de souveraineté dans ce domaine. La rapidité des transports entre Paris et Rennes est aussi un élément important pour cet écosystème régalien qui ne peut être que global avec un pied à Paris et un pied en Bretagne.

La seconde est la conséquence de la crise des « Bonnets rouges » qui s'est traduite par le Pacte d'avenir pour la Bretagne signé du premier ministre ; la région a fait du cyber l'une de ses grandes priorités pour son développement, mobilisant ainsi les grands acteurs régionaux et ses opérateurs comme BDI ou BCI par exemple.

Le Pôle d'Excellence Cyber fondé par le ministère et la région en 2014 en est l'une des réalisations concrètes. Six années plus tard, c'est plus de 8000 emplois Cyber qui sont comptabilisés en 2020 par l'étude « AUDIAR », du aussi au fort renforcement sur Rennes des grands de la Cyber (Orange, Thalès, Airbus, Sopra, Capgemini...) à proximité de la DGA, permettant l'essor de tout un ensemble de PME/TPE innovantes, et de startups. 10% des startups sont en Bretagne la mettant très largement en tête des régions. Mais leur marché n'est pas en Bretagne, il est national, européen puis mondial.

Un exemple en est SecureIC ou encore Diateam dont une part importante de leurs CA se fait hors d'Europe ; Glimps fondé par des anciens de la DGA et incubé à la « Defense Factory » à Rennes ouvre aujourd'hui une entité à Toronto au Canada ; Sekoia déjà fortement présente à Rennes va y installer prochainement son siège, ou encore DEFANTS entreprise rennaise citée par le Gartner en 2023. Thales y a un Lab d'expérimentation baptisé La Ruche, Capgemini y a inauguré lors de l'ECW 2022 l'un de ses lab d'Innovation « Défense et Cybersécurité », Orange est très implanté sur Rennes et Lannion.

La French Tech Rennes/St Malo « Le P000L » tient une place importante dans ce dispositif, les territoires de

Vannes/Lorient, Brest ou encore de Lannion ont aussi une forte dynamique. St Malo concentre aussi plusieurs sociétés innovantes comme Alcyconie et verra le 29 septembre [un séminaire national « Cap sur la souveraineté numérique et technologique »](#).

Beaucoup d'organisations s'engagent aussi : le Clusir Bretagne, le Medef 35...La région Bretagne et le PEC ont su mobiliser un ensemble de partenaires pour gagner un EDIH Cyber européen, idem avec un appel à projets sur les compétences et métiers Cyber d'avenir dans le cadre de France 2030, sans parler du Campus et du CSIRT régionaux.

3/ Considérez-vous l'arsenal pénal adapté à la gravité des faits dont les cybercriminels se rendent coupables ?

Je dirais que l'arsenal pénal français me paraît adapté mais qu'il devra continuer à s'adapter et surtout disposer de plus de moyens car la cybercriminalité s'envole. A la suite de la DGSI, la Gendarmerie tout comme la Police Judiciaire DCPJ ont pris depuis quelques années le tournant, Europol aussi avec de beaux succès récents. La Justice a développé un réseau de magistrats spécialisés mais c'est plus la coopération internationale qui pêche avec un certain nombre de pays qui ne coopèrent pas offrant des sanctuaires à certains groupes de cybercriminels. La convention de Budapest n'a que peu évolué depuis des années.

4/ La probabilité d'une multiplication des conflits par artefacts interposés joue-t-elle selon vous sur la perception que les jeunes candidats pourraient avoir de la carrière militaire ?

Je ne le pense pas, les gros flux de recrutement concernent les armées traditionnelles et les motivations sont de devenir marin, aviateur ou soldat. Ensuite presque cent ans après l'apparition de l'aviation militaire, une nouvelle composante se développe à partir des ressources des armées et des civils

de la défense. Y recruter est un vrai défi car dans le numérique la concurrence est dure et la ressource rare. Je pense que les unités y seront davantage mixtes car pas forcément besoin d'être en zone de combat pour agir. C'est un défi pour le commandement, offrir des perspectives opérationnelles en poste de responsabilité et d'encadrement au-delà de cinq ans à de jeunes Master2 ou ingénieurs civils et militaires demande à adapter les structures, d'autant que les armées et nos services de renseignement recrutent sous tous les statuts civils et militaires. Certaines structures comme la DGSE y arrivent parfaitement.

En outre, le ministère des armées dans toutes ses composantes offre des métiers que le civil ne peut offrir : le combat numérique avec son volet « action », c'est passionnant et exaltant, et comme dans les autres composantes les carrières peuvent y être courtes. Les arguments ne manquent pas. Ne pas oublier qu'une grande partie des militaires font des carrières courtes de 5 à 10 ans, et que l'on devient de carrière donc en CDI qu'à l'issue de cette période pour ceux qui restent.

J'ai eu la chance d'être à la fondation de la cyberdéfense militaire et de ses premiers engagements ; la motivation des personnels sous statut civil était la même que celle de leur camarade sous statut militaire. Servir son pays mais dans un domaine nouveau en pleine mutation, où il faut innover. Le problème du recrutement initial n'est pas le plus compliqué, je suis en contact avec de nombreuses écoles, tant pour les sciences sociales que pour les sciences technologiques, l'attraction est là avec des motivations assez identiques aux autres domaines, mais celui de la fidélisation et des plans de carrières est plus compliqué, la capacité cyber en est à ses débuts, le cyber militaire a fêté ses dix ans en 2021, je reste optimiste, le COMCYBER saura trouver les solutions.

5/ Sur l'innovation technologique, trouvez-vous les

milieux militaire, économique et académique suffisamment proches ?

Ils ne sont jamais assez proches bien sûr mais de nombreuses structures ou initiatives existent, le rôle du Pôle d'Excellence Cyber en est un exemple, décroïsonner, favoriser un écosystème transverse sont dans nos gènes.

On voit aussi beaucoup de TPE fondées par des anciens du ministère ou de l'ANSSI, ou encore du CEA, sans parler de « spin off issues » de l'INRIA ou du CNRS et de différents centres de recherche, voire d'écoles comme EPITA, à travers la France, les IRT aussi et j'en oublie. La région rennaise en comporte un certain nombre.

En France l'innovation se porte plutôt bien, chaque année de nombreuses, voire trop de startups voient le jour, sont accompagnées, certaines disparaissent aussi. France 2030 mobilise beaucoup de moyens et d'acteurs, on peut penser au rôle de l'INRIA, au Campus Cyber national, au Pôle Systematic avec ses 900 membres, à Cyberbooster ou encore Auriga Capital, à la French tech qui a des antennes très dynamiques, notamment à New York ou à Singapour, à Paris Station F où Thalès est très présent.

La DGA n'est pas en reste avec sa CyberFactory basée à Rennes, ou encore les processus RAPID, et ses Programmes d'Etude Amont (PEA) qui alimentent le domaine Cyber et préparent l'avenir. DGA/MI ce sont aussi des centaines d'ingénieurs dédiés à ces sujets. Il en sort des sociétés comme GLIMPS par exemple. On peut aussi penser à ANOZRWAY. Mais la vraie difficulté est le passage à l'échelle pour transformer ces jeunes pousses souvent fragiles en scale-ups, puis PME aptes à conquérir des marchés européens, puis aller sur le marché américain ou asiatique...

Le marché national est trop étroit et fragmenté, comment doit-il se consolider, comment nouer des partenariats et avec qui ? Ce sont de vraies questions, tout comme les besoins en

investissements pour pouvoir se développer rapidement et rester à la pointe de l'innovation. L'apparition de fonds à vocation souveraine bien comprise, il ne suffit pas d'être français, il faut avant tout gagner des marchés face à la concurrence souvent bien installée et très bien financée. Là encore de nombreuses initiatives ont vu le jour : Tikeau avec les fonds Brienne 3 puis 4, pour ne parler que du plus gros, sans oublier le rôle de la BPI et de la DGE, ou encore DefInnov et DefInvest en lien étroit avec le ministère des armées.

Des PME peuvent aujourd'hui lever des dizaines de millions d'euro en France, voire une centaine pour les dernières opérations : CHAPSVISION, TEHTRIS, PRELIGENS en sont des exemples. Mais cela pose aussi la question des dirigeants, être patron charismatique d'une TPE de quelques centaines d'employés ne garantit pas de pouvoir devenir patron d'une société de plusieurs milliers de personnes...

6/ On sait combien le défilé du 14 juillet dope chaque année le sentiment patriotique des Français. Que faudrait-il imaginer pour qu'ils tirent leurs trois couleurs de leurs poches les 364 autres jours de l'année ?

Le 14 juillet est effectivement un moment fort de cohésion nationale, mais on peut aussi penser aux finales des différentes coupes du monde. Ce sont des moments où la fierté d'être français se manifeste. Ils sont rares... et précieux dans un monde incertain, de plus en plus dangereux où la cohésion nationale est tous les jours attaquée par différentes idéologies, différentes formes de complotismes et de communautarismes ou ingérences extérieures. Le numérique amplifie tous les discours de haine, la désinformation a pris une très forte ampleur notamment grâce à toutes sortes d'outils, à base d'IA génératives notamment, qui faussent les perceptions. Il sera de plus en plus difficile de discerner la réalité et le vrai dans la masse d'informations accessibles et

de source plus ou moins fiables, des TPE comme Storizy ou encore Pluralisme s'attaquent au sujet.

« Fier d'être français » est pour moi l'une des clefs, cela passe par l'éducation, la culture, la mise en avant d'évènements et d'initiatives positives. C'est une opération de reconstruction où les valeurs de la République doivent être fortement affirmées. Les armées sont intéressantes à regarder ; elles intègrent toutes les origines et composantes de la nation, autour de valeurs fortes et d'un cadre bien défini, permettent à des soldats de devenir officier, voire général. La force morale insufflée et la fierté des anciens et des traditions y tiennent une place importante pour fonder la cohésion. L'action d'association comme « Espérance banlieue » ou encore de l'Association des Membres de la Légion d'Honneur (SMLH) sont aussi des exemples qui montrent que cela est possible.

De nombreux militaires en retraite se sont investis dans ce type de projet depuis des années. On peut aussi penser au général de Villiers dont les ouvrages rencontrent un vrai succès. Quand on commande à tous niveaux, des unités militaires engagées dans l'action, que ce soit du groupe de combat confié à un sergent, ou au niveau d'un dispositif comme Barkhane, on est au contact de la jeunesse de toutes origines, la moyenne d'âge est plus proche des 25 ans que des 40 ans, pareil sur un navire de combat... Je suis certain que de nombreux militaires qui quittent l'institution relativement jeunes ont encore envie de servir dans un cadre civil ou associatif, de transmettre, de poursuivre leur engagement, idem en ce qui concerne les gendarmes ou les policiers, ils sont formés pour encadrer. Ils forment une ressource humaine qui pourrait être davantage mise à contribution dans des projets concrets, au contact sur le terrain.

7/ Quel avenir prédisez-vous à un monde dans lequel les

belligérants seraient tenus d'employer les moyens de leurs adversaires pour maintenir leurs positions ? Nous pensons particulièrement au recours aux deepfakes dans le cadre des campagnes de déstabilisation et autres PsyOps ? ([Le US Special Operations Command se prépare à mener de vastes campagnes de déstabilisation en ligne en recourant à l'usage de #deepfakes, selon des documents contractuels fédéraux](#))

En ce qui concerne les unités militaires, même si elles comprennent des civils, placées sous le commandement du CEMA (Chef d'état-major des Armées), je ne peux qu'être en désaccord, une démocratie ne peut se comporter comme une autocratie ou une bande de voyous, c'est une question d'éthique et de valeurs. Comme en ce qui concerne la torture, le viol ou toutes sortes d'exactions que l'on voit en période de guerre, ce sont des choses répréhensibles y compris pénalement en droit national et international. L'action des forces militaires françaises est clairement encadrée par le Droit des Conflits armés (DCA) et le Droit International Humanitaire (DIH), et le droit pénal national. Cela fixe un cadre qui dans les ordres d'opérations se traduit par des règles d'engagement et de comportement, certaines cibles comme les hôpitaux sont interdites par exemple. Le cyber n'y déroge pas même si l'application en est plus complexe et nouvelle que dans les domaines traditionnels.

Le DCA autorise cependant la ruse, mais pas la perfidie. Se faire passer pour un adversaire et le tromper, fausser ses perceptions : OUI à condition de s'attaquer aux belligérants à ceux qui participent à la confrontation ; forces militaires et étatiques bien sûr mais aussi aux « groupes armés » partie prenante. Se faire passer pour la Croix Rouge, commettre des appels à la haine : NON. Le ministère des Armées a d'ailleurs produit un document public donnant sa vision juridique du combat numérique ; se démarquant d'ailleurs du Manuel dit de Tallinn qui est très influencé par le droit anglo-saxon qui est plus permissif en termes d'emploi de la force. Dans ce cadre le recours aux technologies, s'attaquer à la force morale adverse, y compris en utilisant des deep fake, des

avatars ou autres moyens d'action informatique n'est pas interdit à condition de respecter le cadre fixé. La guerre informationnelle n'est pas nouvelle... il suffit de relire Sun Tzu... Briser la force morale de l'adversaire, fausser ses perceptions et donc sa capacité de décision et d'action, gagner la confrontation sans devoir combattre... D'autres exemples très concrets peuvent être cités quand on regarde la préparation des grands débarquements de la guerre 39/45 afin in fine de surprendre l'adversaire. En ce qui concerne nos amis américains, on peut être plus circonspect et vigilant. L'IA au sein d'une coalition peut aussi servir à fausser la prise de décision des partenaires. Il y a tout juste 20 ans Dominique de Villepin a pu prononcer son discours devant l'ONU car la France bénéficiait d'un renseignement satellitaire autonome et souverain. Il ne faut pas non plus oublier les révélations Snowden qui lèvent en 2013 le voile sur les agissements des services de renseignement US et leur espionnage de masse.

L'introduction en masse de l'IA générative, des réseaux sociaux, de la désinformation va rendre l'appréciation de situation beaucoup plus complexe. Aujourd'hui face à toutes les technologies d'IA notamment générative la question de l'appréciation souveraine se pose. C'est bien pour cela qu'une cyberdéfense autonome couvrant tous les volets d'action est un élément fort de notre souveraineté stratégique, et pas seulement une question économique. L'Etat en a pris conscience, la création récente de VIGINUM, et le renforcement depuis 2011 du cyber dans les armées et les services de renseignement en est un autre. Mais, je le concède la voie est étroite car ces technologies sont totalement duales et tirées par la dynamique du numérique civil, cela ne peut se concevoir que dans une politique globale reposant sur une forme de souveraineté technologique, ou plutôt d'autonomie stratégique, car face à un domaine difficilement maîtrisable marqué par une suprématie américaine et chinoise, et où les autocraties ne respectent pas les mêmes règles, il faut trouver une voie qui

préserve notre autonomie d'appréciation et d'action, notre éthique. La confrontation est tant économique, culturelle que stratégique, avec un volet militaire qui n'est pas forcément premier.

8/ *Nous vous savons attachés à la question : qu'apportent les profils atypiques en matière de cyberdéfense ?*

L'une des clefs essentielles du cyber ce sont les compétences, les talents. Nous avons besoin de tous les talents et les neuro-atypiques, notamment les asperger, en recèlent beaucoup. En général, ils sont très concentrés sur le problème à résoudre, sur le respect des consignes, ils vont au fond des choses et raisonnent différemment « out of the box », font preuve d'une très grande loyauté, certains développent des facultés étonnantes, ont un rapport aux chiffres ou au codage différents. Ce sont des qualités précieuses. Pourquoi s'en priver ? Pourquoi les laisser au bord de la route ? C'est pour cela que nous avons lancé un manifeste pour l'inclusion que nous proposons aux membres du PEC et aux exposants à l'European Cyber Week (ECW) de signer. Nos amis israéliens et américains ne s'y sont pas trompés et développent des programmes d'accueil spécifiques notamment en matière de codage, de renseignement, de crypto, de « retro engineering » ou encore de cyber.

Nous avons lancé en 2018 un programme d'accueil au sein du ministère des armées, certaines grandes entreprises comme Airbus ou Capgemini ont aussi des programmes, l'Etat a lancé l'initiative « Aspi Friendly » avec un ensemble d'universités et d'écoles pour des formations allant jusqu'au master. Mais ce sont des personnes qui ont besoin d'un environnement adapté et bienveillant, de beaucoup d'attentions ; ils doivent être accompagnés par des organismes spécialisés. C'est important et cet accompagnement est la clef de leur bonne intégration. Au sein du PEC, nous avons un groupe de travail sur le sujet avec des membres mais aussi des entités spécialisées comme

Auticonsul, Avencod ou encore AFG autisme. Mais ce qui est important c'est de faire du concret... Lors de l'ECW 2023 nous lançons un challenge spécialisé à leur profit. Ensuite je tiens à signaler l'excellente coopération que nous avons avec l'institut Solacroup (IMTS) de Dinard, ou encore Rennes Métropole et le rectorat. Nous devrions présenter et diffuser lors de l'ECW 2023 un guide pratique d'accueil. Pour ceux que cela intéresse, vous pouvez consulter sur [le site du PEC](#) – en cours de refonte – le nouveau sera présenté lors de l'ECW 2023 -, les podcasts qui reprennent les tables rondes de l'ECW 2022, les témoignages y sont décoiffants...

9/ Internet a souvent été comparé au domaine maritime. Trouvez-vous qu'il est encore possible de filer utilement la métaphore en 2023 ?

Bien sur toute proportion gardée, on peut aussi le comparer à un gigantesque combat urbain. Ce sont des métaphores pour faire référence à des choses connues et rendre plus compréhensibles les défis posés et les solutions trouvées par nos aînés, mais il est clair que cela s'arrête assez vite car le numérique a un tempo bien plus rapide, ses innovations et nouveaux services irriguent toutes les activités humaines, les technologies sont duales, les frontières classiques sont gommées. On peut perdre la guerre en mer si on perd sa maîtrise, Napoléon et Hitler en sont des exemples, la mer apporte un recul stratégique et les flux logistiques permettent de peser sur les confrontations à terre, là où les hommes vivent, mais on ne la gagne pas la guerre en mer, cela se finit toujours à terre. Le numérique est un peu comparable... On peut être défait avant de combattre, être désorganisé par des attaques informatiques et informationnelles, d'autant que la guerre est de plus en plus globale et ne se limite pas à la seule action militaire, il permet de mener des actions de tout genre au cœur de la nation attaquée. Le rêve de Sun Tzu était de gagner une confrontation sans combattre par des actions de renseignement et de sabotage, en faussant les perceptions, par des actions indirectes qui brisent les forces morales et la

confiance dans ses capacités et structures de commandement et de gouvernance. Préserver ou perdre la supériorité numérique est un facteur important, voire essentiel dans la confrontation. C'est bien pour cela que depuis les années 2000 la guerre informatique, offensive et défensive, est devenue structurante dans les moyens d'action des nations. En France le tournant a été pris en 2008 par le Livre blanc sur la sécurité et la défense qui en a fait une priorité. L'histoire tout d'abord nous apporte des exemples : l'époque d'extension du commerce maritime avec son lot de pirates, de corsaires, de libertaires qui côtoient l'activité militaire, de pêche et commerciale des nations avec encore l'expansion des grandes compagnies maritimes qui vont défier les rois, un peu aujourd'hui comme les GAFAs et autres grands acteurs civils du numérique, qui sont des attributs de puissance et d'influence, voire de mise sous dépendance pour ceux qui n'arrivent pas à suivre le rythme effréné des évolutions technologiques, on peut penser aux traitements et circulations des données, à l'intelligence artificielle, ou encore à la 5G, aux câbles sous-marins, aux data centers et à leur puissance de calcul, au quantique... La mer est source de richesses et d'échange, mais voit aussi son lot de prédateurs aux statuts divers, d'actions à distance contre la terre, de blocus... Cet espace est non régulé autrement que par la force, les cargaisons diverses or, drogue, thé, esclaves, biens manufacturés créent de la richesse et permettent la domination et l'expansion des nations maritimes. La cargaison d'un côté, les données de l'autre. Les Etats ont réagi et su trouver des formes de souverainetés maritimes à géométrie variable, su s'accorder et coopérer face à la piraterie. Le droit maritime a mis 300 ans à éclore et à se structurer, pour le numérique on ne peut pas être dans le même calendrier..... Force est de constater que si les droits nationaux savent rapidement évoluer, il n'en est absolument pas de même pour le droit international où peu de progrès ont été faits depuis 2009. Beaucoup de choses restent à inventer... Ensuite la mer est un espace toujours en mouvement, un monde fluide, d'une force qui

vous dépasse... avec ses zones plus ou moins bien connues comme les grands fonds... On peut les comparer au « dark web » très mal cartographié et en mouvement...

10/ Quel personnage historique s'étant illustré jusqu'au XVIIIème siècle feriez-vous volontiers intervenir à notre époque ? Et pour quelle raison ?

Etant marin je ne peux que penser à Surcouf chef de guerre plein d'audace qui pensait hors des sentiers battus pour surprendre et défaire ses adversaires pourtant plus puissants, être mobile, les surprendre pour acquérir localement la supériorité et les défaire en leur imposant l'heure, le lieu et le contexte de l'attaque. Un chef de guerre. Dans le numérique c'est un peu comparable, il faut combiner innovation tactique, et innovation technologique, un petit groupe audacieux peut mettre à mal une organisation bien plus puissante en exploitant ses faiblesses et ses failles, pas en allant l'attaquer de front, là où il est puissant. L'initiative revient souvent à l'attaquant et une organisation complexe est très difficile à défendre, trouver et exploiter le point faible, le maillon faible souvent humain par ruse, gagner la guerre du temps par la surprise. Cela ne s'improvise pas... il faut beaucoup d'agilité intellectuelle, d'entraînement, de connaissance du terrain, et savoir prendre des risques calculés. Le combat comporte toujours un volet « force morale » et cohésion de ses équipes. Le Cyber n'y déroge pas.

septembre 2023

☐☐ Éditorial

J'aurais aimé l'être

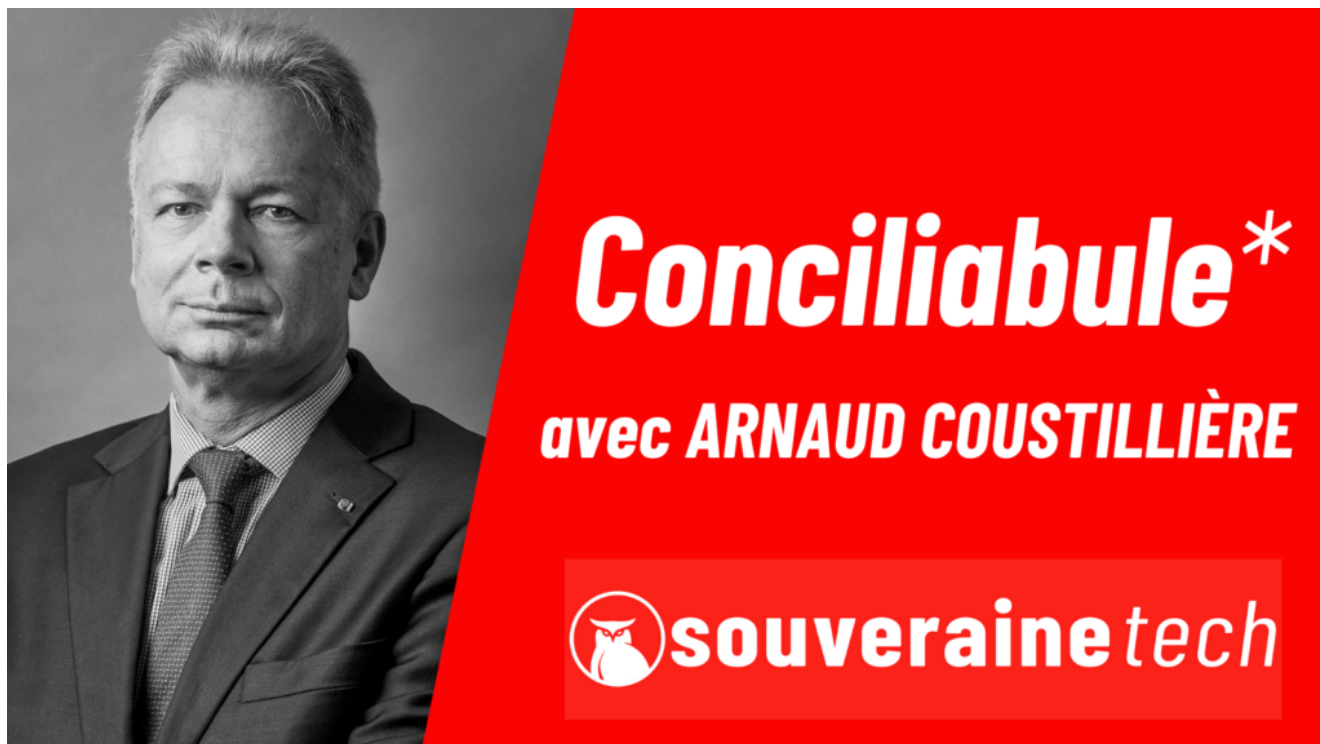
Depuis Saint-Malo, bien des agitations nationales mues par nos petits courants de pensée semblent vaines. Un vague sentiment s'en dégage comme une écume : la discorde nous empêchera d'avancer, et la discorde, chez un peuple comme le nôtre, cela ressemble furieusement à une mer d'orgueil. Je profite du fait que nous recevions aujourd'hui un marin, non pour faire des phrases*, mais pour exprimer en votre nom à tous ce besoin de grands vents pour l'intelligence française (**ça y ressemble un peu quand même*). Je peux le dire, parmi les vies que j'aurais aimé avoir, il y a celle de marin. Il est probable que je l'idéalise. Mais j'y devine encore aujourd'hui la possibilité d'être soi autant que l'indispensable rouage d'un ensemble efficace et rutilant. Derrière mes histoires de souveraineté technologique, et [ce colloque qui arrive comme un continent dont j'approche](#), c'est d'abord à cela que je songe. Un orchestre mouvant et organisé, composé de joyeux drilles fiables, polis par l'effort et la discipline, ivres de concorde et de fierté, et bien décidés à s'engager...

Pardon, j'oubliais le plus important : un Pacha qu'on ait envie de suivre par gros temps.

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui, vendredi 22 septembre 2023,

le [Vice-amiral d'escadre \(2S\) Arnaud Coustillière](#), qui est président du [Pôle d'Excellence Cyber](#).



On peut comparer les grands fonds au dark web

☐☐ **Conciliabule**

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

NB : Arnaud Coustillière tient à préciser qu'il s'exprime ici à titre personnel et que ses propos n'engagent que lui.

1/ La moitié de l'activité numérique mondiale sera bientôt dévolue à la sécurisation de l'autre ? Que pensez-vous de cette assertion ?

Je ne sais pas dire si elle est exacte, mais elle restitue bien le contexte global de très forte augmentation du niveau de menace et de sophistication des attaques. Elle frappe les esprits et interroge les acteurs de l'IT sur leurs priorités. Comme dans le monde réel, il ne peut y avoir de développement sans confiance et sécurité.

En premier lieu, la sécurité doit être conçue « by design », intégrée dès la conception dans l'architecture, elle concerne donc tous les acteurs de la chaîne IT, avec une responsabilité forte des éditeurs de logiciel, notamment des plus grands qui ont des millions d'utilisateurs. Quand vous achetez un produit manufacturé, vous avez des organismes de certification qui garantissent la « non dangerosité » du produit. Dans le numérique on doit faire confiance à l'éditeur, y compris dans sa stratégie et tempo de mise à jour... Cet état de fait n'est pas très vertueux... et fait reposer la sécurité by design sur les éditeurs privés, motivés souvent par d'autres priorités que la sécurité. C'est l'origine de tous les débats actuels autour de la « supply chain » qui est devenue un maillon faible. L'Appel de Paris lancé par la France en 2018 pointe bien ce point, tout comme le CIGREF qui représente les plus grandes entreprises françaises utilisatrices. Même si la situation n'est pas satisfaisante, les éditeurs comme les utilisateurs en sont de plus en plus conscients et deviennent plus exigeants ; la réglementation elle aussi évolue.

En second lieu, il y a la chaîne Cyber en charge d'anticiper, de détecter, de corriger et de réagir face aux attaques ; il est vrai que face à une menace qui devient de plus en plus «

industrielle » elle est amenée à de plus en plus se renforcer, à la fois en personnel qualifié avec de nouveaux métiers, mais aussi par le recours accru à de l'automatisation et l'emploi de big data, d'OSINT, d'IA, prochainement de puissances de calcul démultipliées par le quantique, pour traquer la menace le plus en amont possible, mais aussi au cœur des systèmes à protéger.

Les deux points clefs pour moi sont les places respectives entre des « actions humaines à forte valeur ajoutée » versus une « automatisation accrue pour traiter tout le reste ».

2/ Quel rôle la Bretagne joue-t-elle vis-à-vis de Paris dans la course à l' »excellence cyber « ? Voyez-vous une place particulière pour Saint-Malo, notamment au regard de son histoire ?

En 2013/14 vous avez eu la rencontre de deux politiques publiques qui ont propulsé la Bretagne au cœur du cyber régalien, loin devant les autres régions.

La première est liée aux suites du Livre blanc sur la sécurité et la défense nationales de 2008, puis celui de 2013, ils ont conduit à un très fort renforcement des structures cyber du ministère des Armées en Bretagne. L'écosystème breton historiquement fortement marqué par les Télécom y offrait un terreau favorable, avec en sus une concentration à DGA/MI (Bruz) des compétences les plus pointues du ministère dans le domaine numérique. Assez naturellement, le ministère des armées a poursuivi et fortement renforcé la concentration de ses compétences les plus pointues et de sa R&D, rejoint ensuite par des unités opérationnelles. Tout cela est décrit dans le Pacte Défense Cyber promulgué en 2014 par Jean Yves Le Drian : « 50 mesures pour changer d'échelle », et placer l'excellence du ministère des Armées au service de la nation, élément indispensable pour recouvrer une part de souveraineté dans ce domaine. La rapidité des transports entre Paris et Rennes est aussi un élément

important pour cet écosystème régalien qui ne peut être que global avec un pied à Paris et un pied en Bretagne.

La seconde est la conséquence de la crise des « Bonnets rouges » qui s'est traduite par le Pacte d'avenir pour la Bretagne signé du premier ministre ; la région a fait du cyber l'une de ses grandes priorités pour son développement, mobilisant ainsi les grands acteurs régionaux et ses opérateurs comme BDI ou BCI par exemple.

Le Pôle d'Excellence Cyber fondé par le ministère et la région en 2014 en est l'une des réalisations concrètes. Six années plus tard, c'est plus de 8000 emplois Cyber qui sont comptabilisés en 2020 par l'étude « AUDIAR », du aussi au fort renforcement sur Rennes des grands de la Cyber (Orange, Thalès, Airbus, Sopra, Capgemini...) à proximité de la DGA, permettant l'essor de tout un ensemble de PME/TPE innovantes, et de startups. 10% des startups sont en Bretagne la mettant très largement en tête des régions. Mais leur marché n'est pas en Bretagne, il est national, européen puis mondial.

Un exemple en est SecureIC ou encore Diateam dont une part importante de leurs CA se fait hors d'Europe ; Glimps fondé par des anciens de la DGA et incubé à la « Defense Factory » à Rennes ouvre aujourd'hui une entité à Toronto au Canada ; Sekoia déjà fortement présente à Rennes va y installer prochainement son siège, ou encore DEFANTS entreprise rennaise citée par le Gartner en 2023. Thales y a un Lab d'expérimentation baptisé La Ruche, Capgemini y a inauguré lors de l'ECW 2022 l'un de ses lab d'Innovation « Défense et Cybersécurité », Orange est très implanté sur Rennes et Lannion.

La French Tech Rennes/St Malo « Le P000L » tient une place importante dans ce dispositif, les territoires de Vannes/Lorient, Brest ou encore de Lannion ont aussi une forte dynamique. St Malo concentre aussi plusieurs sociétés innovantes comme Alcyconie et verra le 29 septembre [un](#)

[séminaire national « Cap sur la souveraineté numérique et technologique ».](#)

Beaucoup d'organisations s'engagent aussi : le Clusir Bretagne, le Medef 35...La région Bretagne et le PEC ont su mobiliser un ensemble de partenaires pour gagner un EDIH Cyber européen, idem avec un appel à projets sur les compétences et métiers Cyber d'avenir dans le cadre de France 2030, sans parler du Campus et du CSIRT régionaux.

3/ Considérez-vous l'arsenal pénal adapté à la gravité des faits dont les cybercriminels se rendent coupables ?

Je dirais que l'arsenal pénal français me paraît adapté mais qu'il devra continuer à s'adapter et surtout disposer de plus de moyens car la cybercriminalité s'envole. A la suite de la DGSI, la Gendarmerie tout comme la Police Judiciaire DCPJ ont pris depuis quelques années le tournant, Europol aussi avec de beaux succès récents. La Justice a développé un réseau de magistrats spécialisés mais c'est plus la coopération internationale qui pêche avec un certain nombre de pays qui ne coopèrent pas offrant des sanctuaires à certains groupes de cybercriminels. La convention de Budapest n'a que peu évolué depuis des années.

4/ La probabilité d'une multiplication des conflits par artefacts interposés joue-t-elle selon vous sur la perception que les jeunes candidats pourraient avoir de la carrière militaire ?

Je ne le pense pas, les gros flux de recrutement concernent les armées traditionnelles et les motivations sont de devenir marin, aviateur ou soldat. Ensuite presque cent ans après l'apparition de l'aviation militaire, une nouvelle composante se développe à partir des ressources des armées et des civils de la défense. Y recruter est un vrai défi car dans le numérique la concurrence est dure et la ressource rare. Je pense que les unités y seront davantage mixtes car pas

forcément besoin d'être en zone de combat pour agir. C'est un défi pour le commandement, offrir des perspectives opérationnelles en poste de responsabilité et d'encadrement au-delà de cinq ans à de jeunes Master2 ou ingénieurs civils et militaires demande à adapter les structures, d'autant que les armées et nos services de renseignement recrutent sous tous les statuts civils et militaires. Certaines structures comme la DGSE y arrivent parfaitement.

En outre, le ministère des armées dans toutes ses composantes offre des métiers que le civil ne peut offrir : le combat numérique avec son volet « action », c'est passionnant et exaltant, et comme dans les autres composantes les carrières peuvent y être courtes. Les arguments ne manquent pas. Ne pas oublier qu'une grande partie des militaires font des carrières courtes de 5 à 10 ans, et que l'on devient de carrière donc en CDI qu'à l'issue de cette période pour ceux qui restent.

J'ai eu la chance d'être à la fondation de la cyberdéfense militaire et de ses premiers engagements ; la motivation des personnels sous statut civil était la même que celle de leur camarade sous statut militaire. Servir son pays mais dans un domaine nouveau en pleine mutation, où il faut innover. Le problème du recrutement initial n'est pas le plus compliqué, je suis en contact avec de nombreuses écoles, tant pour les sciences sociales que pour les sciences technologiques, l'attraction est là avec des motivations assez identiques aux autres domaines, mais celui de la fidélisation et des plans de carrières est plus compliqué, la capacité cyber en est à ses débuts, le cyber militaire a fêté ses dix ans en 2021, je reste optimiste, le COMCYBER saura trouver les solutions.

5/ Sur l'innovation technologique, trouvez-vous les milieux militaire, économique et académique suffisamment proches ?

Ils ne sont jamais assez proches bien sûr mais de nombreuses structures ou initiatives existent, le rôle du Pôle

d'Excellence Cyber en est un exemple, décloisonner, favoriser un écosystème transverse sont dans nos gènes.

On voit aussi beaucoup de TPE fondées par des anciens du ministère ou de l'ANSSI, ou encore du CEA, sans parler de « spin off issues » de l'INRIA ou du CNRS et de différents centres de recherche, voire d'écoles comme EPITA, à travers la France, les IRT aussi et j'en oublie. La région rennaise en comporte un certain nombre.

En France l'innovation se porte plutôt bien, chaque année de nombreuses, voire trop de startups voient le jour, sont accompagnées, certaines disparaissent aussi. France 2030 mobilise beaucoup de moyens et d'acteurs, on peut penser au rôle de l'INRIA, au Campus Cyber national, au Pôle Systematic avec ses 900 membres, à Cyberbooster ou encore Auriga Capital, à la French tech qui a des antennes très dynamiques, notamment à New York ou à Singapour, à Paris Station F où Thalès est très présent.

La DGA n'est pas en reste avec sa CyberFactory basée à Rennes, ou encore les processus RAPID, et ses Programmes d'Etude Amont (PEA) qui alimentent le domaine Cyber et préparent l'avenir. DGA/MI ce sont aussi des centaines d'ingénieurs dédiés à ces sujets. Il en sort des sociétés comme GLIMPS par exemple. On peut aussi penser à ANOZRWAY. Mais la vraie difficulté est le passage à l'échelle pour transformer ces jeunes pousses souvent fragiles en scale-ups, puis PME aptes à conquérir des marchés européens, puis aller sur le marché américain ou asiatique...

Le marché national est trop étroit et fragmenté, comment doit-il se consolider, comment nouer des partenariats et avec qui ? Ce sont de vraies questions, tout comme les besoins en investissements pour pouvoir se développer rapidement et rester à la pointe de l'innovation. L'apparition de fonds à vocation souveraine bien comprise, il ne suffit pas d'être français, il faut avant tout gagner des marchés face à la

concurrence souvent bien installée et très bien financée. Là encore de nombreuses initiatives ont vu le jour : Tikeau avec les fonds Brienne 3 puis 4, pour ne parler que du plus gros, sans oublier le rôle de la BPI et de la DGE, ou encore DefInnov et DefInvest en lien étroit avec le ministère des armées.

Des PME peuvent aujourd'hui lever des dizaines de millions d'euro en France, voire une centaine pour les dernières opérations : CHAPSVISION, TEHTRIS, PRELIGENS en sont des exemples. Mais cela pose aussi la question des dirigeants, être patron charismatique d'une TPE de quelques centaines d'employés ne garantit pas de pouvoir devenir patron d'une société de plusieurs milliers de personnes...

6/ On sait combien le défilé du 14 juillet dope chaque année le sentiment patriotique des Français. Que faudrait-il imaginer pour qu'ils tirent leurs trois couleurs de leurs poches les 364 autres jours de l'année ?

Le 14 juillet est effectivement un moment fort de cohésion nationale, mais on peut aussi penser aux finales des différentes coupes du monde. Ce sont des moments où la fierté d'être français se manifeste. Ils sont rares... et précieux dans un monde incertain, de plus en plus dangereux où la cohésion nationale est tous les jours attaquée par différentes idéologies, différentes formes de complotismes et de communautarismes ou ingérences extérieures. Le numérique amplifie tous les discours de haine, la désinformation a pris une très forte ampleur notamment grâce à toutes sortes d'outils, à base d'IA génératives notamment, qui faussent les perceptions. Il sera de plus en plus difficile de discerner la réalité et le vrai dans la masse d'informations accessibles et de source plus ou moins fiables, des TPE comme Storizy ou encore Pluralisme s'attaquent au sujet.

« Fier d'être français » est pour moi l'une des clefs, cela

passer par l'éducation, la culture, la mise en avant d'évènements et d'initiatives positives. C'est une opération de reconstruction où les valeurs de la République doivent être fortement affirmées. Les armées sont intéressantes à regarder ; elles intègrent toutes les origines et composantes de la nation, autour de valeurs fortes et d'un cadre bien défini, permettent à des soldats de devenir officier, voire général. La force morale insufflée et la fierté des anciens et des traditions y tiennent une place importante pour fonder la cohésion. L'action d'association comme « Espérance banlieue » ou encore de l'Association des Membres de la Légion d'Honneur (SMLH) sont aussi des exemples qui montrent que cela est possible.

De nombreux militaires en retraite se sont investis dans ce type de projet depuis des années. On peut aussi penser au général de Villiers dont les ouvrages rencontrent un vrai succès. Quand on commande à tous niveaux, des unités militaires engagées dans l'action, que ce soit du groupe de combat confié à un sergent, ou au niveau d'un dispositif comme Barkhane, on est au contact de la jeunesse de toutes origines, la moyenne d'âge est plus proche des 25 ans que des 40 ans, pareil sur un navire de combat... Je suis certain que de nombreux militaires qui quittent l'institution relativement jeunes ont encore envie de servir dans un cadre civil ou associatif, de transmettre, de poursuivre leur engagement, idem en ce qui concerne les gendarmes ou les policiers, ils sont formés pour encadrer. Ils forment une ressource humaine qui pourrait être davantage mise à contribution dans des projets concrets, au contact sur le terrain.

7/ Quel avenir prédisez-vous à un monde dans lequel les belligérants seraient tenus d'employer les moyens de leurs adversaires pour maintenir leurs positions ? Nous pensons particulièrement au recours aux deepfakes dans le cadre des campagnes de déstabilisation et autres

PsyOps ? (Le US Special Operations Command se prépare à mener de vastes campagnes de déstabilisation en ligne en recourant à l'usage de #deepfakes, selon des documents contractuels fédéraux)

En ce qui concerne les unités militaires, même si elles comprennent des civils, placées sous le commandement du CEMA (Chef d'état-major des Armées), je ne peux qu'être en désaccord, une démocratie ne peut se comporter comme une autocratie ou une bande de voyous, c'est une question d'éthique et de valeurs. Comme en ce qui concerne la torture, le viol ou toutes sortes d'exactions que l'on voit en période de guerre, ce sont des choses répréhensibles y compris pénalement en droit national et international. L'action des forces militaires françaises est clairement encadrée par le Droit des Conflits armés (DCA) et le Droit International Humanitaire (DIH), et le droit pénal national. Cela fixe un cadre qui dans les ordres d'opérations se traduit par des règles d'engagement et de comportement, certaines cibles comme les hôpitaux sont interdites par exemple. Le cyber n'y déroge pas même si l'application en est plus complexe et nouvelle que dans les domaines traditionnels.

Le DCA autorise cependant la ruse, mais pas la perfidie. Se faire passer pour un adversaire et le tromper, fausser ses perceptions : OUI à condition de s'attaquer aux belligérants à ceux qui participent à la confrontation ; forces militaires et étatiques bien sûr mais aussi aux « groupes armés » partie prenante. Se faire passer pour la Croix Rouge, commettre des appels à la haine : NON. Le ministère des Armées a d'ailleurs produit un document public donnant sa vision juridique du combat numérique ; se démarquant d'ailleurs du Manuel dit de Tallinn qui est très influencé par le droit anglo-saxon qui est plus permissif en termes d'emploi de la force. Dans ce cadre le recours aux technologies, s'attaquer à la force morale adverse, y compris en utilisant des deep fake, des avatars ou autres moyens d'action informatique n'est pas interdit à condition de respecter le cadre fixé. La guerre informationnelle n'est pas nouvelle... il suffit de relire Sun Tzu... Briser la force morale de l'adversaire, fausser ses

perceptions et donc sa capacité de décision et d'action, gagner la confrontation sans devoir combattre... D'autres exemples très concrets peuvent être cités quand on regarde la préparation des grands débarquements de la guerre 39/45 afin in fine de surprendre l'adversaire. En ce qui concerne nos amis américains, on peut être plus circonspect et vigilant. L'IA au sein d'une coalition peut aussi servir à fausser la prise de décision des partenaires. Il y a tout juste 20 ans Dominique de Villepin a pu prononcer son discours devant l'ONU car la France bénéficiait d'un renseignement satellitaire autonome et souverain. Il ne faut pas non plus oublier les révélations Snowden qui lèvent en 2013 le voile sur les agissements des services de renseignement US et leur espionnage de masse.

L'introduction en masse de l'IA générative, des réseaux sociaux, de la désinformation va rendre l'appréciation de situation beaucoup plus complexe. Aujourd'hui face à toutes les technologies d'IA notamment générative la question de l'appréciation souveraine se pose. C'est bien pour cela qu'une cyberdéfense autonome couvrant tous les volets d'action est un élément fort de notre souveraineté stratégique, et pas seulement une question économique. L'Etat en a pris conscience, la création récente de VIGINUM, et le renforcement depuis 2011 du cyber dans les armées et les services de renseignement en est un autre. Mais, je le concède la voie est étroite car ces technologies sont totalement duales et tirées par la dynamique du numérique civil, cela ne peut se concevoir que dans une politique globale reposant sur une forme de souveraineté technologique, ou plutôt d'autonomie stratégique, car face à un domaine difficilement maîtrisable marqué par une suprématie américaine et chinoise, et où les autocraties ne respectent pas les mêmes règles, il faut trouver une voie qui préserve notre autonomie d'appréciation et d'action, notre éthique. La confrontation est tant économique, culturelle que stratégique, avec un volet militaire qui n'est pas forcément premier.

8/ Nous vous savons attachés à la question : qu'apportent les profils atypiques en matière de cyberdéfense ?

L'une des clefs essentielles du cyber ce sont les compétences, les talents. Nous avons besoin de tous les talents et les neuro-atypiques, notamment les asperger, en recèlent beaucoup. En général, ils sont très concentrés sur le problème à résoudre, sur le respect des consignes, ils vont au fond des choses et raisonnent différemment « out of the box », font preuve d'une très grande loyauté, certains développent des facultés étonnantes, ont un rapport aux chiffres ou au codage différents. Ce sont des qualités précieuses. Pourquoi s'en priver ? Pourquoi les laisser au bord de la route ? C'est pour cela que nous avons lancé un manifeste pour l'inclusion que nous proposons aux membres du PEC et aux exposants à l'European Cyber Week (ECW) de signer. Nos amis israéliens et américains ne s'y sont pas trompés et développent des programmes d'accueil spécifiques notamment en matière de codage, de renseignement, de crypto, de « retro engineering » ou encore de cyber.

Nous avons lancé en 2018 un programme d'accueil au sein du ministère des armées, certaines grandes entreprises comme Airbus ou Capgemini ont aussi des programmes, l'Etat a lancé l'initiative « Aspi Friendly » avec un ensemble d'universités et d'écoles pour des formations allant jusqu'au master. Mais ce sont des personnes qui ont besoin d'un environnement adapté et bienveillant, de beaucoup d'attentions ; ils doivent être accompagnés par des organismes spécialisés. C'est important et cet accompagnement est la clef de leur bonne intégration. Au sein du PEC, nous avons un groupe de travail sur le sujet avec des membres mais aussi des entités spécialisées comme Auticonsul, Avencod ou encore AFG autisme. Mais ce qui est important c'est de faire du concret... Lors de l'ECW 2023 nous lançons un challenge spécialisé à leur profit. Ensuite je tiens à signaler l'excellente coopération que nous avons avec l'institut Solacroup (IMTS) de Dinard, ou encore Rennes

Métropole et le rectorat. Nous devrions présenter et diffuser lors de l'ECW 2023 un guide pratique d'accueil. Pour ceux que cela intéresse, vous pouvez consulter sur [le site du PEC](#) – en cours de refonte – le nouveau sera présenté lors de l'ECW 2023 -, les podcasts qui reprennent les tables rondes de l'ECW 2022, les témoignages y sont décoiffants...

9/ Internet a souvent été comparé au domaine maritime. Trouvez-vous qu'il est encore possible de filer utilement la métaphore en 2023 ?

Bien sur toute proportion gardée, on peut aussi le comparer à un gigantesque combat urbain. Ce sont des métaphores pour faire référence à des choses connues et rendre plus compréhensibles les défis posés et les solutions trouvées par nos aînés, mais il est clair que cela s'arrête assez vite car le numérique a un tempo bien plus rapide, ses innovations et nouveaux services irriguent toutes les activités humaines, les technologies sont duales, les frontières classiques sont gommées. On peut perdre la guerre en mer si on perd sa maîtrise, Napoléon et Hitler en sont des exemples, la mer apporte un recul stratégique et les flux logistiques permettent de peser sur les confrontations à terre, là où les hommes vivent, mais on ne la gagne pas la guerre en mer, cela se finit toujours à terre. Le numérique est un peu comparable... On peut être défait avant de combattre, être désorganisé par des attaques informatiques et informationnelles, d'autant que la guerre est de plus en plus globale et ne se limite pas à la seule action militaire, il permet de mener des actions de tout genre au cœur de la nation attaquée. Le rêve de Sun Tzu était de gagner une confrontation sans combattre par des actions de renseignement et de sabotage, en faussant les perceptions, par des actions indirectes qui brisent les forces morales et la confiance dans ses capacités et structures de commandement et de gouvernance. Préserver ou perdre la supériorité numérique est un facteur important, voire essentiel dans la confrontation. C'est bien pour cela que depuis les années 2000 la guerre informatique, offensive et défensive, est devenue

structurante dans les moyens d'action des nations. En France le tournant a été pris en 2008 par le Livre blanc sur la sécurité et la défense qui en a fait une priorité. L'histoire tout d'abord nous apporte des exemples : l'époque d'extension du commerce maritime avec son lot de pirates, de corsaires, de libertaires qui côtoient l'activité militaire, de pêche et commerciale des nations avec encore l'expansion des grandes compagnies maritimes qui vont défier les rois, un peu aujourd'hui comme les GAFAM et autres grands acteurs civils du numérique, qui sont des attributs de puissance et d'influence, voire de mise sous dépendance pour ceux qui n'arrivent pas à suivre le rythme effréné des évolutions technologiques, on peut penser aux traitements et circulations des données, à l'intelligence artificielle, ou encore à la 5G, aux câbles sous-marins, aux data centers et à leur puissance de calcul, au quantique... La mer est source de richesses et d'échange, mais voit aussi son lot de prédateurs aux statuts divers, d'actions à distance contre la terre, de blocus... Cet espace est non régulé autrement que par la force, les cargaisons diverses or, drogue, thé, esclaves, biens manufacturés créent de la richesse et permettent la domination et l'expansion des nations maritimes. La cargaison d'un côté, les données de l'autre. Les Etats ont réagi et su trouver des formes de souverainetés maritimes à géométrie variable, se sont accordés et coopérés face à la piraterie. Le droit maritime a mis 300 ans à éclore et à se structurer, pour le numérique on ne peut pas être dans le même calendrier..... Force est de constater que si les droits nationaux savent rapidement évoluer, il n'en est absolument pas de même pour le droit international où peu de progrès ont été faits depuis 2009. Beaucoup de choses restent à inventer... Ensuite la mer est un espace toujours en mouvement, un monde fluide, d'une force qui vous dépasse... avec ses zones plus ou moins bien connues comme les grands fonds... On peut les comparer au « dark web » très mal cartographié et en mouvement...

10/ Quel personnage historique s'étant illustré jusqu'au XVIIIème siècle feriez-vous volontiers intervenir à notre époque ? Et pour quelle raison ?

Etant marin je ne peux que penser à Surcouf chef de guerre plein d'audace qui pensait hors des sentiers battus pour surprendre et défaire ses adversaires pourtant plus puissants, être mobile, les surprendre pour acquérir localement la supériorité et les défaire en leur imposant l'heure, le lieu et le contexte de l'attaque. Un chef de guerre. Dans le numérique c'est un peu comparable, il faut combiner innovation tactique, et innovation technologique, un petit groupe audacieux peut mettre à mal une organisation bien plus puissante en exploitant ses faiblesses et ses failles, pas en allant l'attaquer de front, là où il est puissant. L'initiative revient souvent à l'attaquant et une organisation complexe est très difficile à défendre, trouver et exploiter le point faible, le maillon faible souvent humain par ruse, gagner la guerre du temps par la surprise. Cela ne s'improvise pas... il faut beaucoup d'agilité intellectuelle, d'entraînement, de connaissance du terrain, et savoir prendre des risques calculés. Le combat comporte toujours un volet « force morale » et cohésion de ses équipes. Le Cyber n'y déroge pas.

☐☐ Mezze de tweets

☐☐ *ENTRETIEN – [@SouveraineTech](#) tiendra son premier colloque (consacré à la souveraineté) le 29 septembre prochain à Saint-Malo. [@SouveraineTech](#) a répondu à nos questions ↓ <https://t.co/w3hPm6umXR>*

– *Front Populaire (@FrontPopOff) [September 19, 2023](#)*

"[#BMW](#) Group a choisi [#AWS](#) comme fournisseur privilégié de services cloud pour sa plateforme de conduite automatisée."
<https://t.co/FdMUBIJcbB>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 20, 2023](#)

[#Oracle](#) ☐☐ les fonds de tiroirs du cloud souverain
☐☐ <https://t.co/PqbH0TK49J>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 20, 2023](#)

"[@OVHcloud_FR](#), [@outscale_fr](#) ou encore [@Scaleway_fr](#) pour ne nommer que ceux-ci font partie des clouds locaux vers lesquels les entreprises peuvent se tourner pour contrôler l'exposition de leurs données.

Et [@clever_cloudFR](#), et [@icodia](#), et [@Kloudici](#)
...<https://t.co/NUZYLs1V0p>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 20, 2023](#)

☐ Le gouvernement allemand envisagerait de limiter l'équipement chinois à un maximum de 25 % dans la RAN (réseau télécom rural), ainsi que de l'interdire totalement dans les zones géographiques sensibles comme la capitale. [#Huawei](#)
<https://t.co/W6uuWx24VR>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 20, 2023](#)

Produits laitiers : la France pourrait ne plus couvrir ses besoins à partir de 2027. <https://t.co/d5NpuFmCzp>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 21, 2023](#)

#Nearlink, la nouvelle technologie de *#Huawei*, serait 6 fois plus rapide que le *#Bluetooth* tout en consommant 60 % d'énergie en moins." <https://t.co/xpere6qMNT>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 20, 2023](#)

Les Faïenceries de Cornouaille rapatrient la production de leurs bols bretons dans le Finistère. <https://t.co/aCRnrd6v0Z>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 19, 2023](#)

Cartographie des entreprises stratégiques françaises vendues à des concurrents étrangers depuis 15 ans. Beau travail de compilation d'Augustin de Colnet. <https://t.co/Lz5KG0BR7F>
pic.twitter.com/0GibX6pELb

– Jerome Bondu (@jeromebondu) [September 18, 2023](#)

☐☐ **Hors spectre**



La Prise du Kent par Surcouf par Julien Lepelletier

« Il n'y a pas d'endroit où l'on peut respirer plus librement que sur le pont d'un navire. » **Elsa Triolet**

L'autonomie stratégique va de pair avec la souveraineté.

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de

tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

vendredi 15 septembre 2023

[Camille Roux](#) est présidente et cofondatrice de [Themis](#).

1) Quelle place la France occupe-t-elle aujourd'hui dans le concert des nations et des organisations ?

La portée de la voix de la France a beaucoup diminué depuis 20 ans. C'est un fait. Les derniers coups d'éclat, dont on peut être fier, ont été la prise de position de Dominique de Villepin à l'ONU contre la guerre en Irak, et le sommet de Paris avec la COP21 en décembre 2015, qui a donné naissance à un accord international sur le climat, signé par la quasi-totalité des États du monde. Cette rétractation de l'écho de la voix de la France est due en partie aux errements de jugement dirais-je pour faire court sur certains dossiers, mais aussi et surtout parce que la France elle-même est moins attractive. Mode de vie, culture, politique, philosophie, éducation... la France est beaucoup moins pionnière. En 2007, Donald Morrison titrait un article du Time Magazine ainsi : « the death of the French culture ». Propos sûrement exagéré qui a fait couler beaucoup d'encre, mais qui mettait le doigt sur notre perte d'influence en termes de soft power.

Depuis il y a eu les images lors des manifestations des gilets jaunes contaminées par les black blocks et cette photo symbolique des destructions de l'arc de triomphe...sorte d'image

apocalyptique en miroir de la France d'aujourd'hui. Or pour rayonner, pour dire les choses simplement, il faut que « cela aille bien chez soi ». Dans les relations internationales, son terrain de jeu s'est réduit également, la France a des forces militaires pré-positionnées un peu partout dans le monde, un réseau diplomatique qui reste important même s'il s'est réduit ces dernières années, mais on mesure qu'elle a du mal à peser, par exemple dans la zone indo-Pacifique, au milieu des grands. Sur tous les grands dossiers internationaux de ces dernières années, Syrie, Libye, Iran, Liban notamment, la France a peu souvent joué un rôle de premier plan, ou bien, pire son implication a été fortement critiquée (cf cas de la Libye avec les conséquences que l'on connaît).

Donc faite de « succès achevés et de malheurs exemplaires » pour reprendre l'expression du Général de Gaulle, la France a perdu son rang dans le grand concert mondial des nations. Cela dit, faire ce constat, cela ne veut pas dire que tout serait inexorablement en déclin. La France a des atouts, elle reste ce pays « poil à gratter » qui a une façon particulière d'aborder les sujets, et il faut au-delà de notre statut (membre permanent du conseil de sécurité, 27 représentations permanentes ou délégations auprès des instances internationales, etc.), retravailler nos fondamentaux (est ce que la notion de puissance d'équilibre(s) fonctionne encore ?), afin que ce que la France a à dire soit écouté, et suivi. Il faut revoir pour cela le contenu, mais aussi les vecteurs, et la forme de notre présence dans le concert des nations, pour redevenir une puissance de confiance.

2/ Comment la cybermenace vous semble-t-elle en mesure de redistribuer les cartes dans les relations internationales ?

Nous sommes dans une cyberguerre mondiale. L'espace cyber est sans doute l'espace le plus confrontationnel à l'heure actuelle. La cour pénale internationale vient d'ailleurs de considérer cette semaine que des actes commis dans le

cyberespace pourraient constituer des crimes de guerre. La quasi-totalité de nos vies étant régie par des réseaux informatiques, cela multiplie nos potentielles fragilités, et divise le monde en deux camps : ceux qui ont les moyens de mener ces attaques, et de les exploiter ensuite, et ceux qui restent à la traîne. Ce différentiel technologique gigantesque entre les nations redistribue très clairement les cartes. Parce que les potentialités et les conséquences de ces cybercrimes sont énormes et peuvent donner un avantage très grand à celui qui les commet (en termes d'informations piratées, de surveillance – cf Pegasus- ou de paralysie de la cible notamment). Toutes les notions de sécurité, de confidentialité, de contrôle, sont remises en cause. Avant on employait à tout va « combien de divisions », aujourd'hui il faut dire aussi « combien de hackers » ? Enfin, le cyber c'est l'espace du façonnement des opinions publiques, et donc du contrôle des marqueurs démocratiques (influence sur les élections par exemple). C'est par essence même un outil clé de souveraineté. Dans ce monde soi-disant ultra contrôlé, régulé, normé qu'est le nôtre, l'espace cyber est enfin le lieu où s'opèrent des réorganisations sociétales profondes (dark web, ventes mafieuses, crypto monnaies etc..) qui elles aussi participent à redistribuer les cartes dans les relations internationales.

3/ Comment pouvez-vous décrire le niveau d'acculturation de la France aux enjeux de la guerre informationnelle ?

Je pense qu'il faut dissocier 2 choses : l'action de l'État en matière de guerre informationnelle pour commencer. Celle-ci est beaucoup plus offensive qu'elle ne l'était il y a quelques années à mon sens, et parmi ces actions, il faut distinguer celles qui sont ouvertes (officielles) et celles qui sont clandestines. Sur ce dernier volet, nous n'allons sûrement pas assez loin car nous sommes d'abord une démocratie – nos modalités d'actions diffèrent des régimes autoritaires-, et nous sommes aussi régis par des mécanismes de transparence et

de contrôle qui nous limitent sûrement. En face, ceux qui nous affrontent dans les champs immatériels, n'ont pas les mêmes retenues ou états d'âme. Ce qui est probable, c'est que nous avons mis du temps à rentrer dans une culture offensive de la guerre informationnelle, et à contrer les attaques envers la France par exemple en provenant des puissances étrangères. Elles ont commencé il y a longtemps pour ce qui est de l'Afrique, on s'est réveillé tard. On en voit les résultats aujourd'hui très clairement. Mais au niveau de l'État, les esprits sont quasiment tous sensibilisés à cette guerre informationnelle. Et historiquement d'ailleurs, la France a été à la pointe de ces sujets, même si cela avait été délaissé depuis la fin de guerre froide pour diverses raisons.

A chaque strate de la machine étatique, vous avez aujourd'hui des entités qui s'occupent de la guerre informationnelle. Est-ce que cela est bien coordonné, est-ce que cela permet des actions offensives ou défensives très rapides, efficaces ? Est-ce que nous allons assez loin dans la construction de narratifs (y compris pédagogiques) pour asseoir nos positions ? Est-ce que nous avons « la masse » nécessaire pour contrer et nous-même orienter et désinformer, si on souhaite aller jusque-là, pour servir nos intérêts ? Pas assez, probablement. Ensuite il y a les lobbys, les institutions, les groupes d'intérêt divers etc...comme dans tous pays ils agissent, font valoir leurs intérêts, orientent et manipulent les masses. Certains sont victimes de cette guerre de l'information, il est toujours très facile d'agir sur les biais cognitifs de certaines cibles, d'autres contre-attaquent. C'est le jeu. Les Français ne sont pas plus ou moins acculturés à la guerre informationnelle que d'autres citoyens d'autres pays. Mais dans ce domaine, comme pour beaucoup de choses, ils n'agissent pas assez vite, ne sont pas assez agiles et officient souvent en réaction. En fait, la question de fond, c'est : jusqu'où sommes-nous capables d'aller ? Quels compromis avec nos propres valeurs on est prêt à faire quand on estime que la patrie est attaquée et que les intérêts de la France et de ses

citoyens sont en danger ? Quelles lignes est-on capable de déplacer entre le bien et le mal, la notion d'amis et d'ennemis, sans jamais devenir un État voyou ? ou alors à partir de quel seuil estimerait-on utile de le faire ? Sommes-nous prêts à agir de manière froide et brute, tout en restant derrière les rideaux, et avec grâce, pour défendre les intérêts de la France ? Et dans ce cas, quelle légitimité démocratique donner à ce processus ?

4/ Percevez-vous des signes qui annoncent l'avènement d'un monde différent que le monde globalisé auquel on est habitué ? Et le cas échéant, quelle forme le voyez-vous adopter ?

Oui il y a un certain nombre de signes. La globalisation, c'est-à-dire l'intégration des marchés sur le plan mondial, ne va pas disparaître du jour au lendemain. En revanche elle va changer de forme, et la dynamique des flux va se réorienter. D'abord pour des considérations très pragmatiques de fonctionnement des chaînes d'approvisionnement, de coût du transport, de l'énergie, des pénuries, des sanctions, etc. Et en parallèle, le sens des appartenances des groupes nationaux va se modifier, et les repères qui leur sont liés, vont changer de grammaire. Le tableau est le suivant : pluri-polarité et multi-alignement du sud global, regroupement de pays dans une forme de croisade anti-occident, en tout cas dans un mouvement de refus de son hégémonisme (voir le dernier sommet des BRICS) sur le thème des valeurs (après la contre-culture, mouvement que l'on pourrait qualifier de « contre-décadence ») et de la monnaie (dédollarisation de l'économie même si on en est encore loin), antagonisme Chine - États-Unis, décrochage économique sévère de régions entières dû entre autres aux instabilités politiques, sécuritaires et climatiques, prégnance et développement des mafias dans tous les secteurs économiques, multiplication et accroissement des menaces cyber, compétition encore plus féroce pour les ressources, réveils identitaires, migrations climatiques. En prenant en compte tous ces paramètres, nous allons vers un

monde ultra instable, chaotique, avec à la fois d'une part une dynamique de la norme, du tout contrôle, et de la transparence (qui serait plutôt l'apanage ce que l'on nomme « l'occident »), avec l'idée que plus on est anxieux plus on régule comme action de réassurance, et d'un autre un monde plus sauvage, pas forcément moins contrôlé en revanche pour ce qui est des régimes autoritaires, mais dans tous les cas moins régulé. Avec en toile de fond, la fin du monopole occidental sur les affaires du monde, la fin des alliances traditionnelles, et une diplomatie obscurcie par de la gestion de crises permanentes. Et donc in fine, on chemine de plus en plus vers des groupes de pays qui se réuniraient sur des considérations plus politiques qu'économiques (avec des blocs où le volume des échanges ne serait pas forcément le critère de réunion), et donc vers une mondialisation / globalisation que l'on pourrait qualifier de fragmentée. Ce monde a commencé depuis le début des années 2000 en fait. Beaucoup ont refusé de le voir ou ronronnaient tranquillement avec des schémas de pensée anciens, parce qu'ils étaient confortables et qu'ils étaient surtout plus rassurants pour une partie de l'Occident.

5/ Quelle est la vision dont le président de la République vous semble porteur pour l'avenir de notre pays ?

Le président de la république me semble porteur avant tout d'une vision essentiellement économique pour l'avenir de notre pays. Beaucoup de réformes ont été menées, certaines sont allées dans le bon sens. La France a su conquérir beaucoup d'activités financières de la City après le BREXIT, les investissements directs étrangers (IDE) sont dynamiques, ce qui est un signe de la vitalité de l'attractivité économique du pays, dans un environnement international complexe. Mais il manque quelque peu cette patte politique, c'est-à-dire savoir sentir la France éternelle, ses régions, ses particularismes, comprendre les symboles qui sont induits dans toute action politique ; un certaine culture des relations internationales également fait défaut (on ne passe pas uniquement quelques

heures dans un pays en Afrique...) et des rapports de force (nos alliés ne sont pas toujours nos amis). Et donc, il manque cette vision d'ensemble. Non pas pour en faire un fourre-tout économique-diplomatico-sécuritaire, mais pour avoir une vraie stratégie et se fixer un cap et des lignes rouges. Aujourd'hui par exemple, on parle de souveraineté à tous les étages, mais, – et votre site s'en fait noblement souvent l'écho – , des fleurons stratégiques et des pans entiers de notre industrie passent entre les mains de capitaux étrangers, ce qui compromet sérieusement notre souveraineté industrielle. En outre, le Président porte une vision essentiellement européenne, nul ne peut lui contester cela, qui peine parfois à réorienter sa politique en cours de marche, quand nos partenaires principaux ne sont plus forcément nos alliés sur un certain nombre de sujets (exemple de l'Allemagne). Enfin, le Président est conscient de l'importance de la dynamique de l'influence, dont il a fait une priorité stratégique depuis 2022. Quels outils va-t-il mettre en place pour cela ? Je suis partagée entre l'idée de dire « enfin ! » et d'un autre côté, le propre de l'influence, c'est justement d'en faire sans jamais le dire... Plus on va véhiculer un discours officiel de l'influence, plus on risque de se voir rejeté.

6/ L'idée de coopération semble battue en brèche par la vivacité et la brutalité des antagonismes. Pouvez-vous nous donner des motifs d'espérance ?

Plus il y aura des crises, et plus il y aura un besoin de coopération, dans tous les domaines. Il nous faut être plus créatifs et multiplier les formes de coopération, et savoir aussi... agir entre les lignes...et donc il faut également favoriser l'émergence de nouveaux acteurs de la coopération, société civile ou entreprises privées. La confrontation amène aussi des idées, des nouvelles alliances... Un peu comme les couteaux qui s'aiguisent entre eux. De cette brutalité des antagonismes que vous évoquez, il peut sortir aussi de grandes choses. Cette accélération des crises ces dernières années, cela a sans doute contribué aussi à nous réveiller et à sortir

d'une certaine torpeur qui nous empêchait quelque part de réfléchir à de nouveaux mécanismes de coopération. Ce qui est certain, c'est que dans cette idée de coopération, cela ne sera plus les pays du Nord pour les pays du Sud, mais certains pays du Nord avec certains pays du Sud.

7/ Dans l'argumentaire de Themis, vous parlez d'autonomie stratégique et non de souveraineté. Est-ce à dessein et si oui pour quelle raison ?

L'autonomie stratégique va de pair avec la souveraineté. Sans autonomie stratégique, un pays est dépendant et ne peut jouir réellement de sa souveraineté. C'est une composante de la souveraineté si vous préférez.

8/ On peut lire beaucoup de commentaires condescendants à l'endroit de l'Afrique. Dans quels domaines pensez-vous que nous autres Français devrions nous y prendre à deux fois avant de verser dans ce travers ?

Notre désinfluence en Afrique c'est le grand sujet du moment. La claque est magistrale. Beaucoup de choses ont été dites, écrites sur ce sujet, je ne vais pas y revenir. La question que je me pose toujours c'est: quand est ce que l'administration et les hommes politiques rendront des comptes de leurs actions ? Pour répondre à votre question, dans tous les domaines on devrait s'y prendre à deux fois avant d'être condescendant ! Convaincre l'autre, ce n'est pas le mépriser, lui donner des leçons et l'humilier. Pour construire des partenariats solides, il faut se mettre à la place de l'autre, le comprendre, saisir ses évolutions, ses besoins, ses envies, ses réticences. Le monde a tellement changé ces 20 dernières années, tout va très vite, et on ne nous attend pas. Donc il faut être agile, à l'affût des changements, pragmatiques et gracieux. Or on est trop engourdis dans notre mode de fonctionnement, on met trop de temps à percevoir les changements (exemple en Afrique : les sociétés africaines changeaient et on continuait avec une « coopération à la papa »), on est régi par l'idéologie, et on est « lourdingue » avec

une position de donneur de leçons qui insupporte. Donc on nous met dehors.

9/ *Qu'est-ce qu'une nation heureuse en 2023 ?*

Ce serait une nation où il y aurait moins de confrontations entre les différentes composantes de la société, plus d'harmonie, moins de rapports de force entre les groupes sociaux, où les familles ne seraient pas angoissées pour remplir leur réfrigérateur et terminer le mois, où chaque parent pourrait se dire que l'ascenseur social fonctionne encore et que nos enfants vivront mieux que la génération précédente. Bref une nation où l'on pourrait vivre dignement de son travail et pouvoir se projeter dans l'avenir avec sérénité et espérance. Une nation heureuse c'est une nation où on ne serait pas esclave des autres, et où notre mode de pensée resterait libre de toute emprise des algorithmes... Ce serait une nation où l'on se serait ré approprié la notion du temps. Ce serait aussi une nation qui est fière d'elle-même, qui n'aurait pas à devoir sans arrêt s'excuser de son histoire, de ses traditions, qui aurait fait la synthèse avec paix et courage de ses échecs et de ses succès, et dans laquelle l'apprentissage des connaissances et surtout la capacité à raisonner, seraient au cœur du projet de société. Ce qui menace aujourd'hui fondamentalement, c'est l'obscurantisme, la violence mécanique, immédiate, systématisée, dans le débat et dans l'espace publics. En d'autres termes, ce serait une nation qui replacerait l'individu au centre de préoccupations primaires : vivre en harmonie avec son environnement, se redonner du temps, s'instruire, s'élever spirituellement quelle que soit la manière, et en même temps une nation qui rattacherait cet individu à un collectif qui ferait sens.

10/ *Que diriez-vous à quelqu'un qui hésiterait à l'idée de soumettre sa candidature à une session nationale de l'IHEDN (majeure souveraineté bien sûr) ?*

Je lui dirais qu'il faut y aller les yeux fermés ! A l'IHEDN,

on arrive souvent à un âge où on a déjà parcouru un petit bout de chemin. Si vous êtes sélectionné, c'est que l'Institut considère que vous avez réussi plus ou moins dans votre vie professionnelle, au sens où vous allez compter auprès de vos pairs pour faire passer des messages sur la résilience de la nation par exemple, ou l'esprit de défense. Non seulement cela va vous remettre dans le bain de la formation, ce qui est essentiel tout au long de la vie, comme si vous retourniez sur les bancs de l'université, mais surtout, à ce stade justement de votre développement personnel et professionnel, cela évite que vous vous ankylosiez ou vous sclérosiez ! Le sel de cette formation, c'est de confronter ses points de vue, ses idées (y compris reçues), avec des gens qui ont un parcours radicalement différent du votre, en mélangeant des chefs d'entreprises, petites et grandes, syndicalistes, chercheurs, journalistes, personnes travaillant dans le secteur associatif, ONG, civils et militaires, etc... Ce brassage est intellectuellement stimulant et humainement très riche. Vous apprenez à découvrir des gens avec des parcours dont les aspérités ne se devinent pas au premier abord. Ceux qui en tirent vraiment partie sont ceux qui ouvrent leurs chakras et sont capables de se dire : ok, je reprends tout de zéro. Et pour reprendre Pierre Desproges, ne pas oublier d'être un peu fêlé pour laisser entrer la lumière...

Newsletter n° 66 - 15 **septembre 2023**

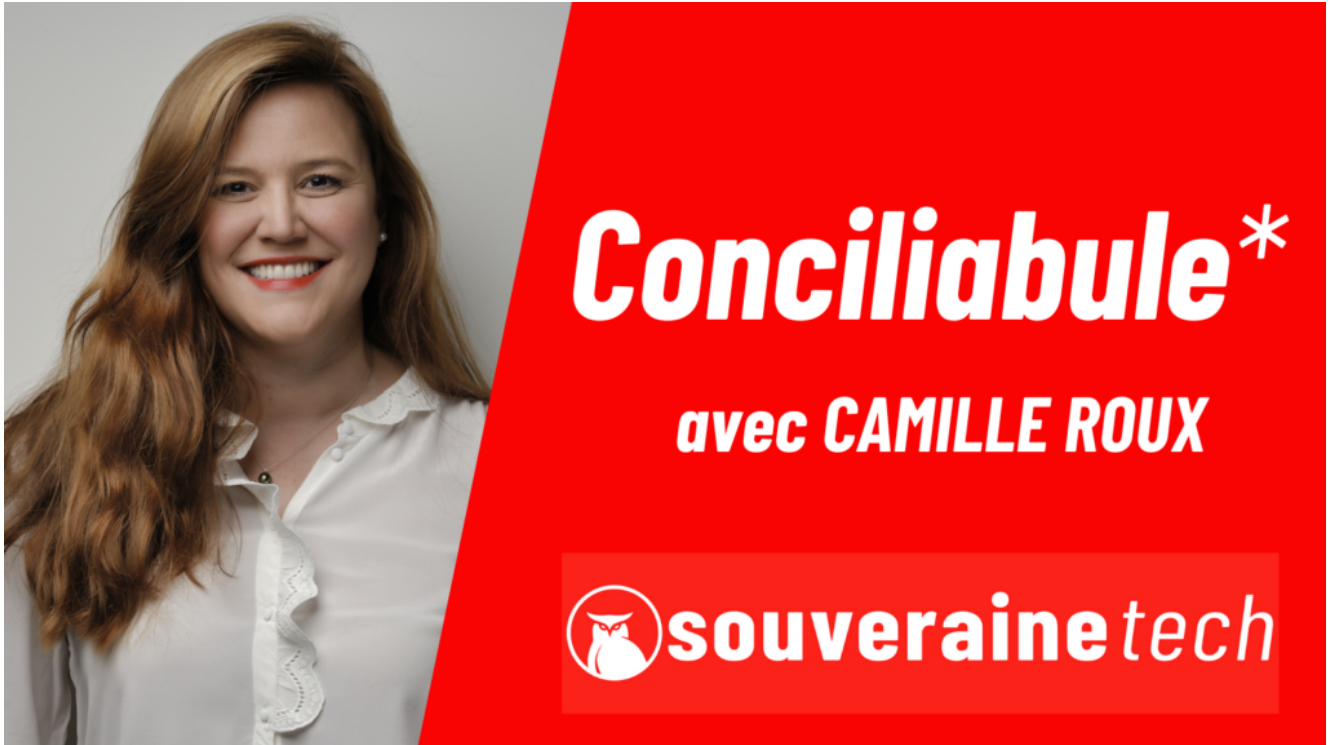
☐☐ **Éditorial**

Idéation & maillot à fleurs
--

Même si je suis sur le point de réaliser un rêve en faisant converger au même et bel endroit un assez grand nombre de personnes ressources, désireuses de faire joliment avancer les choses une pinte de Duchesse Anne à la main, sans revenir sur les sempiternelles querelles sémantiques, je me suis mis en tête de formuler une énième définition de la souveraineté. Pour votre parfaite connaissance des conditions dans lesquelles j'y suis parvenu, je dois vous avouer que sur les coups de 19h, j'ai, hier, laissé glisser mon bulbe en effusion dans une eau couleur menthe sous un ciel d'absolue porcelaine, et que j'ai nagé pendant une bonne heure à la poursuite des termes appropriés. Il faut parfois savoir se donner du mal à la tâche. Sur la méthode, nombreux sont les auteurs qui ont vanté les mérites de la marche dans le processus d'idéation. Peu, étonnamment, mentionnent les vertus du bain énergétique en maillot à fleurs. Comme c'est dommage. Voici donc ma définition. *La souveraineté pourrait être la capacité de mobiliser les ressources matérielles et immatérielles d'une communauté de destin dans le but de la mettre durablement à l'abri du danger, du besoin et de la médiocrité.* [Le vendredi 29 septembre au Palais du Grand Large](#), rejoignez-nous donc pour les travaux pratiques, et un bon bain, si vous goûtez l'eau à 15°. Au pire, vous l'allongerez avec autre chose.

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui, vendredi 15 septembre 2023
[Camille Roux](#), qui est présidente et cofondatrice de
[Themis.](#)



L'autonomie stratégique va de pair avec la souveraineté.

☐☐ **Conciliabule**

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

1) Quelle place la France occupe-t-elle aujourd'hui dans le concert des nations et des organisations ?

La portée de la voix de la France a beaucoup diminué depuis 20 ans. C'est un fait. Les derniers coups d'éclat, dont on peut être fier, ont été la prise de position de Dominique de Villepin à l'ONU contre la guerre en Irak, et le sommet de Paris avec la COP21 en décembre 2015, qui a donné naissance à un accord international sur le climat, signé par la quasi-totalité des États du monde. Cette rétractation de l'écho de la voix de la France est due en partie aux errements de jugement dirais-je pour faire court sur certains dossiers, mais aussi et surtout parce que la France elle-même est moins attractive. Mode de vie, culture, politique, philosophie, éducation... la France est beaucoup moins pionnière. En 2007, Donald Morrisson titrait un article du Time Magazine ainsi : « the death of the French culture ». Propos sûrement exagéré qui a fait couler beaucoup d'encre, mais qui mettait le doigt sur notre perte d'influence en termes de soft power.

Depuis il y a eu les images lors des manifestations des gilets jaunes contaminées par les black blocks et cette photo symbolique des destructions de l'arc de triomphe...sorte d'image apocalyptique en miroir de la France d'aujourd'hui. Or pour rayonner, pour dire les choses simplement, il faut que « cela aille bien chez soi ». Dans les relations internationales, son terrain de jeu s'est réduit également, la France a des forces militaires pré-positionnées un peu partout dans le monde, un réseau diplomatique qui reste important même s'il s'est réduit ces dernières années, mais on mesure qu'elle a du mal à peser, par exemple dans la zone indo-Pacifique, au milieu des grands. Sur tous les grands dossiers internationaux de ces dernières années, Syrie, Libye, Iran, Liban notamment, la France a peu souvent joué un rôle de premier plan, ou bien, pire son implication a été fortement critiquée (cf cas de la Libye avec les conséquences que l'on connaît).

Donc faite de « succès achevés et de malheurs exemplaires »

pour reprendre l'expression du Général de Gaulle, la France a perdu son rang dans le grand concert mondial des nations. Cela dit, faire ce constat, cela ne veut pas dire que tout serait inexorablement en déclin. La France a des atouts, elle reste ce pays « poil à gratter » qui a une façon particulière d'aborder les sujets, et il faut au-delà de notre statut (membre permanent du conseil de sécurité, 27 représentations permanentes ou délégations auprès des instances internationales, etc.), retravailler nos fondamentaux (est ce que la notion de puissance d'équilibre(s) fonctionne encore ?), afin que ce que la France a à dire soit écouté, et suivi. Il faut revoir pour cela le contenu, mais aussi les vecteurs, et la forme de notre présence dans le concert des nations, pour redevenir une puissance de confiance.

2/ Comment la cybermenace vous semble-t-elle en mesure de redistribuer les cartes dans les relations internationales ?

Nous sommes dans une cyberguerre mondiale. L'espace cyber est sans doute l'espace le plus confrontationnel à l'heure actuelle. La cour pénale internationale vient d'ailleurs de considérer cette semaine que des actes commis dans le cyberspace pourraient constituer des crimes de guerre. La quasi-totalité de nos vies étant régie par des réseaux informatiques, cela multiplie nos potentielles fragilités, et divise le monde en deux camps : ceux qui ont les moyens de mener ces attaques, et de les exploiter ensuite, et ceux qui restent à la traîne. Ce différentiel technologique gigantesque entre les nations redistribue très clairement les cartes. Parce que les potentialités et les conséquences de ces cybercrimes sont énormes et peuvent donner un avantage très grand à celui qui les commet (en termes d'informations piratées, de surveillance – cf Pegasus- ou de paralysie de la cible notamment). Toutes les notions de sécurité, de confidentialité, de contrôle, sont remises en cause. Avant on employait à tout va « combien de divisions », aujourd'hui il faut dire aussi « combien de hackers » ? Enfin, le cyber c'est

l'espace du façonnement des opinions publiques, et donc du contrôle des marqueurs démocratiques (influence sur les élections par exemple). C'est par essence même un outil clé de souveraineté. Dans ce monde soi-disant ultra contrôlé, régulé, normé qu'est le nôtre, l'espace cyber est enfin le lieu où s'opèrent des réorganisations sociétales profondes (dark web, ventes mafieuses, crypto monnaies etc..) qui elles aussi participent à redistribuer les cartes dans les relations internationales.

3/ Comment pouvez-vous décrire le niveau d'acculturation de la France aux enjeux de la guerre informationnelle ?

Je pense qu'il faut dissocier 2 choses : l'action de l'État en matière de guerre informationnelle pour commencer. Celle-ci est beaucoup plus offensive qu'elle ne l'était il y a quelques années à mon sens, et parmi ces actions, il faut distinguer celles qui sont ouvertes (officielles) et celles qui sont clandestines. Sur ce dernier volet, nous n'allons sûrement pas assez loin car nous sommes d'abord une démocratie – nos modalités d'actions diffèrent des régimes autoritaires-, et nous sommes aussi régis par des mécanismes de transparence et de contrôle qui nous limitent sûrement. En face, ceux qui nous affrontent dans les champs immatériels, n'ont pas les mêmes retenues ou états d'âme. Ce qui est probable, c'est que nous avons mis du temps à rentrer dans une culture offensive de la guerre informationnelle, et à contrer les attaques envers la France par exemple en provenant des puissances étrangères. Elles ont commencé il y a longtemps pour ce qui est de l'Afrique, on s'est réveillé tard. On en voit les résultats aujourd'hui très clairement. Mais au niveau de l'État, les esprits sont quasiment tous sensibilisés à cette guerre informationnelle. Et historiquement d'ailleurs, la France a été à la pointe de ces sujets, même si cela avait été délaissé depuis la fin de guerre froide pour diverses raisons.

A chaque strate de la machine étatique, vous avez aujourd'hui des entités qui s'occupent de la guerre informationnelle. Est-ce que cela est bien coordonné, est-ce que cela permet des actions offensives ou défensives très rapides, efficaces ? Est-ce que nous allons assez loin dans la construction de narratifs (y compris pédagogiques) pour asseoir nos positions ? Est-ce que nous avons « la masse » nécessaire pour contrer et nous-même orienter et désinformer, si on souhaite aller jusque-là, pour servir nos intérêts ? Pas assez, probablement. Ensuite il y a les lobbys, les institutions, les groupes d'intérêt divers etc...comme dans tous pays ils agissent, font valoir leurs intérêts, orientent et manipulent les masses. Certains sont victimes de cette guerre de l'information, il est toujours très facile d'agir sur les biais cognitifs de certaines cibles, d'autres contre-attaquent. C'est le jeu. Les Français ne sont pas plus ou moins acculturés à la guerre informationnelle que d'autres citoyens d'autres pays. Mais dans ce domaine, comme pour beaucoup de choses, ils n'agissent pas assez vite, ne sont pas assez agiles et officient souvent en réaction. En fait, la question de fond, c'est : jusqu'où sommes-nous capables d'aller ? Quels compromis avec nos propres valeurs on est prêt à faire quand on estime que la patrie est attaquée et que les intérêts de la France et de ses citoyens sont en danger ? Quelles lignes est-on capable de déplacer entre le bien et le mal, la notion d'amis et d'ennemis, sans jamais devenir un État voyou ? ou alors à partir de quel seuil estimerait-on utile de le faire ? Sommes-nous prêts à agir de manière froide et brute, tout en restant derrière les rideaux, et avec grâce, pour défendre les intérêts de la France ? Et dans ce cas, quelle légitimité démocratique donner à ce processus ?

4/ Percevez-vous des signes qui annoncent l'avènement d'un monde différent que le monde globalisé auquel on est habitué ? Et le cas échéant, quelle forme le voyez-vous adopter ?

Oui il y a un certain nombre de signes. La globalisation, c'est-à-dire l'intégration des marchés sur le plan mondial, ne va pas disparaître du jour au lendemain. En revanche elle va changer de forme, et la dynamique des flux va se réorienter. D'abord pour des considérations très pragmatiques de

fonctionnement des chaînes d'approvisionnement, de coût du transport, de l'énergie, des pénuries, des sanctions, etc. Et en parallèle, le sens des appartenances des groupes nationaux va se modifier, et les repères qui leur sont liés, vont changer de grammaire. Le tableau est le suivant : pluri-polarité et multi-alignement du sud global, regroupement de pays dans une forme de croisade anti-occident , en tout cas dans un mouvement de refus de son hégémonisme (voir le dernier sommet des BRICS) sur le thème des valeurs (après la contre-culture, mouvement que l'on pourrait qualifier de « contre-décadence ») et de la monnaie (dédollarisation de l'économie même si on en est encore loin), antagonisme Chine -États-Unis, décrochage économique sévère de régions entières dû entre autres aux instabilités politiques, sécuritaires et climatiques, prégnance et développement des mafias dans tous les secteurs économiques, multiplication et accroissement des menaces cyber, compétition encore plus féroce pour les ressources, réveils identitaires, migrations climatiques. En prenant en compte tous ces paramètres, nous allons vers un monde ultra instable, chaotique, avec à la fois d'une part une dynamique de la norme, du tout contrôle, et de la transparence (qui serait plutôt l'apanage ce que l'on nomme « l'occident »), avec l'idée que plus on est anxieux plus on régule comme action de réassurance, et d'un autre un monde plus sauvage, pas forcément moins contrôlé en revanche pour ce qui est des régimes autoritaires, mais dans tous les cas moins régulé. Avec en toile de fond, la fin du monopole occidental sur les affaires du monde, la fin des alliances traditionnelles, et une diplomatie obscurcie par de la gestion de crises permanentes. Et donc in fine, on chemine de plus en plus vers des groupes de pays qui se réuniraient sur des considérations plus politiques qu'économiques (avec des blocs où le volume des échanges ne serait pas forcément le critère de réunion), et donc vers une mondialisation / globalisation que l'on pourrait qualifier de fragmentée. Ce monde a commencé depuis le début des années 2000 en fait. Beaucoup ont refusé de le voir ou ronronnaient tranquillement avec des schémas de pensée anciens, parce qu'ils étaient confortables et qu'ils étaient surtout plus rassurants pour une partie de l'Occident.

5/ Quelle est la vision dont le président de la République vous semble porteur pour l'avenir de notre pays ?

Le président de la république me semble porteur avant tout d'une vision essentiellement économique pour l'avenir de notre pays. Beaucoup de réformes ont été menées, certaines sont allées dans le bon sens. La France a su conquérir beaucoup d'activités financières de la City après le BREXIT, les investissements directs étrangers (IDE) sont dynamiques, ce qui est un signe de la vitalité de l'attractivité économique du pays, dans un environnement international complexe. Mais il manque quelque peu cette patte politique, c'est-à-dire savoir sentir la France éternelle, ses régions, ses particularismes, comprendre les symboles qui sont induits dans toute action politique ; un certaine culture des relations internationales également fait défaut (on ne passe pas uniquement quelques heures dans un pays en Afrique...) et des rapports de force (nos alliés ne sont pas toujours nos amis). Et donc, il manque cette vision d'ensemble. Non pas pour en faire un fourre-tout économique-diplomatico-sécuritaire, mais pour avoir une vraie stratégie et se fixer un cap et des lignes rouges. Aujourd'hui par exemple, on parle de souveraineté à tous les étages, mais, – et votre site s'en fait noblement souvent l'écho – , des fleurons stratégiques et des pans entiers de notre industrie passent entre les mains de capitaux étrangers, ce qui compromet sérieusement notre souveraineté industrielle. En outre, le Président porte une vision essentiellement européenne, nul ne peut lui contester cela, qui peine parfois à réorienter sa politique en cours de marche, quand nos partenaires principaux ne sont plus forcément nos alliés sur une certain nombre de sujets (exemple de l'Allemagne). Enfin, le Président est conscient de l'importance de la dynamique de l'influence, dont il a fait une priorité stratégique depuis 2022. Quels outils va-t-il mettre en place pour cela ? Je suis partagée entre l'idée de dire « enfin ! » et d'un autre côté, le propre de l'influence, c'est justement d'en faire sans

jamais le dire... Plus on va véhiculer un discours officiel de l'influence, plus on risque de se voir rejeté.

6/ L'idée de coopération semble battue en brèche par la vivacité et la brutalité des antagonismes. Pouvez-vous nous donner des motifs d'espérance ?

Plus il y aura des crises, et plus il y aura un besoin de coopération, dans tous les domaines. Il nous faut être plus créatifs et multiplier les formes de coopération, et savoir aussi... agir entre les lignes...et donc il faut également favoriser l'émergence de nouveaux acteurs de la coopération, société civile ou entreprises privées. La confrontation amène aussi des idées, des nouvelles alliances... Un peu comme les couteaux qui s'aiguisent entre eux. De cette brutalité des antagonismes que vous évoquez, il peut sortir aussi de grandes choses. Cette accélération des crises ces dernières années, cela a sans doute contribué aussi à nous réveiller et à sortir d'une certaine torpeur qui nous empêchait quelque part de réfléchir à de nouveaux mécanismes de coopération. Ce qui est certain, c'est que dans cette idée de coopération, cela ne sera plus les pays du Nord pour les pays du Sud, mais certains pays du Nord avec certains pays du Sud.

7/ Dans l'argumentaire de Themis, vous parlez d'autonomie stratégique et non de souveraineté. Est-ce à dessein et si oui pour quelle raison ?

L'autonomie stratégique va de pair avec la souveraineté. Sans autonomie stratégique, un pays est dépendant et ne peut jouir réellement de sa souveraineté. C'est une composante de la souveraineté si vous préférez.

8/ On peut lire beaucoup de commentaires condescendants à l'endroit de l'Afrique. Dans quels domaines pensez-vous que nous autres Français devrions nous y prendre à deux fois avant de verser dans ce travers ?

Notre désinfluence en Afrique c'est le grand sujet du moment.

La claque est magistrale. Beaucoup de choses ont été dites, écrites sur ce sujet, je ne vais pas y revenir. La question que je me pose toujours c'est: quand est ce que l'administration et les hommes politiques rendront des comptes de leurs actions ? Pour répondre à votre question, dans tous les domaines on devrait s'y prendre à deux fois avant d'être condescendant ! Convaincre l'autre, ce n'est pas le mépriser, lui donner des leçons et l'humilier. Pour construire des partenariats solides, il faut se mettre à la place de l'autre, le comprendre, saisir ses évolutions, ses besoins, ses envies, ses réticences. Le monde a tellement changé ces 20 dernières années, tout va très vite, et on ne nous attend pas. Donc il faut être agile, à l'affut des changements, pragmatiques et gracieux. Or on est trop engourdis dans notre mode de fonctionnement, on met trop de temps à percevoir les changements (exemple en Afrique : les sociétés africaines changeaient et on continuait avec une « coopération à la papa »), on est régi par l'idéologie, et on est « lourdingue » avec une position de donneur de leçons qui insupporte. Donc on nous met dehors.

9/ Qu'est-ce qu'une nation heureuse en 2023 ?

Ce serait une nation où il y aurait moins de confrontations entre les différentes composantes de la société, plus d'harmonie, moins de rapports de force entre les groupes sociaux, où les familles ne seraient pas angoissées pour remplir leur réfrigérateur et terminer le mois, où chaque parent pourrait se dire que l'ascenseur social fonctionne encore et que nos enfants vivront mieux que la génération précédente. Bref une nation où l'on pourrait vivre dignement de son travail et pouvoir se projeter dans l'avenir avec sérénité et espérance. Une nation heureuse c'est une nation où on ne serait pas esclave des autres, et où notre mode de pensée resterait libre de toute emprise des algorithmes... Ce serait une nation où l'on se serait ré approprié la notion du temps. Ce serait aussi une nation qui est fière d'elle-même,

qui n'aurait pas à devoir sans arrêt s'excuser de son histoire, de ses traditions, qui aurait fait la synthèse avec paix et courage de ses échecs et de ses succès, et dans laquelle l'apprentissage des connaissances et surtout la capacité à raisonner, seraient au cœur du projet de société. Ce qui menace aujourd'hui fondamentalement, c'est l'obscurantisme, la violence mécanique, immédiate, systématisée, dans le débat et dans l'espace publics. En d'autres termes, ce serait une nation qui replacerait l'individu au centre de préoccupations primaires : vivre en harmonie avec son environnement, se redonner du temps, s'instruire, s'élever spirituellement quelle que soit la manière, et en même temps une nation qui rattacherait cet individu à un collectif qui ferait sens.

10/ Que diriez-vous à quelqu'un qui hésiterait à l'idée de soumettre sa candidature à une session nationale de l'IHEDN (majeure souveraineté bien sûr) ?

Je lui dirais qu'il faut y aller les yeux fermés ! A l'IHEDN, on arrive souvent à un âge où on a déjà parcouru un petit bout de chemin. Si vous êtes sélectionné, c'est que l'Institut considère que vous avez réussi plus ou moins dans votre vie professionnelle, au sens où vous allez compter auprès de vos pairs pour faire passer des messages sur la résilience de la nation par exemple, ou l'esprit de défense. Non seulement cela va vous remettre dans le bain de la formation, ce qui est essentiel tout au long de la vie, comme si vous retourniez sur les bancs de l'université, mais surtout, à ce stade justement de votre développement personnel et professionnel, cela évite que vous vous ankylosiez ou vous sclérosiez ! Le sel de cette formation, c'est de confronter ses points de vue, ses idées (y compris reçues), avec des gens qui ont un parcours radicalement différent du votre, en mélangeant des chefs d'entreprises, petites et grandes, syndicalistes, chercheurs, journalistes, personnes travaillant dans le secteur associatif, ONG, civils et militaires, etc... Ce brassage est intellectuellement stimulant et humainement très riche. Vous

apprenez à découvrir des gens avec des parcours dont les aspérités ne se devinent pas au premier abord. Ceux qui en tirent vraiment partie sont ceux qui ouvrent leurs chakras et sont capables de se dire : ok, je reprends tout de zéro. Et pour reprendre Pierre Desproges, ne pas oublier d'être un peu fêlé pour laisser entrer la lumière...

☐☐ Mezze de tweets

"La France doit assumer sa puissance." Merci à [@OuestFrance](#) pour cette belle mise en avant du colloque que nous organisons à Saint-Malo le 29 septembre
☐ <https://t.co/H1TpqxMoad>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 13, 2023](#)

[#Automobile](#) : [@VerkorSAS](#) rassemble 2 milliards d'euros pour construire son usine de [#batteries](#) à [@Dunkerque](#)
<https://t.co/ljIM6Gs5tM><https://t.co/2tKSF6ANKK>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 14, 2023](#)

☐ *Voilà typiquement une fausse bonne nouvelle : "[#Microsoft](#) investit dans les startups françaises de l'[#IA](#) à [#StationF](#)"*

C'est "investit les startups françaises" qu'il faut lire...<https://t.co/M4CQZNY4D8>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 13, 2023](#)

Qu'est devenue la souveraineté économique française ? (Livre)
<https://t.co/U71o4SWnE2>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 11, 2023](#)

L'[@Inria](#), un institut dédié à la [#souveraineténumérique](#) de la France depuis 1967 <https://t.co/4ErQzLDRgm>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 11, 2023](#)

□ "Moins techno, plus stratège : portrait-robot du [#DSI](#) en 2026" <https://t.co/APdN9oE61z> pic.twitter.com/WEmPyzLEQM

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 10, 2023](#)

Il y a 115 ans, Charles [#Bonaparte](#), petit-neveu de l'empereur [#Napoléon](#) Ier, créait le [#FBI](#) □□ <https://t.co/vilqC4HI9E>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 11, 2023](#)

"Notre souveraineté est bradée : la vente du fleuron [@Atos](#) provoque des remous." <https://t.co/Mbjhgdj83C>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 9, 2023](#)

Bernard Chaussegros défend ici l'idée selon laquelle "seul un entrepreneur doté de la capacité à créer de la valeur peut jouer un rôle crucial dans le redressement de l'économie

française."

[pic.twitter.com/x9U9Nv5Qer](https://t.co/FSekZ9gdNx)

<https://t.co/FSekZ9gdNx>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 10, 2023](#)

☐☐ Hors spectre



Triptyque de l'Apocalypse, détail. Augustin Frison-Roche

J'ai su depuis mes premières années de vie qu'il était plus important d'être bon, que d'être intelligent. Edith Stein

Newsletter n°65 - 8 septembre 2023

☐☐ Éditorial

Vivant, populaire, paysan

[Le programme détaillé de notre colloque est en ligne](#). Cette matière vivante, dynamique, nourrie de l'intervention à venir de trente-deux personnalités, est sans doute amenée à évoluer ça et là d'ici l'échéance. Mais l'essentiel est acquis, et prêt à être partagé avec vous. Je profite de cet éditorial pour vous dire combien je suis heureux que nous ayons obtenu, après le patronage de Jean-Noël Barrot, un ancrage politique breton à cet événement, avec la participation de Jérôme Tré-Hardy, Conseiller régional délégué au numérique, à la cybersécurité et aux données, que vous connaissez tous. Dans trois semaines, nous nous retrouverons ainsi à Saint-Malo pour un moment d'écologie intellectuelle, soucieux d'aller aux ressources essentielles de notre sujet : comment poursuivre l'intérêt supérieur de notre nation ? Ce sera un moment festif et ouvert sur le monde (et sur la mer !), mais aussi populaire, puisque nous parlerons de notre peuple, et paysan, puisque nous évoquerons notre pays et en invoquerons le génie. Au 29 !

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui, vendredi 8 septembre 2023
[Lorraine Tournyol du Clos Dang-Vu](#),
qui est Conseillère spéciale du président de l'[Institut
Choiseul](#).

Elle a notamment publié pour l'institut un rapport
incontournable : [« Repenser la souveraineté »](#)



Créons une agence nationale de la souveraineté à partir du
modèle ANSSI ☐☐ !

☐☐ Conciliabule

*Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une
approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des
intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un*

lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

1/ Certains reprochent au terme "souveraineté" de relever de l'anachronisme. Qu'en pensez-vous?

Si l'idée est de dire qu'il est dépassé de parler de souveraineté, je ne suis absolument pas d'accord !

La question de la souveraineté, c'est celle du contrôle : qui gouverne ? Qui décide ? Qui a le dernier mot ? C'est une question aussi fondamentale que, à titre individuel, celle de se nourrir, se protéger, aller et venir... Des fonctions essentielles vous dirait Maslow !!! C'est donc un terme très actuel, intemporel même. A sa naissance, la Ve République l'a inscrite dans sa Constitution (le Titre 1er s'intitule "de la Souveraineté"), l'ONU également (article 2 de sa charte). Et, aujourd'hui, la souveraineté revient sur le devant de la scène dans ce deuxième quinquennat : deux de nos ministères (Bercy et Agriculture) en portent le nom. La souveraineté n'est donc pas un anachronisme et nos fragilités structurelles actuelles viennent d'ailleurs sans doute de son affaiblissement.

2/ Pouvez-vous nous dire ce qu'est la « tragédie des horizons » ?

La Tragédie des horizons est à la fois le titre et un chapitre de ma note stratégique de l'Institut Choiseul sur la souveraineté, écrite début 2022. C'est une expression que j'ai

adaptée de la réflexion climatique. Les horizons en question sont ceux du long terme et du court terme. La tragédie vient de leur opposition fréquente et, parfois, insoluble. Ainsi, la défense de la souveraineté se pense à long terme or, à long terme, nous serons tous morts. Et, entre temps, il nous faut vivre au mieux !

Par exemple, l'industrie textile française a dépéri dans les années 1980, du fait de la concurrence asiatique (chinoise puis bengladaise, pakistannaise ou vietnamienne) : elle y a perdu les 2/3 de ses effectifs (de 1986 à 2004) ! Mais pour les entreprises qui se sont délocalisées, détruire des emplois en France (dans les Vosges ou le Nord-Pas-de-Calais notamment) était parfois la seule solution pour ne pas sombrer elles-mêmes...

En résumé, la tragédie des horizons se joue donc quand on est confronté au dilemme "souveraineté durable vs survie immédiate !

3/ Les règles actuelles du libre-échange vous semblent-elles « fair » (justes) pour tous ? Et si non, à qui profitent-elles ?

Le libre-échange est avant tout un mythe, un concept idéal comme celui de la "concurrence pure et parfaite" des théories économiques. Un échange est toujours un rapport de force et n'est jamais parfaitement libre. Le libre-échange absolu, c'est simplement la loi de la jungle, la loi du plus fort. Mais sans liberté, pas d'échange non plus ! Les économies planifiées, à la mode stalinienne, ont toujours été des désastres...

Je crois donc qu'il faut être pragmatique. Aucun pays ne peut aujourd'hui vivre replié sur lui même. Et au milieu de tant d'interdépendances entre États, le commerce est un levier clé de la souveraineté. Pour moi, le libre échange est donc un moyen et pas une fin, dont le cadre doit être établi en vue du bien commun de la Nation. Pour paraphraser Machiavel (guerre),

“le libre échange est juste quand il est nécessaire.”

Le rôle des institutions est donc de préserver dans les échanges la plus grande liberté possible qui ne devienne pas nuisible. On appelle cela parfois le protectionnisme ciblé (Friedrich List 1843), qui n'est ni plus ni moins que ce qu'a fait De Gaulle avec le nucléaire, ce qu'on fait les Japonais pour les voitures, ce que font les USA avec l'Inflation Reduction Act et que tente aujourd'hui l'Europe sur les semis conducteurs et les batteries électriques avec les PIIEC (projet important d'intérêt européen commun).

4/ Que vous inspire l'inscription d'une idée de souveraineté pérenne dans le cadre d'une alternance politique perpétuelle ? Qu'est-ce que cela suppose pour être viable ?

La protection de la souveraineté, on l'a dit, est une stratégie de long terme. C'est l'un des sujets qui dépassent les clivages politiques.

En théorie, on pourrait imaginer de nombreux dispositifs de garantie de défense de la souveraineté par les gouvernements successifs – ou plutôt d'interdiction d'aliénation de la souveraineté. C'est d'ailleurs déjà en partie le rôle du Conseil constitutionnel, notamment dans son contrôle des engagements internationaux de la France. On pourrait aussi l'affecter comme mission supplémentaire à une des commissions parlementaires (celle des Lois par exemple).

Mais il faut rester prudent pour ne pas tomber dans un gouvernement des juges ou une démocratie parlementaire type IVe République (sauf si c'est ce que nous voulons, naturellement). C'est le gouvernement qui conduit la politique de la Nation, et il est sain qu'il ait une certaine liberté de manoeuvre. Le contrôle ne doit pas exclure la confiance !

D'autant plus que la défense de la souveraineté est une stratégie de long terme qui nécessite parfois des ajustements

pragmatiques de court terme. Par exemple, dans l'histoire du développement d'une production nucléaire propre d'électricité, il a été nécessaire de reconnaître la moindre qualité du modèle initial graphite FR pour se tourner vers un modèle plus performant vapeur US (modifié par la suite en modèle à eau pressurisée) via achat temporaire d'une licence tout en investissant massivement dans une technologie propre qui nous a permis par la suite de devenir indépendant.

En revanche, aux élections, peut-être que chaque président sortant devrait répondre de son bilan en ce domaine, soit devant le Parlement représentant la Nation (seule détentrice de la souveraineté en propre), soit directement devant le peuple (télévision ou internet). Et que chaque candidat devrait aussi présenter un projet personnel en ce sens.

5/ La France agit-elle et s'exprime-t-elle comme une puissance ? En assume-t-elle seulement l'idée ?

La France a été une grande puissance. Elle l'est de moins en moins. On peut jouer sur les mots, "ancienne grande puissance", "puissance régionale à rayonnement mondial". La France n'est probablement plus une grande puissance, même si elle en a conservé quelques attributs (membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, grand réseau diplomatique, 2ème territoire maritime mondial, énergie nucléaire maîtrisée, armée non négligeable) et le potentiel à le redevenir.

En revanche, ce qui la plaçait clairement au coeur de la scène internationale (son empire colonial, son influence militaire et politique, sa politique étrangère "non alignée", son industrie, ses services publics, etc.) s'efface peu à peu depuis 70 ans. Ce qui se passe en Afrique ou au sein de l'OTAN montre que, à tort ou à raison, nous nous y résignons.

6/ Que penserait le Duc de Choiseul de la situation de la France s'il était réveillé de son profond sommeil ?

Qui était donc Étienne François de Choiseul ? Un homme d'État

de Louis XV, ministre des Affaires étrangères, secrétaire d'Etat à la guerre et à la Marine puis Premier ministre. Il est à peine ministre quand la France essuie une défaite des plus humiliantes contre l'Angleterre et la Prusse (guerre de 7 ans). Au moral, il s'agissait d'un homme intelligent et courageux, qui apercevait chez les gens leur talent avant leur caste.

C'est à lui que l'on doit la renaissance de la Marine française, dès 1761, par une vision large, de long terme et astucieuse. Par exemple, pour pallier à la fois la pénurie de marins, les arriérés de soldes non payés et le manque général d'argent, il invente un nouveau modèle d'équipage en puisant dans les milices garde-côtes : il y a donc désormais à bord « une proportion plus grande d'hommes moins habitués à la navigation, voire totalement étrangers à la mer, mais solidement encadrés par un petit groupe d'officiers mariniers et matelots expérimentés » (Le Goff). Tant bien que mal, il redevient possible d'armer des bâtiments.

On admire en lui son ingéniosité à trouver, dans un contexte difficile, tous les moyens possibles de mettre en oeuvre sa force réformatrice au service de la puissance française.

Je pense que Choiseul ferait du Choiseul en restaurant la fierté d'être français, en repoussant les ingérences et en tissant des alliances intelligentes « en famille ».

7/ Dans tous les domaines, c'est l'image de l'oligarchie qui vient en premier pour décrire notre pays. Comment ressourcer nos élites pour nous sortir enfin de la consanguine pusillanimité ?

Je ne crois pas que la France soit une oligarchie, elle est bel et bien une démocratie ! Mais tout régime même le plus égalitaire est dirigé par une élite. Je crois même qu'en termes de corruption et copinages, la situation est plus saine qu'il y a 30 ans (sous le règne des grands barons de province comme on les appelait, et qui contrôlaient toute une région

comme un monarque) ou même que sous la IVème République.

La République française est dirigée par une élite mais qui oublie parfois qu'elle est impuissante à diriger seule. Il lui faut le soutien politique et financier du Peuple. Il lui faut un contrat social, qui est plus qu'une seule élection. Or le peuple ne peut pas signer un contrat social dont il ne comprend pas les termes !

Aujourd'hui, nos moyens financiers étant rares (notre dette est à 113% de notre PIB), les priorités doivent être d'autant plus claires avec des ordres grandeur précis, des efforts également répartis entre les différents acteurs. Notre personnel politique, comme nos lois, sont devenus "bavards", c'est-à-dire qu'il y a des messages, des annonces, des chiffres mais on ne sait plus ce qui relève du souhait, de l'obligation, de l'engagement, de l'objectif... On ne hiérarchise pas suffisamment les priorités et on évalue mal les coûts de leurs actions. Ce qui conduit à l'éparpillement de nos ressources et nos efforts.

Je pense que nos élites ne sont pas assez ambitieuses pour notre pays et souffrent d'un manque de vision ou, pour certaines, de formation.

8/ Quels sont à vos yeux les dix premières mesures que devrait prendre un nouveau gouvernement afin de recouvrer une forme de souveraineté technologique ?

1. Priorité des priorités : le cloud souverain ! S'appuyer sur les clouds de confiance déjà existants et développer une stratégie pour obtenir au plus tôt un produit parfaitement indépendant.

2. Appuyer la concentration et l'interopérabilité des logiciels européens, pour avoir des vraies offres communes et viables en mesure de concurrencer les GAFAM dans les appels d'offres.

3. Soutenir la réindustrialisation des entreprises de technologie françaises, aider à la relocalisation des entreprises existantes, garder et amplifier nos pépites, concentrer nos efforts sur des champions couplée à l'aménagement du territoire.

4. Alerter et aider à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement au profit de toutes les équipementiers électroniques stratégiques.

5. La souveraineté est l'affaire de tous ! Rédiger un livre blanc avec des bonnes pratiques de la souveraineté technologique en entreprise (formation, achats, recrutement, externalisation...). Mettre des formations à usage des dirigeants en ligne : embarquer tous les dirigeants d'entreprise est selon moi une priorité, pas uniquement pour des questions d'exemplarité mais pour qu'ils soient moteurs dans la défense de la souveraineté

6. Avoir des incentives positives pour les entreprises qui joueront le jeu de la réindustrialisation et de la souveraineté appliquée à leurs process et principes RSE.

7. Mener une politique d'éducation agressive en faveur de la scientification de notre jeunesse, du recrutement et du maintien de nos chercheurs et ingénieurs dans nos entreprises françaises. Proposer des financements et des contrats de 10 ans, sous condition de réussite à la formation supérieure, pour tous les élèves ruraux ou défavorisés (modèle de l'incitation à l'installation des médecins).

8. Entrer résolument dans une phase de planification à 5 ans de notre vision . Mettre des priorités (et donc savoir renoncer pour éviter la dispersion des efforts) et dérouler un plan d'action. Mandater le commissariat au plan pour remettre des travaux d'ici 6 mois, avec budgétisation et timeline.

9. Créer une agence nationale de la souveraineté à partir du modèle ANSSI, étendu à la sécurité physique et économique.

Notre défense économique est trop éclatée alors que la menace est globale.

10. Communiquer clairement sur le plan national, sur l'urgence d'une mobilisation et sur des Quick wins. Pour montrer que le changement, c'est maintenant !

9/ Ursula von der Leyen est pressentie pour devenir secrétaire générale de l'OTAN. Comment réagir sereinement à cette perspective ?

L'OTAN a pour but la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres par des moyens politiques et militaires. Il faut donc en théorie des capacités mobilisatrices et non partisans même si, en pratique, l'OTAN a clairement une hypertrophie anglo-saxonne qui mériterait, du point de vue français, un rééquilibrage net. Les guerres US récentes menées avec ou sans l'OTAN souffrent en effet globalement d'un manque de vision et de plan de continuité dans la paix (Afghanistan, Irak, Syrie, Ukraine).

Or on ne peut pas dire qu'à la Commission Européenne, Ursula von der Leyen soit parvenue à mobiliser et unir. Pour l'Ukraine, l'UE est même sortie divisée, avec un pan entier de l'UE désormais sous parapluie US. Et si Ursula von der Leyen fait tout en effet pour devenir secrétaire général de l'OTAN, elle le fait surtout en adoptant de manière très régulière la position des USA car elle aura besoin de leur adoubement. À l'OTAN, Ursula von der Leyen ne sera pas forcément le meilleur soldat pour défendre les intérêts français. Ursula von der Leyen saura-t-elle ou voudra-t-elle prendre un nouveau tournant ? Si non, ce sera la continuité avec un risque accru de marginalisation des non-atlantistes.

10/ L'argent, la force, le nombre et la technique occupent beaucoup de place dans notre quotidien. Y voyez-vous encore un avenir pour l'esprit ? Avec un e

minuscule et / ou majuscule.

L'argent, la force, le nombre et la technique sont des éléments importants, bien sûr. Ce sont des facilitateurs (en cas d'abondance), ou des contraintes (en cas de manque). Pour exprimer l'importance de ces facteurs physiques, Napoléon disait : "les États font la politique de leur géographie". Mais, réciproquement, la géographie est parfois modifiée par la politique. Matière et esprit interagissent.

La politique nationale, l'esprit patriotique, l'unité citoyenne sont aussi nécessaires à la souveraineté, et trop souvent oubliés. Plusieurs fois dans l'histoire, la France s'est trouvée matériellement dans un état déplorable et, plusieurs fois, une volonté politique, un sursaut national lui a permis de se relever. On pense bien sûr au 18 juin 1940. Mais aussi au 9 juin 1815, acte final du congrès de Vienne : sans Talleyrand, la France napoléonienne, détestée et vaincue par le reste de l'Europe y aurait été dépecée.

On pense aussi à cette anecdote célèbre pendant la seconde guerre : un ministre anglais demandait à Churchill s'il était pertinent d'augmenter le budget de la culture et ne pas plutôt le transférer aux armées. Churchill avait répondu : "Si nous ne défendons pas notre culture , pourquoi nous battons nous?"

Aujourd'hui, après avoir parlé d'État providence à propos du modèle social français, certains en viennent à parler "d'État nounou". Ce qui pose une question : que voulons-nous être ? Une grande puissance ? Un Luxembourg, un Koweït ? Ce sont des choses à mettre au clair dans le contrat social pour éviter les malentendus.

☐☐ Mezze de tweets

☐ [@TowerCo](#) ☐☐ : un groupe américain rachète près de 2 000 antennes de [@SFR](#) et [@bouyguetelecom](#) <https://t.co/7jrs0Ct5L1>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 6, 2023](#)

☐ Patrick Drahi serait près d'un accord avec le fond d'infrastructures de la banque pour lui vendre tout ou une partie de ses 92 data centers en France, valorisés 1 milliard d'euros. [#drahison](#) <https://t.co/oWFTA1vhVf>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 6, 2023](#)

"Si elle se confirme, cette initiative pourrait provoquer la colère de la France, qui a lancé il y a six ans avec Berlin le projet de 'char du futur' ([#MGCS](#), Main Ground Combat System)." <https://t.co/xVfHqt33W2>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 6, 2023](#)

L'Allemagne investit un milliard d'euros dans la fusion nucléaire. <https://t.co/CUzqi2Fm9Q>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 6, 2023](#)

"Les Européens sont confrontés à une nouvelle réalité économique qu'ils n'ont pas connue depuis des décennies : ils deviennent de plus en plus pauvres." <https://t.co/tvd9q07YLR>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 5, 2023](#)

[#FrenchTech](#) : vague de départs de fondateurs <https://t.co/uI48jGCxIN>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 5, 2023](#)

"Une nouvelle technologie appelée multiplexage par référence de fréquence, pourrait offrir plus de 20 fois la capacité des meilleurs réseaux à fibre optique disponibles et 65 fois la vitesse de l'Internet à domicile." via [@enerzinehttps://t.co/3rta0bXK59](#)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 2, 2023](#)

Le gouvernement fédéral américain a déboursé au moins 22 millions de dollars pour mettre au point des vêtements "intelligents" qui espionnent leur porteur et leur environnement. [#caleçonetlumièreshttps://t.co/ZKVNdHEaxn](#)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 2, 2023](#)

Une entreprise londonienne aurait transmis des pièces non certifiées pour la réparation des moteurs propulsant de nombreux Airbus A320 et Boeing 737 d'ancienne génération. via [@vizigo_iehttps://t.co/54NZRUKu7W](#)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 3, 2023](#)

L'US Navy s'alarme d'une industrie navale chinoise 200 fois plus importante que celle des États-Unis. [https://t.co/xVJtgbio7n](#)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [September 4, 2023](#)

☐☐ Hors spectre



*Renier la beauté du monde, c'est pécher contre la Lumière.
Dieu ne pardonne pas cette insulte. Xavier Graal*

**Créons une agence nationale
de la souveraineté à partir
du modèle ANSSI ☐☐ !**

*Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une
approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des*

intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

vendredi 8 septembre 2023

Lorraine Tournyol du Clos Dang-Vu est Conseillère spéciale du président de l'Institut Choiseul.

Elle a notamment publié pour l'institut un rapport incontournable : « Repenser la souveraineté »

1/ Certains reprochent au terme "souveraineté" de relever de l'anachronisme. Qu'en pensez-vous?

Si l'idée est de dire qu'il est dépassé de parler de souveraineté, je ne suis absolument pas d'accord !

La question de la souveraineté, c'est celle du contrôle : qui gouverne ? Qui décide ? Qui a le dernier mot ? C'est une question aussi fondamentale que, à titre individuel, celle de se nourrir, se protéger, aller et venir... Des fonctions essentielles vous dirait Maslow !!! C'est donc un terme très actuel, intemporel même. A sa naissance, la Ve République l'a inscrite dans sa Constitution (le Titre 1er s'intitule "de la Souveraineté"), l'ONU également (article 2 de sa charte). Et, aujourd'hui, la souveraineté revient sur le devant de la scène dans ce deuxième quinquennat : deux de nos ministères (Bercy et Agriculture) en portent le nom. La souveraineté n'est donc

pas un anachronisme et nos fragilités structurelles actuelles viennent d'ailleurs sans doute de son affaiblissement.

2/ Pouvez-vous nous dire ce qu'est la « tragédie des horizons » ?

La Tragédie des horizons est à la fois le titre et un chapitre de ma note stratégique de l'Institut Choiseul sur la souveraineté, écrite début 2022. C'est une expression que j'ai adaptée de la réflexion climatique. Les horizons en question sont ceux du long terme et du court terme. La tragédie vient de leur opposition fréquente et, parfois, insoluble. Ainsi, la défense de la souveraineté se pense à long terme or, à long terme, nous serons tous morts. Et, entre temps, il nous faut vivre au mieux !

Par exemple, l'industrie textile française a dé péri dans les années 1980, du fait de la concurrence asiatique (chinoise puis bengladaise, pakistannaise ou vietnamienne) : elle y a perdu les 2/3 de ses effectifs (de 1986 à 2004) ! Mais pour les entreprises qui se sont délocalisées, détruire des emplois en France (dans les Vosges ou le Nord-Pas-de-Calais notamment) était parfois la seule solution pour ne pas sombrer elles-mêmes...

En résumé, la tragédie des horizons se joue donc quand on est confronté au dilemme "souveraineté durable vs survie immédiate !

3/ Les règles actuelles du libre-échange vous semblent-elles « fair » (justes) pour tous ? Et si non, à qui profitent-elles ?

Le libre-échange est avant tout un mythe, un concept idéal comme celui de la "concurrence pure et parfaite" des théories économiques. Un échange est toujours un rapport de force et n'est jamais parfaitement libre. Le libre-échange absolu, c'est simplement la loi de la jungle, la loi du plus fort. Mais sans liberté, pas d'échange non plus ! Les économies

planifiées, à la mode stalinienne, ont toujours été des désastres...

Je crois donc qu'il faut être pragmatique. Aucun pays ne peut aujourd'hui vivre replié sur lui même. Et au milieu de tant d'interdépendances entre États, le commerce est un levier clé de la souveraineté. Pour moi, le libre échange est donc un moyen et pas une fin, dont le cadre doit être établi en vue du bien commun de la Nation. Pour paraphraser Machiavel (guerre), "le libre échange est juste quand il est nécessaire."

Le rôle des institutions est donc de préserver dans les échanges la plus grande liberté possible qui ne devienne pas nuisible. On appelle cela parfois le protectionnisme ciblé (Friedrich List 1843), qui n'est ni plus ni moins que ce qu'a fait De Gaulle avec le nucléaire, ce qu'on fait les Japonais pour les voitures, ce que font les USA avec l'Inflation Reduction Act et que tente aujourd'hui l'Europe sur les semis conducteurs et les batteries électriques avec les PIIEC (projet important d'intérêt européen commun).

4/ Que vous inspire l'inscription d'une idée de souveraineté pérenne dans le cadre d'une alternance politique perpétuelle ? Qu'est-ce que cela suppose pour être viable ?

La protection de la souveraineté, on l'a dit, est une stratégie de long terme. C'est l'un des sujets qui dépassent les clivages politiques.

En théorie, on pourrait imaginer de nombreux dispositifs de garantie de défense de la souveraineté par les gouvernements successifs – ou plutôt d'interdiction d'aliénation de la souveraineté. C'est d'ailleurs déjà en partie le rôle du Conseil constitutionnel, notamment dans son contrôle des engagements internationaux de la France. On pourrait aussi l'affecter comme mission supplémentaire à une des commissions parlementaires (celle des Lois par exemple).

Mais il faut rester prudent pour ne pas tomber dans un gouvernement des juges ou une démocratie parlementaire type IV^e République (sauf si c'est ce que nous voulons, naturellement). C'est le gouvernement qui conduit la politique de la Nation, et il est sain qu'il ait une certaine liberté de manoeuvre. Le contrôle ne doit pas exclure la confiance !

D'autant plus que la défense de la souveraineté est une stratégie de long terme qui nécessite parfois des ajustements pragmatiques de court terme. Par exemple, dans l'histoire du développement d'une production nucléaire propre d'électricité, il a été nécessaire de reconnaître la moindre qualité du modèle initial graphite FR pour se tourner vers un modèle plus performant vapeur US (modifié par la suite en modèle à eau pressurisée) via achat temporaire d'une licence tout en investissant massivement dans une technologie propre qui nous a permis par la suite de devenir indépendant.

En revanche, aux élections, peut-être que chaque président sortant devrait répondre de son bilan en ce domaine, soit devant le Parlement représentant la Nation (seule détentrice de la souveraineté en propre), soit directement devant le peuple (télévision ou internet). Et que chaque candidat devrait aussi présenter un projet personnel en ce sens.

5/ La France agit-elle et s'exprime-t-elle comme une puissance ? En assume-t-elle seulement l'idée ?

La France a été une grande puissance. Elle l'est de moins en moins. On peut jouer sur les mots, "ancienne grande puissance", "puissance régionale à rayonnement mondial". La France n'est probablement plus une grande puissance, même si elle en a conservé quelques attributs (membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, grand réseau diplomatique, 2^{ème} territoire maritime mondial, énergie nucléaire maîtrisée, armée non négligeable) et le potentiel à le redevenir.

En revanche, ce qui la plaçait clairement au coeur de la scène internationale (son empire colonial, son influence militaire

et politique, sa politique étrangère "non alignée", son industrie, ses services publics, etc.) s'efface peu à peu depuis 70 ans. Ce qui se passe en Afrique ou au sein de l'OTAN montre que, à tort ou à raison, nous nous y résignons.

6/ Que penserait le Duc de Choiseul de la situation de la France s'il était réveillé de son profond sommeil ?

Qui était donc Étienne François de Choiseul ? Un homme d'État de Louis XV, ministre des Affaires étrangères, secrétaire d'État à la guerre et à la Marine puis Premier ministre. Il est à peine ministre quand la France essuie une défaite des plus humiliantes contre l'Angleterre et la Prusse (guerre de 7 ans). Au moral, il s'agissait d'un homme intelligent et courageux, qui apercevait chez les gens leur talent avant leur caste.

C'est à lui que l'on doit la renaissance de la Marine française, dès 1761, par une vision large, de long terme et astucieuse. Par exemple, pour pallier à la fois la pénurie de marins, les arriérés de soldes non payés et le manque général d'argent, il invente un nouveau modèle d'équipage en puisant dans les milices garde-côtes : il y a donc désormais à bord « une proportion plus grande d'hommes moins habitués à la navigation, voire totalement étrangers à la mer, mais solidement encadrés par un petit groupe d'officiers marinières et matelots expérimentés » (Le Goff). Tant bien que mal, il redevient possible d'armer des bâtiments.

On admire en lui son ingéniosité à trouver, dans un contexte difficile, tous les moyens possibles de mettre en oeuvre sa force réformatrice au service de la puissance française.

Je pense que Choiseul ferait du Choiseul en restaurant la fierté d'être français, en repoussant les ingérences et en tissant des alliances intelligentes « en famille ».

7/ Dans tous les domaines, c'est l'image de

l'oligarchie qui vient en premier pour décrire notre pays. Comment ressourcer nos élites pour nous sortir enfin de la consanguine pusillanimité ?

Je ne crois pas que la France soit une oligarchie, elle est bel et bien une démocratie ! Mais tout régime même le plus égalitaire est dirigé par une élite. Je crois même qu'en termes de corruption et copinages, la situation est plus saine qu'il y a 30 ans (sous le règne des grands barons de province comme on les appelait, et qui contrôlaient toute une région comme un monarque) ou même que sous la IVème République.

La République française est dirigée par une élite mais qui oublie parfois qu'elle est impuissante à diriger seule. Il lui faut le soutien politique et financier du Peuple. Il lui faut un contrat social, qui est plus qu'une seule élection. Or le peuple ne peut pas signer un contrat social dont il ne comprend pas les termes !

Aujourd'hui, nos moyens financiers étant rares (notre dette est à 113% de notre PIB), les priorités doivent être d'autant plus claires avec des ordres grandeur précis, des efforts également répartis entre les différents acteurs. Notre personnel politique, comme nos lois, sont devenus "bavards", c'est-à-dire qu'il y a des messages, des annonces, des chiffres mais on ne sait plus ce qui relève du souhait, de l'obligation, de l'engagement, de l'objectif... On ne hiérarchise pas suffisamment les priorités et on évalue mal les coûts de leurs actions. Ce qui conduit à l'éparpillement de nos ressources et nos efforts.

Je pense que nos élites ne sont pas assez ambitieuses pour notre pays et souffrent d'un manque de vision ou, pour certaines, de formation.

8/ Quels sont à vos yeux les dix premières mesures que devrait prendre un nouveau gouvernement afin de

recouvrer une forme de souveraineté technologique ?

- 1.** Priorité des priorités : le cloud souverain ! S'appuyer sur les clouds de confiance déjà existants et développer une stratégie pour obtenir au plus tôt un produit parfaitement indépendant.
- 2.** Appuyer la concentration et l'interopérabilité des logiciels européens, pour avoir des vraies offres communes et viables en mesure de concurrencer les GAFAM dans les appels d'offres.
- 3.** Soutenir la réindustrialisation des entreprises de technologie françaises, aider à la relocalisation des entreprises existantes, garder et amplifier nos pépites, concentrer nos efforts sur des champions couplée à l'aménagement du territoire.
- 4.** Alerter et aider à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement au profit de toutes les équipementiers électroniques stratégiques.
- 5.** La souveraineté est l'affaire de tous ! Rédiger un livre blanc avec des bonnes pratiques de la souveraineté technologique en entreprise (formation, achats, recrutement, externalisation...). Mettre des formations à usage des dirigeants en ligne : embarquer tous les dirigeants d'entreprise est selon moi une priorité, pas uniquement pour des questions d'exemplarité mais pour qu'ils soient moteurs dans la défense de la souveraineté
- 6.** Avoir des incentives positives pour les entreprises qui joueront le jeu de la réindustrialisation et de la souveraineté appliquée à leurs process et principes RSE.
- 7.** Mener une politique d'éducation agressive en faveur de la scientification de notre jeunesse, du recrutement et du maintien de nos chercheurs et ingénieurs dans nos entreprises françaises. Proposer des financements et des contrats de 10

ans, sous condition de réussite à la formation supérieure, pour tous les élèves ruraux ou défavorisés (modèle de l'incitation à l'installation des médecins).

8. Entrer résolument dans une phase de planification à 5 ans de notre vision . Mettre des priorités (et donc savoir renoncer pour éviter la dispersion des efforts) et dérouler un plan d'action. Mandater le commissariat au plan pour remettre des travaux d'ici 6 mois, avec budgétisation et timeline.

9. Créer une agence nationale de la souveraineté à partir du modèle ANSSI, étendu à la sécurité physique et économique. Notre défense économique est trop éclatée alors que la menace est globale.

10. Communiquer clairement sur le plan national, sur l'urgence d'une mobilisation et sur des Quick wins. Pour montrer que le changement, c'est maintenant !

9/ Ursula von der Leyen est pressentie pour devenir secrétaire générale de l'OTAN. Comment réagir sereinement à cette perspective ?

L'OTAN a pour but la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres par des moyens politiques et militaires. Il faut donc en théorie des capacités mobilisatrices et non partisans même si, en pratique, l'OTAN a clairement une hypertrophie anglo-saxonne qui mériterait, du point de vue français, un rééquilibrage net. Les guerres US récentes menées avec ou sans l'OTAN souffrent en effet globalement d'un manque de vision et de plan de continuité dans la paix (Afghanistan, Irak, Syrie, Ukraine).

Or on ne peut pas dire qu'à la Commission Européenne, Ursula von der Leyen soit parvenue à mobiliser et unir. Pour l'Ukraine, l'UE est même sortie divisée, avec un pan entier de l'UE désormais sous parapluie US. Et si Ursula von der Leyen fait tout en effet pour devenir secrétaire général de l'OTAN, elle le fait surtout en adoptant de manière très régulière la

position des USA car elle aura besoin de leur adoubement. À l'OTAN, Ursula von der Leyen ne sera pas forcément le meilleur soldat pour défendre les intérêts français. Ursula von der Leyen saura-t-elle ou voudra-t-elle prendre un nouveau tournant ? Si non, ce sera la continuité avec un risque accru de marginalisation des non-atlantistes.

10/ L'argent, la force, le nombre et la technique occupent beaucoup de place dans notre quotidien. Y voyez-vous encore un avenir pour l'esprit ? Avec un e minuscule et / ou majuscule.

L'argent, la force, le nombre et la technique sont des éléments importants, bien sûr. Ce sont des facilitateurs (en cas d'abondance), ou des contraintes (en cas de manque). Pour exprimer l'importance de ces facteurs physiques, Napoléon disait : "les États font la politique de leur géographie". Mais, réciproquement, la géographie est parfois modifiée par la politique. Matière et esprit interagissent.

La politique nationale, l'esprit patriotique, l'unité citoyenne sont aussi nécessaires à la souveraineté, et trop souvent oubliés. Plusieurs fois dans l'histoire, la France s'est trouvée matériellement dans un état déplorable et, plusieurs fois, une volonté politique, un sursaut national lui a permis de se relever. On pense bien sûr au 18 juin 1940. Mais aussi au 9 juin 1815, acte final du congrès de Vienne : sans Talleyrand, la France napoléonienne, détestée et vaincue par le reste de l'Europe y aurait été dépecée.

On pense aussi à cette anecdote célèbre pendant la seconde guerre : un ministre anglais demandait à Churchill s'il était pertinent d'augmenter le budget de la culture et ne pas plutôt le transférer aux armées. Churchill avait répondu : "Si nous ne défendons pas notre culture , pourquoi nous battons nous?"

Aujourd'hui, après avoir parlé d'État providence à propos du modèle social français, certains en viennent à parler "d'État nounou". Ce qui pose une question : que voulons-nous être ?

Une grande puissance ? Un Luxembourg, un Koweït ? Ce sont des choses à mettre au clair dans le contrat social pour éviter les malentendus.

Newsletter n°64 - 1er septembre 2023

☐☐ Éditorial

Maintenant

La technologie ne parle plus que d'elle-même. Depuis qu'elle s'est dépouillée de son premier sens, qui est le discours moral sur l'usage des outils, elle ne cherche plus, comme dirait Alain Supiot, que l'optimisation. De quoi ? Eh bien d'elle-même bien sûr ! Nous devrions convoquer la téléologie mais aussi l'axiologie dans nos réflexions ordinaires sur la « tech ». Quelles sont les fins que nous poursuivons, les faims qui nous mobilisent, les valeurs morales qui nous animent dans cette perpétuelle course à l'efficacité ? Le chant des sirènes de l'IA nous détourne insidieusement de cette réflexion nécessaire. Où sont donc passés les usages bénéfiques ? Aussi, pourquoi ne pas nous poser à nouveau les questions élémentaires à ce sujet ? Quoi, pour qui, pourquoi, comment, quand ? **Quoi** : les moyens de nous tenir durablement et collectivement à l'abri du besoin, du danger et de la médiocrité. **Pour qui** ? Le peuple seul souverain. **Pourquoi** ? Assurer la pérennité de sa communauté de destin dans l'Histoire. **Comment** ? En cultivant activement et loyalement ses ressources indivises et l'héritage de son génie national. **Quand** ? Maintenant, tout de suite. Et si vous êtes de ceux qui joignent le geste à la parole, [le 29 septembre à Saint-Malo !](#)

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui, vendredi 1er septembre 2023
[Maï-Linh Camus](#),
qui est présidente et fondatrice du cabinet [Prisme Intelligence](#)



Il n'y a pas de manipulation de l'opinion sans une opinion manipulable.

☐☐ Conciliabule

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage

que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

1/ Vous avez servi cinq ans sous les drapeaux, qu'est-ce que cela a changé dans votre manière d'envisager votre activité professionnelle de chef d'entreprise ?

Lors de la réalisation d'une mission il est indispensable d'être efficace et concret. Un objectif est donné, il faut le réaliser ! Cela implique d'être capable de réagir vite, de savoir s'adapter et surtout de bien comprendre le besoin initial pour aller à l'essentiel. Cette rigueur s'applique entièrement au sein des Forces Armées. En tant que dirigeante du cabinet Prisme Intelligence, dans le secteur du renseignement d'affaires, j'applique ces mêmes exigences. J'ai la volonté d'être concrète, efficace et d'apporter une vision appuyée sur le terrain aux dirigeants que j'accompagne. Cela s'illustre par la capacité à être efficace dans les techniques de recherche du renseignement et pertinente dans la sélection de ce qui est ensuite communiqué au dirigeant. Savoir lire et comprendre le besoin du dirigeant est nécessaire, ce qui nécessite très souvent d'aller au-delà des premières impressions. Il faut donc faire preuve d'analyse et inscrire nos actions dans la stratégie globale du dirigeant. Nous pouvons être tentés par la curiosité mal placée et se laisser submerger par la surinformation pour finalement noyer l'essentiel. En tant que professionnel du renseignement je me dois d'être objective, factuelle et de travailler sans biais d'interprétation.

□2/ Le renseignement continue d'intriguer. Qui peut ou doit le pratiquer, et à quelle fin ? Peut-être même que, tel Monsieur Jourdain, nous y avons tous recours peu ou prou, sans le savoir ?

Le renseignement permet de prendre en compte son environnement pour prendre des décisions. Chaque individu a recours au renseignement quotidiennement de manière inconsciente. C'est un instinctif que de prendre en compte les éléments mis à notre disposition pour prendre la meilleure décision, et un processus qui donc en effet se rapproche de Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir ! Néanmoins, dans certains domaines tel que le renseignement étatique ou le renseignement d'affaires, il est indispensable de faire appel à des professionnels formés et aguerris. **□L'amateurisme ou la barbouzerie, dans le pire des cas, ne peuvent pas être tolérés.** Les enjeux sont bien trop importants et le cadre légal est très strict. Selon moi, il est nécessaire de toujours se demander : **« faire du renseignement pour quoi faire et avec quel objectif ? »** Avant de réaliser une mission de renseignement, il est important de savoir quels sont les intérêts que nous allons servir et pour quelle finalité. Cela permet de se concentrer sur le cœur de la mission mais également de se situer d'un point de vue éthique.

Au sein du cabinet Prisme Intelligence, nous travaillons uniquement avec des professionnels du renseignement aux savoir-faire particuliers capables d'agir dans le monde entier avec des années d'expériences dans le domaine du renseignement, de l'investigation économique, de la diplomatie et des opérations militaires

□3/ Comment analysez-vous, si vous l'observez-vous aussi, l'entreprise de discrédit (de ridiculisation) à l'œuvre contre toute expression, dans l'espace médiatique, de l'idée même de la puissance de la France ?

Aujourd'hui, il y a un débat sur le positionnement de la

France sur l'espace mondial du fait de sa place particulière qui bénéficie de relais de puissance important lui permettant d'exprimer une voie à part sur la scène internationale. Il est en effet aisé de trouver sur les médias des articles moquant l'idée de puissance de la France tant sur le plan économique, militaire, social et culturelle. La France se veut être une puissance de premier plan malgré un positionnement réel économique, militaire ou culturel factuellement moyen. Cette place unique s'appuie sur des démultiplicateurs exceptionnels de puissance, héritages de l'Histoire : une place de membre permanent au Conseil de sécurité, la possession de l'arme nucléaire, un réseau diplomatique et culturel de premier rang, un statut de membre fondateur et de puissance moteur au sein de l'Union Européenne... Régulièrement les ressources investies pour maintenir actifs ces relais de puissance sont remises en question, jugées plus utiles peut-être pour être réorientées vers des priorités plus internes ou alors vues comme soutenant une vision passéiste des relations internationales. Plus grave peut-être, **cette remise en cause peut également être le fruit de puissances étrangères agissant pour leur propre compte et cherchant à diminuer, critiquer ou restreindre la puissance française.**

Néanmoins, cette remise en cause n'est pas autant systématique qu'on veut nous le faire penser.

La France est une puissance d'équilibres (selon les mots du président Macron) qui cherche à défendre une vision particulière des relations internationales et de l'équilibre du Monde. Cette vision est régulièrement expliquée, défendue et argumentée dans les médias, elle est donc présente pour qui se donne la peine de l'écouter ! La question à se poser, sans forcément d'ailleurs chercher à se positionner, serait donc davantage celle de la capacité de résonance : les deux discours sont présents mais il semble que celui critiquant ou relativisant cette place de la puissance française fasse meilleure recette. **Je suis donc modérée**, et je ne relève pas

l'impression d'une entreprise de discrédit systématique à l'encontre de la puissance de la France. En effet, je constate que si le discours négatif est très présent, il existe également dans le même temps des défenseurs de l'idée de puissance de la France dont je fais partie. Il s'agit donc peut-être plutôt d'une question de perception individuelle ou collective.

4/ Les Etats-Unis ont recours aux deepfakes dans le cadre de campagnes de déstabilisation. Devrons-nous inéluctablement nous déplacer sur ce terrain ou est-il encore envisageable en 2023 de livrer cette bataille économique et informationnelle « à la loyale » ?

Le recours aux deepfakes est avéré dans le cadre de luttes d'influences entre États, voire entre groupes d'opinion et de pression.

Se positionner ou non sur ce terrain renvoie pour les États, les sociétés et les individus au choix des armes avec lesquelles ils se battent : faut-il se priver de quelque chose qui sera utilisé sans états d'âme par l'adversaire ? La question des valeurs est centrale et aujourd'hui la France préfère opposer une capacité de déconstruction des narratifs intentionnellement faussés pour construire sa légitimité et celle de sa stratégie d'influence.

Cependant, dans un conflit plus important, avec des enjeux vitaux, la question resterait posée. Jusqu'où aller par nécessité de s'opposer à la stratégie adverse sans pour autant détruire sa propre légitimité ? C'est plus délicat qu'il n'y paraît car aujourd'hui on voit par exemple qu'un État comme la Russie pourtant reconnu comme manipulant faits et vérité au service de ses objectifs obtient malgré tout de réels succès dans certaines opinions publiques. Je n'ai pas la prétention d'apporter une réponse tranchée, tant elle serait dépendante du contexte et des intérêts mis en cause, en revanche **je crois que l'éventuel usage de deepfakes pourrait toujours se faire de manière encadrée, légitime, peut-être comme un dernier**

recours, sans exclure les autres procédés « à la loyale » qui restent le fondement d'une posture légitime et crédible. Au sein d'une entreprise le sujet se simplifie, et s'il est évident que les experts de Prisme Intelligence sont formés à la détection des fakes news et très sensibilisés au deepfake, le recours à cette dernière stratégie est totalement en-dehors du champ éthique du cabinet.

5/ Si l'on en croit les enseignements d'Edward Bernays, l'auteur du fameux ouvrage « Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie », le peuple est le dindon de notre farce contemporaine. Quels conseils concrets pourriez-vous nous donner pour nous former et assumer une opinion vraiment personnelle ?

Il n'y a pas de manipulation de l'opinion sans une opinion manipulable.

Aujourd'hui il est plus qu'indispensable de s'éduquer, de se former, de se sensibiliser à la manipulation de l'information pour tout simplement pour ne pas en être victime et garder son libre arbitre. C'est exactement ce que je souhaitais dire sur la question des fake news : elles ne valent que tant qu'il existe un public suffisamment vulnérable pour y être sensible.

Il est nécessaire de garder en tête qu'une information est par essence toujours plus ou moins biaisée par le média qui la diffuse, par le contexte (politique, climatique, géopolitique, économique...) qui nous entoure mais aussi par nos propres biais d'interprétation. Quand nous partons du principe que l'information est biaisée, il est de notre devoir de se renseigner avec quelques actes réflexes tout simple :

- Réaliser des recherches sur un canal différent de celui où nous avons eu la première information ;
- Multiplier les sources d'informations et leur positionnement (politique, économique, ...) ;
- Prendre de la hauteur et mettre de côté nos émotions dans l'interprétation de l'information ;

– Discuter avec des personnes différentes capables de confronter notre lecture.

A ce moment-là on peut dire que nous cultivons la fameuse « pensée complexe » et nous pouvons nous faire une réelle opinion de l'information. Je prends souvent l'exemple de la pièce de théâtre. Imaginez que vous l'observez depuis votre fauteuil puis vous changez de place. Si la pièce est similaire mais vous percevez des différences subtiles, c'est que vous devez varier les sources de l'information (média, ...). Si la pièce est sensiblement différente, c'est que l'information a été manipulée et donc à vous de faire quelques recherches pour trouver la vérité. Il est important de ne pas tomber dans le panneau de l'information « instantanée », non sourcée et de prendre pour argent comptant ce que vous pouvez lire et écouter sur un unique média.

La cabinet Prisme Intelligence accompagne des dirigeants sensibilisés à la maîtrise de l'information stratégique afin qu'ils puissent obtenir les informations dont ils ont besoin pour prendre les bonnes décisions, de manière consciente et éclairée. Cela peut paraître logique, mais ce n'est pas une chose aisée car la surinformation noie totalement le renseignement pertinent. La prochaine étape est d'intervenir auprès du public afin de le sensibiliser à la manipulation de l'information afin qu'il n'en soit pas victime.

□6/ Dans le combat armé, il est une dimension importante : celle des forces dites « morales ». Comment selon vous l'importer dans le cadre de la guerre économique et technologique ?

Derrière l'idée de forces dites « morales » se cache l'idée de résilience.

Dans le combat armé, c'est l'idée de faire appel à des capacités autres que physiques pour faire face à une adversité peut être très violente. Ce peut être la discipline, la camaraderie, la cohésion, l'amitié, ou encore même si cela

pourra faire sourire le patriotisme ou même la Foi ! Tout ce qui peut permettre au soldat de mettre en perspective ce qu'il vit pour lui donner du sens, et ce faisant prendre du recul et se détacher pour préserver sa capacité de réflexion, son esprit critique et ses valeurs. Cette violence peut tout à fait s'exprimer également dans le champ économique par des actions de concurrence hostiles très déstabilisatrices.

Le contexte économique lui-même peut d'ailleurs être vu comme intrinsèquement violent, avec des conséquences humaines réelles : mise au chômage, familles qui basculent dans la pauvreté, ou encore suicides d'artisans, de paysans, de dirigeants, voire pour aller encore plus loin et sur un autre niveau, actions de déstabilisation personnelle dans le cadre de l'espionnage industriel. On pourrait trouver beaucoup d'exemples permettant de réaliser un parallèle entre le combat et l'économie !

Importer l'idée de forces dites « morales » en tant que tel n'est peut-être pas immédiatement transposable dans l'univers économique et technologique. En revanche, l'idée de résilience l'est selon moi bien davantage. En effet, la capacité de diversifier ses ressources, de connaître ses concurrents, de prendre en compte son environnement d'affaires afin d'anticiper les risques et de maîtriser l'information stratégique sont par exemple des moyens de diversifier les assises de son entreprise et de mieux garantir sa capacité de développement.

□7/ *Que diriez-vous à l'une de nos lectrices qui aimerait intégrer l'ESM Saint Cyr ?*

Foncez, dépassez-vous et n'ayez aucune limite !

L'académie des écoles militaires de Saint-Cyr a tout à vous apprendre, tant sur les valeurs que sur votre propre personnalité. Beaucoup se révèlent à l'issue de la formation militaire, c'est une expérience incroyable qui mérite d'être vécue. Évidemment, ce n'est pas chose aisée. Il faudra

beaucoup de persévérance et de résilience, de volonté et de combativité car devenir soldat et chef n'est pas anodin. Ce qui est certain en revanche c'est que vous serez au meilleur endroit pour le devenir.

□8/ *Qu'est-ce à vos yeux qu'un pays allié de la France aujourd'hui ?*

Je ferai une définition assez simple : un pays allié est un pays qui partage les mêmes valeurs, une proximité de vision politique, avec des liens économiques et culturels privilégiés et/ou encore faisant partie d'une même alliance politique et/ou militaire (ex : UE / OTAN). Sans que cela soit un détail, je crois aussi qu'un pays allié est aussi un pays avec lequel on peut s'opposer sur certains points sans remettre en cause le fond de la relation (ex : les États-Unis pour la guerre d'Irak 2003). Avec ces deux définitions, on comprend que je vois la France disposer de beaucoup d'alliés ! En revanche, l'importance des uns et des autres évolue et diffère selon le contexte et le domaine considéré : **sur le plan militaire notre allié principal est les États-Unis mais en termes économiques, nous développons davantage de synergies avec nos partenaires de l'Union européenne, par exemple.**

□9/ *Le terme de souveraineté est durablement revenu sur le devant de la scène, mettant en lumière l'importance du verbe dans les rapports de force. Quelle réalité, mais aussi quelle aura attribuez-vous à ce mot ?*

Le mot souveraineté est aujourd'hui au cœur des débats et c'est une réalité qui s'est réimposée avec force dans presque tous les domaines : politique, économique, militaire, mais aussi médical, culturel...

On relève ainsi des efforts importants de la part des politiques mais aussi et surtout des acteurs économiques pour préserver et maintenir la souveraineté de notre pays, voire la restaurer des crises majeures comme le COVID ou la guerre en Ukraine ayant mis en lumière la vulnérabilité de certains

secteurs critiques. Ces actions ont à saluer ! Je m'inscris entièrement dans cette démarche, car **le renseignement d'affaires est un outil au service de la souveraineté nationale**. Engagée auprès des entreprises françaises, j'ai créé le cabinet Prisme Intelligence pour apporter un avantage concurrentiel aux acteurs économiques français afin d'être plus compétitifs dans le monde entier. En effet, c'est avec des entreprises françaises plus concurrentielles et rentables que la France peut préserver sa souveraineté !

□10/ Pouvez-vous citer une vertu que vous vous efforcez de cultiver quotidiennement, (et non pas « au quotidien » selon l'atroce locution en vogue) ?

L'audace !

Depuis toujours j'ai l'audace d'oser prendre des chemins non conventionnels et d'entreprendre. Aujourd'hui, il semble courant de communiquer sur l'intelligence économique. J'ai osé assumer le terme « renseignement d'affaires » et je ne me prive pas de communiquer sur la matière afin d'apporter un maximum de clarté sur les pratiques. Il me semble indispensable, dans le renseignement d'affaire, de savoir faire preuve de clarté tant sur le positionnement de nos activités que sur les méthodes employées. Cela permet dès le départ de définir avec le dirigeant ce qu'il est possible de réaliser ou non dans le cadre qui nous est défini. Il n'y aurait rien de pire que de ne pas se comprendre, ou de répondre de manière erronée à un besoin ! Vous pouvez me lire sur LinkedIn où je publie régulièrement et échange avec les dirigeants. Je cultive l'audace dans chacun des dossiers que je traite. Cela permet d'obtenir une vision globale du sujet, d'apporter aux dirigeants une vraie plus-value en lui assurant un renseignement complet. Travailler avec audace, c'est aborder les sujets avec un prisme différent. **Et je terminerai en citant la devise du 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine : « qui ose gagne » que j'applique quotidiennement.**

☐☐ Mezze de tweets

☐☐ *Nous sommes heureux de porter à votre connaissance une très bonne nouvelle au coeur même de l'été. Le Ministre délégué chargé du Numérique, [@jnbarrot](#), nous fait la joie et l'honneur de placer notre colloque du 29 septembre sous son patronage.*

Qu'il en soit ici vivement... pic.twitter.com/CH3V3Wnbdq

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 22, 2023](#)

☐ *Laurent Izard : "Pourquoi et comment nos élites ont bradé le pays ?" <https://t.co/w6L7LWp18p>*

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 30, 2023](#)

L'Europe a dépensé 600M€ pour recréer le cerveau humain dans un ordinateur. <https://t.co/mrYQXeFAd9>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 29, 2023](#)

"Dans les groupes [#WhatsApp](#) des ministères." Les groupes quoi ? <https://t.co/sJjmskY4Io>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 28, 2023](#)

"Le vrai problème – et il s'agit d'une hypocrisie mondiale – est que tous les systèmes sont attaqués parce qu'ils utilisent les mêmes technologies." <https://t.co/k27ttB20uA>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 28, 2023](#)

☐☐@Halys_fr lance une valise permettant de déployer, en toutes circonstances, un réseau #5G privé et sécurisé. <https://t.co/1w00uEEy3p>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 27, 2023](#)

"Près de la moitié des viandes de volailles consommées en France sont issues de l'importation, notamment ukrainienne." <https://t.co/xm824hoDd2>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 27, 2023](#)

Le président de l'@instchoiseul, @PascalLorot, signe là un ouvrage essentiel pour comprendre les raisons qui ont conduit à l'érosion de notre souveraineté et connaître les moyens concrets qui nous permettront de la recouvrer. <https://t.co/liGSuxwlVX>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 27, 2023](#)

☐ "Le Royaume-Uni veut pouvoir bloquer les mises à jour de sécurité des smartphones." <https://t.co/4sSBL1HtHM>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [August 27, 2023](#)

☐Le US Special Operations Command se prépare à mener de vastes campagnes de déstabilisation en ligne en recourant à l'usage de #deepfakes, selon des documents contractuels fédéraux examinés par @theintercept <https://t.co/0cMoEQlyt7>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 12, 2023](#)

☐☐ Hors spectre



« Le fort est, chez Nietzsche, une individualité supérieure qui ne cherche pas à dominer les autres, ce qui serait un signe de faiblesse. Au contraire, le fort, fondamentalement, recherche la solitude de l'esprit, la distance, le quant-à-soi. Souvent, en effet, ce qu'on appelle la société n'est qu'un rassemblement fondé sur la faiblesse. On a peur de penser par soi-même. On suit ce que les autres pensent. On se rassemble avec eux et l'ont dit du mal de ceux qui n'entrent pas dans le moule du conformisme collectif. » Nietzsche ou la passion de la vie / Bertrand Vergely

Il n'y a pas de manipulation de l'opinion sans une opinion manipulable.

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

Vendredi 1er septembre 2023

[Maï-Linh Camus](#) est présidente et fondatrice du cabinet [Prisme Intelligence](#)

1/ Vous avez servi cinq ans sous les drapeaux, qu'est-ce que cela a changé dans votre manière d'envisager votre activité professionnelle de chef d'entreprise ?

Lors de la réalisation d'une mission il est indispensable d'être efficace et concret. Un objectif est donné, il faut le

réaliser ! Cela implique d'être capable de réagir vite, de savoir s'adapter et surtout de bien comprendre le besoin initial pour aller à l'essentiel. Cette rigueur s'applique entièrement au sein des Forces Armées. En tant que dirigeante du cabinet Prisme Intelligence, dans le secteur du renseignement d'affaires, j'applique ces mêmes exigences. J'ai la volonté d'être concrète, efficace et d'apporter une vision appuyée sur le terrain aux dirigeants que j'accompagne. Cela s'illustre par la capacité à être efficace dans les techniques de recherche du renseignement et pertinente dans la sélection de ce qui est ensuite communiqué au dirigeant. Savoir lire et comprendre le besoin du dirigeant est nécessaire, ce qui nécessite très souvent d'aller au-delà des premières impressions. Il faut donc faire preuve d'analyse et inscrire nos actions dans la stratégie globale du dirigeant. Nous pouvons être tentés par la curiosité mal placée et se laisser submerger par la surinformation pour finalement noyer l'essentiel. En tant que professionnel du renseignement je me dois d'être objective, factuelle et de travailler sans biais d'interprétation.

□2/ Le renseignement continue d'intriguer. Qui peut ou doit le pratiquer, et à quelle fin ? Peut-être même que, tel Monsieur Jourdain, nous y avons tous recours peu ou prou, sans le savoir ?

Le renseignement permet de prendre en compte son environnement pour prendre des décisions. Chaque individu a recours au renseignement quotidiennement de manière inconsciente. C'est un instinctif que de prendre en compte les éléments mis à notre disposition pour prendre la meilleure décision, et un processus qui donc en effet se rapproche de Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir ! Néanmoins, dans certains domaines tel que le renseignement étatique ou le renseignement d'affaires, il est indispensable de faire appel à des professionnels formés et aguerris. **□L'amateurisme ou la barbouzerie, dans le pire des cas, ne peuvent pas être tolérés.** Les enjeux sont bien trop importants et le cadre

légal est très strict. Selon moi, il est nécessaire de toujours se demander : « **faire du renseignement pour quoi faire et avec quel objectif ?** » Avant de réaliser une mission de renseignement, il est important de savoir quels sont les intérêts que nous allons servir et pour quelle finalité. Cela permet de se concentrer sur le cœur de la mission mais également de se situer d'un point de vue éthique.

Au sein du cabinet Prisme Intelligence, nous travaillons uniquement avec des professionnels du renseignement aux savoir-faire particuliers capables d'agir dans le monde entier avec des années d'expériences dans le domaine du renseignement, de l'investigation économique, de la diplomatie et des opérations militaires

□3/ Comment analysez-vous, si vous l'observez-vous aussi, l'entreprise de discrédit (de ridiculisation) à l'œuvre contre toute expression, dans l'espace médiatique, de l'idée même de la puissance de la France ?

Aujourd'hui, il y a un débat sur le positionnement de la France sur l'espace mondial du fait de sa place particulière qui bénéficie de relais de puissance important lui permettant d'exprimer une voie à part sur la scène internationale. Il est en effet aisé de trouver sur les médias des articles moquant l'idée de puissance de la France tant sur le plan économique, militaire, social et culturelle. La France se veut être une puissance de premier plan malgré un positionnement réel économique, militaire ou culturel factuellement moyen. Cette place unique s'appuie sur des démultiplicateurs exceptionnels de puissance, héritages de l'Histoire : une place de membre permanent au Conseil de sécurité, la possession de l'arme nucléaire, un réseau diplomatique et culturel de premier rang, un statut de membre fondateur et de puissance moteur au sein de l'Union Européenne... Régulièrement les ressources investies pour maintenir actifs ces relais de puissance sont remises en question, jugées plus utiles peut-être pour être réorientées

vers des priorités plus internes ou alors vues comme soutenant une vision passéiste des relations internationales. Plus grave peut-être, **cette remise en cause peut également être le fruit de puissances étrangères agissant pour leur propre compte et cherchant à diminuer, critiquer ou restreindre la puissance française.**

Néanmoins, cette remise en cause n'est pas autant systématique qu'on veut nous le faire penser.

La France est une puissance d'équilibres (selon les mots du président Macron) qui cherche à défendre une vision particulière des relations internationales et de l'équilibre du Monde. Cette vision est régulièrement expliquée, défendue et argumentée dans les médias, elle est donc présente pour qui se donne la peine de l'écouter ! La question à se poser, sans forcément d'ailleurs chercher à se positionner, serait donc davantage celle de la capacité de résonance : les deux discours sont présents mais il semble que celui critiquant ou relativisant cette place de la puissance française fasse meilleure recette. **Je suis donc modérée**, et je ne relève pas l'impression d'une entreprise de discrédit systématique à l'encontre de la puissance de la France. En effet, je constate que si le discours négatif est très présent, il existe également dans le même temps des défenseurs de l'idée de puissance de la France dont je fais partie. Il s'agit donc peut-être plutôt d'une question de perception individuelle ou collective.

□4/ **[Les Etats-Unis ont recours aux deepfakes dans le cadre de campagnes de déstabilisation.](#) Devrons-nous inéluctablement nous déplacer sur ce terrain ou est-il encore envisageable en 2023 de livrer cette bataille économique et informationnelle « à la loyale » ?**

Le recours aux deepfakes est avéré dans le cadre de luttes d'influences entre États, voire entre groupes d'opinion et de pression.

Se positionner ou non sur ce terrain renvoie pour les États, les sociétés et les individus au choix des armes avec lesquelles ils se battent : faut-il se priver de quelque chose qui sera utilisé sans états d'âme par l'adversaire ? La question des valeurs est centrale et aujourd'hui la France préfère opposer une capacité de déconstruction des narratifs intentionnellement faussés pour construire sa légitimité et celle de sa stratégie d'influence.

Cependant, dans un conflit plus important, avec des enjeux vitaux, la question resterait posée. Jusqu'où aller par nécessité de s'opposer à la stratégie adverse sans pour autant détruire sa propre légitimité ? C'est plus délicat qu'il n'y paraît car aujourd'hui on voit par exemple qu'un État comme la Russie pourtant reconnu comme manipulant faits et vérité au service de ses objectifs obtient malgré tout de réels succès dans certaines opinions publiques. Je n'ai pas la prétention d'apporter une réponse tranchée, tant elle serait dépendante du contexte et des intérêts mis en cause, en revanche **je crois que l'éventuel usage de deepfakes pourrait toujours se faire de manière encadrée, légitime**, peut-être comme un dernier recours, sans exclure les autres procédés « à la loyale » qui restent le fondement d'une posture légitime et crédible. Au sein d'une entreprise le sujet se simplifie, et s'il est évident que les experts de Prisme Intelligence sont formés à la détection des fakes news et très sensibilisés au deepfake, le recours à cette dernière stratégie est totalement en-dehors du champ éthique du cabinet.

5/ Si l'on en croit les enseignements d'Edward Bernays, l'auteur du fameux ouvrage « Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie », le peuple est le dindon de notre farce contemporaine. Quels conseils concrets pourriez-vous nous donner pour nous former et assumer une opinion vraiment personnelle ?

Il n'y a pas de manipulation de l'opinion sans une opinion manipulable.

Aujourd'hui il est plus qu'indispensable de s'éduquer, de se former, de se sensibiliser à la manipulation de l'information pour tout simplement pour ne pas en être victime et garder son libre arbitre. C'est exactement ce que je souhaitais dire sur la question des fake news : elles ne valent que tant qu'il existe un public suffisamment vulnérable pour y être sensible.

Il est nécessaire de garder en tête qu'une information est par essence toujours plus ou moins biaisée par le média qui la diffuse, par le contexte (politique, climatique, géopolitique, économique...) qui nous entoure mais aussi par nos propres biais d'interprétation. Quand nous partons du principe que l'information est biaisée, il est de notre devoir de se renseigner avec quelques actes réflexes tout simple :

- Réaliser des recherches sur un canal différent de celui où nous avons eu la première information ;
- Multiplier les sources d'informations et leur positionnement (politique, économique, ...) ;
- Prendre de la hauteur et mettre de côté nos émotions dans l'interprétation de l'information ;
- Discuter avec des personnes différentes capables de confronter notre lecture.

A ce moment-là on peut dire que nous cultivons la fameuse « pensée complexe » et nous pouvons nous faire une réelle opinion de l'information. Je prends souvent l'exemple de la pièce de théâtre. Imaginez que vous l'observez depuis votre fauteuil puis vous changez de place. Si la pièce est similaire mais vous percevez des différences subtiles, c'est que vous devez varier les sources de l'information (média, ...). Si la pièce est sensiblement différente, c'est que l'information a été manipulée et donc à vous de faire quelques recherches pour trouver la vérité. Il est important de ne pas tomber dans le panneau de l'information « instantanée », non sourcée et de prendre pour argent comptant ce que vous pouvez lire et écouter sur un unique média.

La cabinet Prisme Intelligence accompagne des dirigeants

sensibilisés à la maîtrise de l'information stratégique afin qu'ils puissent obtenir les informations dont ils ont besoin pour prendre les bonnes décisions, de manière consciente et éclairée. Cela peut paraître logique, mais ce n'est pas une chose aisée car la surinformation noie totalement le renseignement pertinent. La prochaine étape est d'intervenir auprès du public afin de le sensibiliser à la manipulation de l'information afin qu'il n'en soit pas victime.

□6/ Dans le combat armé, il est une dimension importante : celle des forces dites « morales ». Comment selon vous l'importer dans le cadre de la guerre économique et technologique ?

Derrière l'idée de forces dites « morales » se cache l'idée de résilience.

Dans le combat armé, c'est l'idée de faire appel à des capacités autres que physiques pour faire face à une adversité peut être très violente. Ce peut être la discipline, la camaraderie, la cohésion, l'amitié, ou encore même si cela pourra faire sourire le patriotisme ou même la Foi ! Tout ce qui peut permettre au soldat de mettre en perspective ce qu'il vit pour lui donner du sens, et ce faisant prendre du recul et se détacher pour préserver sa capacité de réflexion, son esprit critique et ses valeurs. Cette violence peut tout à fait s'exprimer également dans le champ économique par des actions de concurrence hostiles très déstabilisatrices.

Le contexte économique lui-même peut d'ailleurs être vu comme intrinsèquement violent, avec des conséquences humaines réelles : mise au chômage, familles qui basculent dans la pauvreté, ou encore suicides d'artisans, de paysans, de dirigeants, voire pour aller encore plus loin et sur un autre niveau, actions de déstabilisation personnelle dans le cadre de l'espionnage industriel. On pourrait trouver beaucoup d'exemples permettant de réaliser un parallèle entre le combat et l'économie !

Importer l'idée de forces dites « morales » en tant que tel n'est peut-être pas immédiatement transposable dans l'univers économique et technologique. En revanche, l'idée de résilience l'est selon moi bien davantage. En effet, la capacité de diversifier ses ressources, de connaître ses concurrents, de prendre en compte son environnement d'affaires afin d'anticiper les risques et de maîtriser l'information stratégique sont par exemple des moyens de diversifier les assises de son entreprise et de mieux garantir sa capacité de développement.

□7/ *Que diriez-vous à l'une de nos lectrices qui aimerait intégrer l'ESM Saint Cyr ?*

Foncez, dépassez-vous et n'ayez aucune limite !

L'académie des écoles militaires de Saint-Cyr a tout à vous apprendre, tant sur les valeurs que sur votre propre personnalité. Beaucoup se révèlent à l'issue de la formation militaire, c'est une expérience incroyable qui mérite d'être vécue. Évidemment, ce n'est pas chose aisée. Il faudra beaucoup de persévérance et de résilience, de volonté et de combativité car devenir soldat et chef n'est pas anodin. Ce qui est certain en revanche c'est que vous serez au meilleur endroit pour le devenir.

□8/ *Qu'est-ce à vos yeux qu'un pays allié de la France aujourd'hui ?*

Je ferai une définition assez simple : un pays allié est un pays qui partage les mêmes valeurs, une proximité de vision politique, avec des liens économiques et culturels privilégiés et/ou encore faisant partie d'une même alliance politique et/ou militaire (ex : UE / OTAN). Sans que cela soit un détail, je crois aussi qu'un pays allié est aussi un pays avec lequel on peut s'opposer sur certains points sans remettre en cause le fond de la relation (ex : les États-Unis pour la guerre d'Irak 2003). Avec ces deux définitions, on comprend que je vois la France disposer de beaucoup d'alliés ! En

revanche, l'importance des uns et des autres évolue et diffère selon le contexte et le domaine considéré : **sur le plan militaire notre allié principal est les États-Unis mais en termes économiques, nous développons davantage de synergies avec nos partenaires de l'Union européenne, par exemple.**

□9/ Le terme de souveraineté est durablement revenu sur le devant de la scène, mettant en lumière l'importance du verbe dans les rapports de force. Quelle réalité, mais aussi quelle aura attribuez-vous à ce mot ?

Le mot souveraineté est aujourd'hui au cœur des débats et c'est une réalité qui s'est réimposée avec force dans presque tous les domaines : politique, économique, militaire, mais aussi médical, culturel...

On relève ainsi des efforts importants de la part des politiques mais aussi et surtout des acteurs économiques pour préserver et maintenir la souveraineté de notre pays, voire la restaurer des crises majeures comme le COVID ou la guerre en Ukraine ayant mis en lumière la vulnérabilité de certains secteurs critiques. Ces actions ont à saluer ! Je m'inscris entièrement dans cette démarche, car **le renseignement d'affaires est un outil au service de la souveraineté nationale**. Engagée auprès des entreprises françaises, j'ai créé le cabinet Prisme Intelligence pour apporter un avantage concurrentiel aux acteurs économiques français afin d'être plus compétitifs dans le monde entier. En effet, c'est avec des entreprises françaises plus concurrentielles et rentables que la France peut préserver sa souveraineté !

□10/ Pouvez-vous citer une vertu que vous vous efforcez de cultiver quotidiennement, (et non pas « au quotidien » selon l'atroce locution en vogue) ?

L'audace !

Depuis toujours j'ai l'audace d'oser prendre des chemins non conventionnels et d'entreprendre. Aujourd'hui, il semble

courant de communiquer sur l'intelligence économique. J'ai osé assumer le terme « renseignement d'affaires » et je ne me prive pas de communiquer sur la matière afin d'apporter un maximum de clarté sur les pratiques. Il me semble indispensable, dans le renseignement d'affaire, de savoir faire preuve de clarté tant sur le positionnement de nos activités que sur les méthodes employées. Cela permet dès le départ de définir avec le dirigeant ce qu'il est possible de réaliser ou non dans le cadre qui nous est défini. Il n'y aurait rien de pire que de ne pas se comprendre, ou de répondre de manière erronée à un besoin ! Vous pouvez me lire sur LinkedIn où je publie régulièrement et échange avec les dirigeants. Je cultive l'audace dans chacun des dossiers que je traite. Cela permet d'obtenir une vision globale du sujet, d'apporter aux dirigeants une vraie plus-value en lui assurant un renseignement complet. Travailler avec audace, c'est aborder les sujets avec un prisme différent. **Et je terminerai en citant la devise du 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine : « qui ose gagne » que j'applique quotidiennement.**

La France va-t-elle se doter d'un système d'exploitation souverain ?

Le gouvernement chinois l'a annoncé avec fracas, la Chine est déterminée à se passer de Windows, le populaire système d'exploitation de Microsoft. Cette déclaration, à vrai dire, fait suite à la menace du gouvernement américain de ne plus autoriser les Chinois à utiliser Windows. On ne sait donc pas

exactement qui quitte qui...

Cette information, sortie il y a quelques semaines, aurait ressemblé à un scénario de politique fiction il y a seulement une dizaine d'années. **C'est pourtant notre réalité : la technologie est devenue un sujet politique.** Et chaque Etat ou groupement d'Etats y va de « je te quitte » à « je t'interdis d'utiliser mon logiciel ».

La Russie a interdit Facebook et Instagram pour cause « d'extrémisme » le 21 mars 2022. La Chine bloque Google depuis 2012. De son côté, les Etats Unis ont interdit la vente des smartphones Huawei le 26 novembre 2022. Et le 24 février dernier, la commission européenne a interdit à ses employés l'usage de l'application chinoise TikTok.

Au Maroc, [le MCB](#) propose désormais un OS souverain baptisé Atlas OS qui répond à la fois à une commande publique et à un engouement du secteur privé pour accélérer sur le commerce international, mais sans perdre le contrôle de ses données.

Derrière ces OS souverains se cache en réalité une simple variante de Linux aux couleurs du pays, sécurisée, bénéficiant de ses propres mises à jour et construite pour répondre aussi bien au marché privé qu'à la commande publique.

Mais au fait, que se passe-t-il au pays magique des technologies ? Il semble que la douce utopie d'un monde globalisé où toute distance est abolie est en train de disparaître au profit d'un monde de frontières et de blocs souverains.

Comment en est-on arrivé là ?

Internet est synonyme depuis sa naissance dans les années 1990 de liberté individuelle. Chacun va où il veut, utilise les logiciels qu'il veut, fait ses courses où bon lui semble. Mais cette belle utopie d'un monde sans frontières est en train de disparaître progressivement. C'est que derrière la liberté

bien réelle des individus se cachent des enjeux économiques puissants. L'enrichissement des uns et l'appauvrissement des autres a fini par réveiller les politiques les plus réticents à l'idée de frontière digitale.

D'abord la mondialisation en général laisse les européens sur leur faim. Elle profite surtout à la Chine et aux Etats unis. Le PIB des Etats Unis.

« En quinze ans, le PIB par habitant des Etats-Unis a crû 60 % plus vite que celui des habitants de l'UE. Et le Mississippi, Etat le plus pauvre des Etats-Unis, a un PIB par habitant plus élevé que celui de la France. » [rappelle André Loeseckrug-Pietri, dans une tribune du Monde ce 21 juillet.](#)

Il met directement en cause notre faiblesse à juguler la domination des géants de la technologie américains.

D'autre part, chacun réalise que les données sont le nouvel or blanc et que la captation de données correspond ni plus ni moins à une fuite de valeur et même de capitaux. Or il est difficile de réguler la circulation des données car elle est invisible, les serveurs sont inaccessibles, les algorithmes secrets.

Dans ce monde en pleine réorganisation, les systèmes d'exploitation (Windows, Mac OS...) occupent une place centrale car depuis 2010, ils s'appuient sur le cloud, donc ils copient vos données aux Etats Unis. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir du cloud US que de changer de système d'exploitation. Et depuis l'éclatement de l'affaire de la CIA en 2013, révélé par Edward Snowden, nous savons que le gouvernement américain collabore avec Microsoft pour exploiter ces données, y compris à des fins économiques.

C'est ce que les chinois ont compris en lançant leur propre moteur de recherche puis leur propre système d'exploitation. Celui-ci est baptisé KYLIN, déjà utilisé par 90 % des fonctionnaires de l'État. Comme toujours en Chine les

décisions prennent peu de temps à se matérialiser.

Au Maroc, [The Moroccan Center for Business Intelligence](#) sort un système d'exploitation souverain qui suscite l'intérêt des autorités. Nul doute que le Maroc, qui a voté dès 2009 une loi stricte sur la souveraineté des données, basculera dans un système d'exploitation souverain dans les prochaines années.

En France, il y a peu de débat en France sur la nécessité d'un système d'exploitation souverain. Au contraire, **Windows équipe 85 % des PC dans l'hexagone**. Mais la France pourrait être entraînée dans cette évolution par des voisins moins patients.

En 2017, l'autorité néerlandaise de protection des données accusait Microsoft de récolter des données personnelles au prétexte d'améliorer la qualité du service.

Le 15 juillet 2019, l'Allemagne a interdit l'usage de Windows et de Microsoft 365 dans l'ensemble de ses écoles en raison du non respect de la RGPD par l'entreprise américaine.

Et le 13 juin 2022, le gendarme suisse de la protection des données considère qu'un organe fédéral ne peut pas, dans le respect du droit applicable, utiliser la suite office de Microsoft dite Microsoft 365 dans la mesure où celle-ci stocke les données aux Etats Unis.

Le point de bascule pourrait toutefois ne pas être politique, mais économique. [Dans une récente tribune au Figaro](#), le chef d'entreprise Antoine Dubosc constate que la France a tout à perdre à fonctionner comme une colonie numérique des Etats Unis. A commencer par sa compétitivité. Il plaide pour une souveraineté numérique de la France et de l'Europe.

A vrai dire c'est **cette petite voix de la souveraineté qui commence à résonner sur l'ensemble de l'échiquier politique** et qui pourrait faire basculer l'opinion.

Le problème, il est vrai, n'est pas technique mais presque

exclusivement psychologique. La plupart des gens ne comprennent rien à leur ordinateur et sont principalement soucieux que rien ne change par crainte de perdre le contrôle de la machine.

C'est d'ailleurs pourquoi plusieurs sociétés européennes se sont lancées dans la fabrication de systèmes d'exploitation souverains qui imitent Windows le plus possible afin de ne pas perdre les utilisateurs.

Aujourd'hui, une des solutions les plus célèbres s'appelle [Zorin](#). Elle remplace Windows de façon pratiquement indolore et peut être adaptée au contexte souverain de chaque pays puisqu'elle ne stocke aucune donnée en dehors du PC. Zorin est lui-même basé sur Linux, comme l'est la solution chinoise Kylin.

Nous sommes donc arrivés dans un monde où il est possible et confortable de passer de Windows à Linux de façon lisse et transparente. La montée en puissance du souverainisme technologique renforcée par le cadre juridique européen favorisent et facilitent cette migration. Or **quitter Windows est le premier pas de notre souveraineté technologique** puisque ce système d'exploitation exporte nos données. Il faut attaquer le mal à la racine.



